

REVUE DE PRESSE

13 mai 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

Semaine québécoise de la garde scolaire

Soulignons le savoir-faire et l'engagement du personnel en service de garde

Québec, le 13 mai 2024 – En cette *Semaine québécoise de la garde scolaire*, la Fédération des centres de services scolaires du Québec tient à profiter de ce moment privilégié pour reconnaître le rôle déterminant du personnel technicien et du personnel éducateur qui œuvrent au sein des services de garde dans les écoles du Québec. Sur le thème *On gagne à jouer en équipe*, cette semaine vise à souligner leur travail d'équipe et leur rôle important dans le développement du plein potentiel des élèves et de leur réussite éducative. Travailler en service de garde en milieu scolaire, c'est choisir d'avoir un impact significatif en contribuant à façonner la société de demain.

« Je salue la créativité, l'agilité, le dévouement et le professionnalisme dont le personnel technicien et le personnel éducateur en service de garde scolaire fait preuve au quotidien. Grâce à des activités pédagogiques découlant de la mise en œuvre du projet éducatif de l'école, ils participent pleinement au développement global des enfants, et ce, en tenant compte de leurs particularités et de leurs besoins. Ils sont à la base de leur parcours scolaire, à leur écoute et, les accompagnent pendant plusieurs années. Ils sont des alliés remarquables pour chacun des enfants et pour leurs parents. Par leur accueil et leur bienveillance, les enfants leur rendent bien toute la reconnaissance et l'attachement qu'ils leur portent. Ensemble, valorisons celles et ceux qui contribuent chaque jour à bâtir un avenir meilleur pour nos enfants », a souligné madame Caroline Dupré, présidente-directrice générale de la FCSSQ.

La FCSSQ vous invite à souligner l'apport important du personnel des services de garde en milieu scolaire en exprimant votre reconnaissance envers ces intervenants qui veillent quotidiennement au bien-être et à la sécurité de nos enfants.

À propos de la FCSSQ

La FCSSQ regroupe l'ensemble des centres de services scolaires francophones du Québec ainsi que le Centre de services scolaire du Littoral. Les centres de services scolaires veillent à la réussite scolaire de plus d'un million d'élèves en assurant des services éducatifs au primaire, au secondaire, en formation professionnelle et à l'éducation des adultes. La FCSSQ offre à ses membres des services en relations du travail, en ressources matérielles et informationnelles, financement, transport scolaire, formation professionnelle, services éducatifs aux jeunes et aux adultes, des services juridiques et de la formation. Conjointement avec le MEQ, la FCSSQ coordonne et dirige la négociation des matières nationales sectorielles des conventions collectives.

– 30 –

Source : Emilie Desbiens

Conseillère aux communications

Fédération des centres de services scolaires du Québec

Tél. : 418-951-9892

edesbiens@fcssq.quebec • www.fcssq.quebec

ICI  RADIO-CANADA

Un jeune sportif sur deux victime de violence dans une étude de l'ISQ

ÉRIK CHOUINARD

Environ 56 % des jeunes répondants d'une vaste étude exploratoire de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) disent avoir été victimes d'au moins une forme de violence de la part d'une personne en autorité ou d'un pair depuis le début de leur parcours sportif. Des résultats qui n'étonnent pas une experte, venant corroborer ce que d'autres études ont aussi révélé.

L'ISQ a dévoilé jeudi les résultats de l'étude sur le vécu des adolescents dans les milieux sportifs (EVAQ), menée auprès de 19 642 jeunes du secondaire entre novembre 2022 et juin 2023. La portion sur la violence dans le sport (Nouvelle fenêtre) concernait les 9221 répondants de 14 ans et plus qui pratiquent un sport organisé au secondaire.

Ça fait plus de 20 ans que je fais des recherches dans ce domaine-là donc c'est pour moi pas si surprenant. Ce sont des chiffres qui ressemblent à ce qu'on a documenté dans d'autres pays et notamment ici au Québec, mais avec de plus petits échantillons, observe Sylvie Parent, professeure titulaire de la Chaire de recherche Sécurité et intégrité en milieu sportif de l'Université Laval.

La ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, Isabelle Charest, et le directeur général adjoint du Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ), Stéphane Boudreau, sont moins tranchés que la professeure, insistant d'entrée de jeu sur les limites du caractère ponctuel de l'étude.

C'est difficile de dire si c'est surprenant ou pas, c'est difficile de quantifier ou de qualifier ces chiffres-là. Une chose que ça nous dit, par contre, c'est que la violence dans le contexte sportif, ça arrive, et il faut s'en occuper, soutient la ministre.

J'aime bien l'avertissement de la limite de l'étude, mais une agression qu'elle soit psychique, physique ou sexuelle, c'est toujours une agression de trop, relativisée à son tour le directeur du RSEQ.

La violence des personnes en position d'autorité

En excluant les pairs, ce sont environ 40 % des répondants qui disent avoir subi au moins une forme de

violence de la part d'une personne en position d'autorité, que cette violence soit de type psychologique, physique, instrumental ou sexuel.

Tant chez les répondants masculins que féminins, la violence psychologique de la part d'une personne en autorité est le type de violence qui ressort le plus souvent, à 23 % pour les garçons et 30 % pour les filles. Elle peut prendre la forme d'avoir été ignoré, rejeté, critiqué excessivement, injurié ou humilié.

L'enquête décrit la violence instrumentale comme le fait de restreindre les liens sociaux d'un jeune, de lui demander de s'entraîner malgré une blessure ou de lui demander d'utiliser des moyens pour atteindre un poids idéal pour son sport. C'est la deuxième forme de violence la plus commune auprès des répondants, 16 % disent avoir subi au moins un geste du genre d'une personne en autorité.

Selon l'étude, la violence physique peut inclure le fait d'avoir été frappé avec une main ou de s'être fait lancer un objet. Les répondants masculins sont les plus susceptibles d'avoir subi ce type de violence avec 13 % d'entre eux qui ont été victimes d'au moins un geste, contre 9 % des répondantes féminines.

Quant à elles, les jeunes répondantes étaient proportionnellement plus nombreuses à avoir subi au moins un geste de violence sexuelle que leurs confrères masculins. Ces gestes vont de commentaires blessants de nature sexuelle jusqu'à la relation sexuelle.

Pour la plupart des types de violence, les victimes répondent plus fréquemment avoir subi le geste de la part d'une personne en autorité du même genre qu'elle. Il y a une proportion plus élevée de personnes qui posent des gestes qui sont de genre féminin que ce qu'on aurait pu

penser auparavant parce que ces questions-là n'étaient pas posées, souligne au passage la professeure Sylvie Parent.

Il y a toutefois une exception à ce phénomène. Les répondantes féminines sont plus nombreuses à avoir subi un geste de violence sexuelle de la part d'une personne de genre masculin.

La violence des pairs

La violence subie par un pair est un peu plus répandue chez les répondants de l'étude, 45 % d'entre eux ont été victimes d'une forme de violence de la part d'un autre jeune.

Même si les proportions varient, les tendances observées lorsque la violence provient de personnes en autorité se répètent sensiblement aussi lorsqu'elle provient de pairs.

Encore une fois, la violence psychologique ressort le plus fréquemment parmi les répondants, suivi par la violence physique et finalement par la violence sexuelle. L'étude n'a pas questionné les jeunes par rapport à la violence instrumentale de la part des pairs.

La professeure espère que les statistiques relevées dans l'étude contribueront à transformer la culture du milieu. C'est sûr qu'on s'attend à ce qu'il y ait un changement de mentalité, c'est ça qu'on souhaite et je pense que c'est ça que les gens souhaitent. Ça va prendre diverse initiative pour opérer le changement de culture, affirme-t-elle.

Les limites de l'exercice

Normalement l'ISQ ne réalise pas d'études qui ne lui permettent pas d'extrapoler les résultats à l'ensemble d'une population donnée, mais des études exploratoires comme l'EVAQ sont parfois nécessaires pour combler le manque d'information sur une problématique qui n'a pas beaucoup été étudiée.

On parle de 9000 jeunes du secondaire qui ont répondu à cette enquête, c'est énorme, remarque Sylvie

Parent. Ça nous donne un premier portrait solide et là ce qu'on veut c'est d'avoir de la surveillance de ce phénomène-là dans le temps.

Ces nouvelles données pourront tout de même permettre au ministère de l'Éducation et la Chaire de recherche Sécurité et intégrité en milieu sportif de l'Université Laval de se pencher plus en profondeur sur la violence subie en contexte sportif.

On va voir à quelle fréquence ce sera nécessaire de faire ce genre d'étude là, affirme la ministre Isabelle Charest. C'est une base intéressante qui va nous permettre à différents échelons de venir mesurer les outils qu'on met en place.

Avec la mise en place de mesures comme l'Officier indépendant des plaintes, elle veut travailler à redorer le blason du sport organisé. Le sport peut être un vecteur extraordinaire de développement, d'épanouissement, mais peut être aussi à l'opposé, très difficile et très problématique pour certains jeunes. C'est définitivement pas ce qu'on veut. On veut qu'ils se développent à leur plein potentiel, conclut la ministre.

En février, Isabelle Charest a d'ailleurs déposé le projet de loi 45, modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports, avec comme objectif de renforcer la protection des personnes dans les sports.

La professeure Sylvie Parent voit d'un œil ces mesures, mais il y a encore moyen de faire mieux selon elle. Ce qui manque en ce moment c'est un plan d'actions concertées pour toutes les formes de violence. C'est important de voir comment tout ça fonctionne ensemble, plaide-t-elle.

Avec des informations de Louis-Simon Lapointe et Philippe L'Heureux.

ÉDUCATION Cours de culture québécoise

Moins de la moitié des profs adéquatement formés

Un syndicat demande au ministre Drainville de revoir ses exigences

Moins de la moitié des profs ont suivi la formation sur le nouveau cours Culture et citoyenneté québécoise (CCQ), qui doit être offert dans toutes les écoles dès septembre. Et même ceux qui ont été formés ne se sentent pas suffisamment outillés pour l'enseigner.

GENEVIÈVE LAJOIE
Bureau parlementaire

Devant ce constat, la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) demande au ministre Bernard Drainville de faire marche arrière et de ne pas exiger que cette nouvelle matière soit enseignée partout de manière obligatoire à la rentrée prochaine.

La centrale a sondé ses membres. Seulement 45 % des répondants ont fait la formation portant sur le tout nouveau programme CCQ, qui remplacera le cours d'Éthique et culture religieuse.

Et la formation concoctée par le ministère de l'Éducation ne répond pas aux attentes.

Même ceux qui l'ont suivie ne se sentent pas prêts à enseigner aux élèves du primaire et du secondaire cette nouvelle matière, qui abordera l'éducation à la sexualité et l'éducation numérique, en passant par la démocratie et l'identité

québécoise. Deux enseignants formés sur trois affirment qu'elle est insuffisante pour mener à bien le programme en 2024-2025.

Au total, pas moins de 81 % des répondants ne se disent pas correctement outillés pour l'enseigner aux enfants et aux adolescents d'ici quelques mois.

REPOUSSER LE PROGRAMME

Alors que les profs veulent la suivre, la formation a été refusée à des enseignants sous prétexte que le cours de CCQ ne sera obligatoire que l'an prochain, souligne la présidente de la FSE-CSQ, Josée Scalabrini.

Et à ceux qui voudraient pointer du doigt la grève des enseignants pour expliquer ce retard dans la formation, elle réplique que ses membres n'ont tenu que huit jours de moyens de pression. « Ce n'est pas ça qui vient nuire aux journées pédagogiques et aux formations », plaide-t-elle.

Alors qu'il s'agit pourtant d'un programme incluant des « sujets très délicats » comme l'éducation à la sexualité, peu d'outils pédagogiques et de situations d'apprentissage ont été mis à la disposition du personnel enseignant, renchérit Mme Scalabrini.

Selon elle, si le ministre de l'Éducation est « à l'écoute de son monde », il va reculer et

permettre que le cours de CCQ soit facultatif l'année prochaine. Ainsi, les écoles qui sont prêtes pourraient l'offrir et les établissements qui ne le sont pas pourraient terminer la formation de leur personnel.

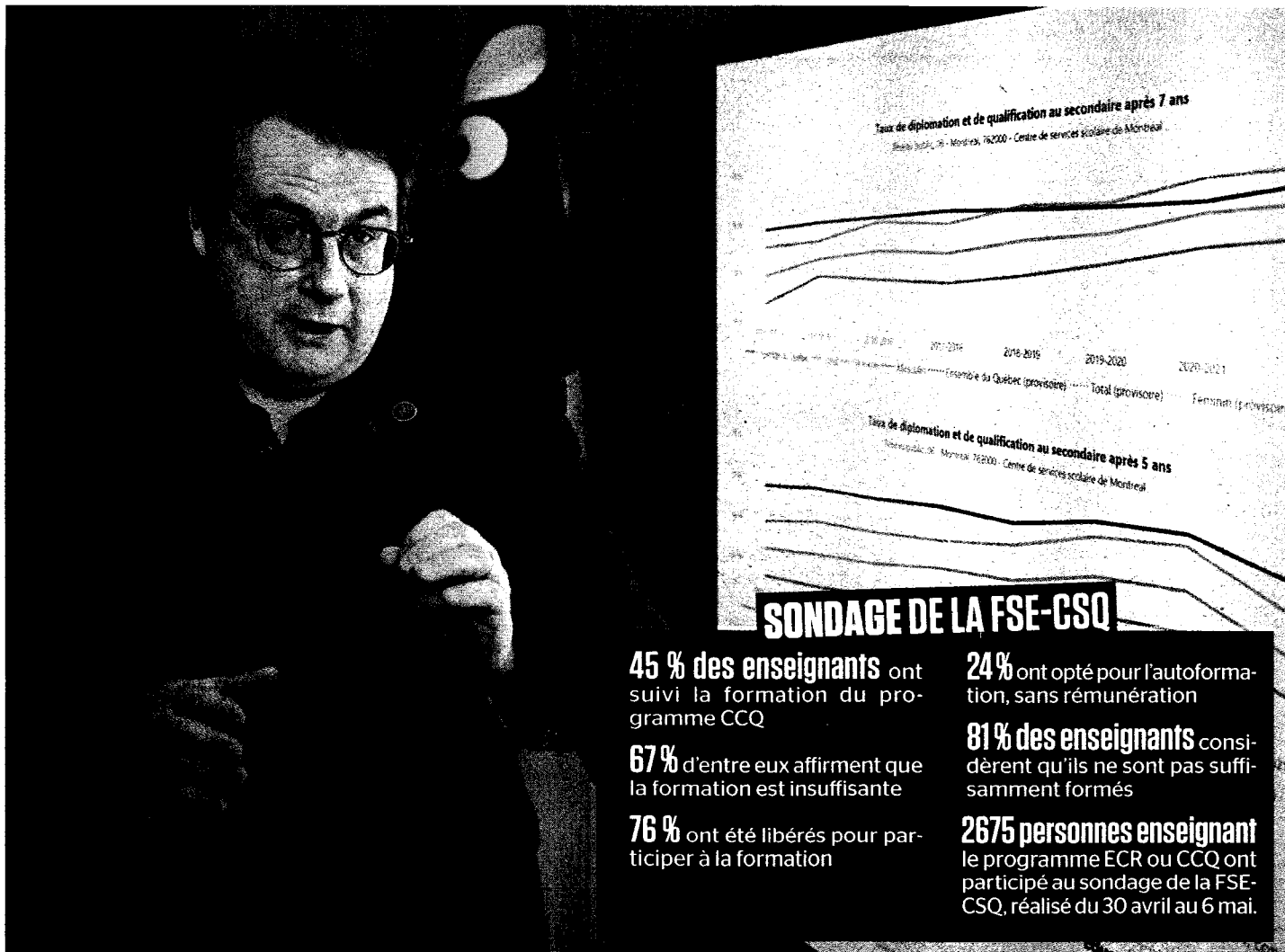
MATÉRIEL À LA FIN AOÛT

Même le matériel scolaire n'est pas encore disponible et ne le sera pas avant la fin du mois d'août, déplore la présidente de la FSE-CSQ.

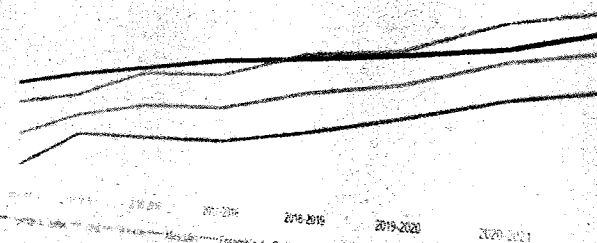
« Enseignante d'expérience », Josée Scalabrini rappelle que les profs préparent généralement la rentrée de septembre et les cours à venir dès la fin juin, avant de quitter pour la période estivale.

« Me faire dire que, ne vous inquiétez pas, le matériel sera là à la fin août. Donc à la fin août, je vais prendre connaissance du matériel, je vais m'approprier toute la matière et là, je vais préparer mes cours? Voyons, c'est encore une fois un manque de respect! »





Taux de diplomation et de qualification au secondaire après 7 ans
Région 3024 - Montréal, 76200 - Centre de services scolaire de Montréal



Taux de diplomation et de qualification au secondaire après 5 ans
Région 3024 - Montréal, 76200 - Centre de services scolaire de Montréal

SONDAGE DE LA FSE-CSQ

- 45 %** des enseignants ont suivi la formation du programme CCQ
- 24 %** ont opté pour l'autoformation, sans rémunération
- 67 %** d'entre eux affirment que la formation est insuffisante
- 81 %** des enseignants considèrent qu'ils ne sont pas suffisamment formés
- 76 %** ont été libérés pour participer à la formation
- 2675 personnes** enseignant le programme ECR ou CCQ ont participé au sondage de la FSE-CSQ, réalisé du 30 avril au 6 mai.

Le ministre de l'Éducation Bernard Drainville dans ses bureaux au complexe G en mars dernier.

PHOTO D'ARCHIVES, DIDIER DEBUSSCHÈRE

Cégeps et universités

Des étudiants utilisent ChatGPT pour faire un devoir à leur place

DAPHNÉE DION-VIENS

Le Journal de Québec

Au cégep et à l'université, 7 % des étudiants ont déjà utilisé ChatGPT pour qu'il fasse un devoir à leur place, selon une des premières enquêtes québécoises sur le sujet.

C'est du moins l'une des conclusions d'une enquête réalisée à l'automne 2023 par l'équipe du professeur Bruno Poellhuber qui a interrogé 2400 étudiants de l'Université de Montréal, du Cégep de Saint-Jérôme et du Cégep de Lanaudière à Terrebonne sur leur utilisation et perception de ChatGPT.

Près de 93 % des répondants ont indiqué n'avoir jamais utilisé le robot conversationnel pour qu'il rédige un travail académique à leur place, alors que 6 % l'ont fait parfois ou de temps en temps. Moins de 1 % des étudiants interrogés ont avoué le faire souvent ou très souvent.

Il s'agissait de la seule question « déguisée » qui portait spécifiquement sur le plagiat dans le cadre de cette enquête, précise le chercheur.

Près de 30 % des étudiants ont aussi affirmé avoir déjà utilisé l'intelligence artificielle pour s'« aider à réaliser des travaux écrits », mais il peut s'agir d'une utilisation plus large, qui n'est pas nécessairement liée au plagiat.

REEMPLACER GOOGLE PAR CHATGPT

L'équipe a toutefois été surprise d'ap-

prendre que parmi la majorité d'étudiants qui ont affirmé avoir déjà utilisé ChatGPT (62 %), l'usage le plus répandu est la recherche d'informations, un phénomène plutôt « inquiétant », selon M. Poellhuber.

« Je suis inquiet pour une partie importante de la population étudiante, affirme-t-il. ChatGPT, pour la recherche d'informations, c'est très mauvais. »

Le chercheur reconnaît que le robot conversationnel peut donner « d'excellentes réponses » sur des sujets « qui ne changent pas dans le temps », comme la Grèce antique par exemple.

Mais pour des sujets « plus actuels », cette intelligence artificielle peut inventer de toutes pièces des réponses ou une bibliographie, indique ce professeur de l'Université de Montréal.

Des étudiants utilisent aussi le robot conversationnel pour étudier de la matière, générer des idées ou réviser des textes, ce qui correspond à une utilisation plus positive, ajoute-t-il.

La rédaction de texte apparaît aussi dans la liste de réponses fournies par les étudiants. Toutefois, puisqu'il s'agissait de questions ouvertes, à portée plus large, les réponses peuvent aussi inclure de l'aide à la rédaction, ce qui n'est pas forcément du plagiat, précise le professeur.

LE PLAGIAT, PRINCIPAL RISQUE

Interrogés sur les enjeux, risques ou défis que pose ChatGPT, les étudiants estiment néanmoins que le plagiat arrive en tête de liste.

Parmi les étudiants qui n'ont pas succombé au robot conversationnel, plusieurs affirment d'ailleurs ne pas l'utiliser par crainte d'être accusés de plagiat.

D'autres ont plutôt peur de perdre leurs aptitudes cognitives ou refusent d'y avoir recours pour des raisons éthiques.



LEDEVOIR

Six millions au privé pour garnir des classes

Le CSS de Montréal a embauché des agences pour recruter des élèves

MARIE-MICHÈLE SIOUI

CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE

À QUÉBEC

LE DEVOIR

Le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) a payé plus de 6 millions de dollars à des partenaires privés, dans les cinq dernières années, afin qu'ils recrutent des élèves à l'étranger et au Québec pour ses programmes de formation professionnelle.

Au total, 13 749 élèves (sur 111 000 dans tout le CSS) ont été ainsi recrutés pour des programmes destinés à former des travailleurs dans des secteurs affectés par la pénurie de main-d'oeuvre. Pour chacune de ces inscriptions, des entreprises privées ont touché une commission équivalente à 15 % des coûts des formations.

Le Devoir a obtenu les montants des sommes versées à des partenaires de recrutement par le truchement d'une demande d'accès à l'information. Dans celle-ci, le CSSDM sépare les contrats en deux appels d'offres et lie chacune des sommes à des « numéros de contrat », qui sont des codes alphanumériques. Le CSSDM n'a pas voulu fournir sa liste de ses partenaires recruteurs.

Le Devoir s'en est donc remis à une source, à des documents d'appels d'offres et à des procès-verbaux des rencontres du conseil exécutif et de la direction générale du CSSDM pour savoir quelles entreprises reçoivent des commissions, et pourquoi.

Au cours des cinq dernières années, le CSSDM a versé 6,2 millions à ses partenaires. Le CSS assure que le recours à ces entreprises se fait à « coût nul ». « L'objectif de recourir à ces organismes est de permettre d'avoir suffisamment d'élèves pour lancer des programmes de formation visant à répondre aux besoins de main-d'oeuvre au Québec. Ces organismes visent à rejoindre des clientèles difficilement joignables pour nous », a écrit son service des relations médias au Devoir.

Le responsable des relations de presse, Alain Perron, affirme que le CSSDM réévalue cette pratique. « Comme actuellement 73 % de nos élèves internationaux se sont inscrits au CSSDM sans passer par les partenaires recruteurs, une réflexion est en cours à ce sujet. Cette situation s'explique par la reprise importante de l'immigration et les efforts fournis au Québec pour pallier la pénurie de main-d'oeuvre », souligne-t-il. Pour la plupart, les dizaines de partenaires recruteurs du CSSDM sont de petits collèges privés, des écoles de langues ou des consultants en immigration.

Maikel Pavel Rodriguez Sanchez, qui enseigne à temps partiel au CSS de la Pointe-de-l'Île, est l'un d'eux. Il est aussi propriétaire du Collège ELC, une entreprise qui fait du recrutement pour le CSSDM. « Pour la formation professionnelle, la seule chose [qu'on fait], c'est qu'on réfère la personne. S'il y a quelqu'un qui s'intéresse aux programmes [du CSSDM], on le réfère. C'est tout », a-t-il résumé au Devoir. Pour cela, M. Sanchez touche une somme équivalente à environ 15 % du coût de la formation, à condition que les étudiants soient envoyés dans l'un des programmes ciblés par le CSSDM.

Azria Alon, directeur associé de l'entreprise New Life International, fait de son côté affaire avec le CSSDM, mais aussi avec les CSS de la Pointe-de-l'Île et Marguerite-Bourgeoys, dans l'arrondissement montréalais de Saint-Laurent. Il a expliqué au Devoir qu'il recrutait des étudiants dans le « marché francophone » : en France, au Maroc, en Côte d'Ivoire ou au Cameroun, notamment. L'idée est de diriger les étudiants vers des formations professionnelles conduisant à des « métiers en pénurie », a-t-il souligné.

Son entreprise accompagne les étudiants tout au long de leur formation. Elle touche de la part du CSSDM l'équivalent de 15 % du coût de la formation en divers

versements, « au fur et à mesure » que les étudiants avancent dans leurs études. « Les Français ne paient pas de droits de scolarité » au Québec, a rappelé M. Alon. La commission est donc calculée sur la base des frais exigés aux étudiants internationaux qui ne sont pas Français, a-t-il précisé. Ces frais varient de quelques milliers à quelques dizaines de milliers de dollars. « Si un étudiant arrête la formation, on ne touche plus rien.

Donc, notre intérêt, c'est que l'étudiant aille au bout », a indiqué M. Alon.

Les formations qui ne sont pas virtuelles sont plus populaires, selon ses observations, parce que les étudiants étrangers y trouvent « une voie d'accès à l'immigration » par le truchement des permis de travail postdiplôme.

En présence ou en ligne

LEDEVOIR

Des élèves qui sont visés dès la prématernelle chez les anglophones

Des entreprises sont payées par les commissions scolaires pour recruter à l'international

MARIE-MICHÈLE SIOUI

À la Commission scolaire anglophone Sir-Wilfrid-Laurier, qui couvre le territoire de Laval, des Laurentides et de Lanaudière, le recrutement d'élèves par des entreprises privées commence dès la prématernelle. À Riverside (sur la Rive-Sud) et à English-Montréal, les partenaires recruteurs s'activent pour attirer des élèves à compter du primaire et du secondaire.

La Commission scolaire EnglishMontréal (CSEM) consacre un site Web au recrutement d'élèves internationaux afin qu'ils fréquentent des écoles secondaires publiques anglophones. Un appel d'offres publié en mars 2024 par la CSEM indique que la Commission scolaire cherche des « agences de recrutement » pour l'inscription d'élèves du secondaire ayant « des compétences de base en anglais ».

Ce type de recrutement est possible en vertu d'une disposition de la Charte de la langue française qui permet aux élèves internationaux d'étudier au Québec en anglais pendant un maximum de trois ans. La CSEM dit confier depuis 2014 le recrutement d'élèves — qui se poursuit jusqu'à la formation professionnelle — à des entreprises privées. Celles-ci touchent « 20 % du montant des frais de scolarité pour le programme concerné », a répondu la Commission scolaire dans une demande d'accès à l'information.

À Sir-Wilfrid-Laurier, des élèves internationaux sont recrutés à compter de la prématernelle (maternelle 4 ans) jusqu'à la formation professionnelle, selon les documents remis aux agences de recrutement. En entrevue, le directeur général Russell Copeman minimise l'importance du recrutement de jeunes élèves. « Du côté des jeunes [de la prématernelle jusqu'à la fin du secondaire], on a 12 élèves internationaux sur quelque 12 000 », souligne-t-il. « Ce n'est pas nous qui voulons aller en chercher, ce sont eux qui veulent venir étudier », répond-il pour expliquer le recours aux agences à ces niveaux scolaires. La Commission

scolaire « ne met pas vraiment » l'accent sur le secteur des jeunes, explique le directeur général. « On met [l'accent] sur le secteur de la formation professionnelle, parce que ça rapporte. »

Payant à la formation professionnelle

M. Copeman estime que 145 des 2000 étudiants à la formation professionnelle dans sa commission scolaire ont été recrutés à l'international. La majorité d'entre eux (84 élèves) suivent le programme « Santé, assistance et soins infirmiers », réparti sur 19 mois.

À 49 595 \$, cette formation rapporte gros aux agences de recrutement, dont la commission varie entre 20 % et 25 % des droits de scolarité au secteur professionnel. En comparaison, au primaire et au secondaire, la rétribution équivaut à 15 % des droits de scolarité, qui sont de 13 380 \$ pour dix mois, selon des documents d'appel d'offres publiés par la Commission scolaire en janvier 2024.

La formation professionnelle, offerte dès l'âge de 16 ans, n'est pas assujettie à la Charte de la langue française. L'an dernier, Le Devoir rapportait d'ailleurs que le tiers (35,5 %) de tous les étudiants allophones du Québec en formation professionnelle au secondaire avaient décroché leur diplôme en anglais en 2021.

À Riverside, près de 11 000 \$ ont été donnés en une année à trois organisations qui recrutent des élèves, par des commissions allant de 10 à 16 % des droits de scolarité. La Commission scolaire a recours à des partenaires pour recruter des étudiants internationaux au primaire et au secondaire, moyennant des droits de scolarité de près de 14 000 \$ en 2023-2024, auxquels s'ajoutent diverses contributions, pour un total de près de 26 000 \$ par année. Riverside utilise aussi les services d'entreprises privées pour recruter des élèves du Québec à la formation professionnelle. Elle explique ses pratiques par son besoin de « répondre à [la]

demande » d'élèves « dans plusieurs [et] différents pays

du monde qui demandent à étudier à l'extérieur de leur pays ».

20 %

C'est le pourcentage du montant des droits de scolarité pour le programme concerné que touchent les entreprises privées de recrutement, selon la CSEM.

145

C'est le nombre d'étudiants à la formation professionnelle, sur 2000, dans la Commission scolaire anglophone Sir-Wilfrid-Laurier, qui ont été recrutés à l'international, selon son directeur, Russell Copeman.

LEDEVOIR

Les bienfaits de la lecture pour les tout-petits

NORMAND

BAILLARGEON



Cette semaine, le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a annoncé que son ministère lance une campagne invitant à développer les habitudes de lecture des enfants.

Cette campagne vise bien entendu à encourager la lecture à l'école. Mais un de ses volets concerne la lecture à la maison, la lecture avec les tout-petits, et donc avant l'entrée à l'école et avant l'apprentissage de la lecture.

Or, pour apprendre à lire, nous dit la recherche crédible, lire avec les tout-petits est immensément utile et important. Un célèbre rapport de 1984 disait ceci, qui reste on ne peut plus actuel : « La lecture à voix haute est l'activité la plus importante pour développer les connaissances nécessaires pour apprendre à lire. C'est particulièrement vrai pendant les années qui précèdent l'entrée à l'école. »

Au moment où nous apprenons que plus du quart des élèves de quatrième année ont échoué à l'épreuve ministérielle de lecture, ce programme ne pouvait mieux tomber.

La page Internet du ministère qui présente cette campagne est bien faite et riche en précieuses informations et en excellents conseils pratiques pour lire avec vos tout-petits.

Je me permets de rappeler à ce sujet quatre idées qui me sont particulièrement chères.

Savoirs préalables

Vous vous souvenez de cette cruciale idée de mémoire de travail et de savoirs préalables nécessaires pour en surmonter les limitations ?

Le plus grand bienfait que procure le fait de lire à un enfant est sans doute de lui faire acquérir de tels savoirs, ce qui se produit en lui donnant des tas d'informations sur le monde et en enrichissant son vocabulaire. Cela lui sera immensément utile pour apprendre à lire à l'école.

Le court texte à lire à l'école parle de chimpanzés, de jungle, de lianes et d'Afrique ? Des élèves sont bloqués.

Pas lui. Il connaît : merci à Tarzan ! L'enfant du conte à lire est écervelé, aime les devinettes, sait que la lune illumine, et que des prix sont parfois astronomiques ? Des élèves sont encore bloqués. Pas elle. Elle a rencontré tous ces mots dans un contexte significatif et attirant. Merci à L'opéra de la lune, de Prévert.

Pas d'écran et un rituel

La deuxième idée que je veux avancer est que la lecture doit se faire dans des livres, et pas sur des écrans. Ce n'est sans doute pas facile, mais c'est indispensable, aujourd'hui plus que jamais.

Ma troisième idée concerne justement des moyens d'y parvenir, et pour cela faire de la lecture une sorte de rituel, qui revient constamment, qui est interactif et amusant. Le site du ministère cité plus haut est à ce sujet (comme sur les autres...) très bien fait.

Voici quelques-unes des stratégies qu'on y suggère. Faire manipuler des livres à votre enfant (ex. : des

albums tout carton, des revues) ; inventer des histoires à votre enfant et lui permettre de participer à cette création ; lui lire différents contenus (ex. : texte sur la boîte de céréales, nom d'une rue, carte d'anniversaire) et lire à différents endroits (ex. : à la bibliothèque, dans la cour, à la plage) ; aller à la bibliothèque et aider votre enfant à choisir des livres qui correspondent à ses goûts et qui sont adaptés à son niveau de lecture ; aménager un coin lecture à la maison ; dire à votre enfant que la lecture peut lui permettre de se distraire, de s'informer, de communiquer avec les autres, de s'exprimer, d'apprendre, de comprendre comment faire quelque chose, etc.

Ma dernière idée va en ce sens. C'est que la lecture, en plus de tout ce qui vient d'être, avec raison, rappelé, est aussi une source de plaisirs, de plaisirs particuliers, inimitables et qu'on ne peut goûter que si on nous les a offerts, proposés, fait goûter. Une fois cela fait, ils risquent fort de devenir indispensables et vous accompagner toute votre vie. Faire découvrir ces plaisirs à un enfant est un des possibles effets de lui lire des livres.

Mais aussi, hélas...

Je ne peux pas passer sous silence le fait qu'il existe sur ce sujet aussi de formidables et bien tristes inégalités qui jouent avant même d'arriver à l'école. Ce sont ici des familles où il n'y a presque pas de livres, là des parents qui ne savent pas lire. L'école doit tout faire pour lutter contre ces inégalités et faire exister une réelle égalité des chances.

Le recours aux meilleures méthodes pour apprendre à lire est une composante essentielle de ce travail. Qu'en est-il ? J'y reviendrai.

En attendant, il y a toutes ces bibliothèques qui offrent des séances de lectures aux enfants (souvent appelées « L'heure du conte ») et la Fondation pour l'alphabétisation, qui oeuvre à soutenir les enfants et les adultes dans le développement et le maintien de leur capacité à lire et à apprendre. Le gouvernement vient de souligner son travail par un prix Hommage bénévolat Québec, catégorie Organisme. Bravo !



Pénurie d'eau au Nunavik

« Les gens sont épuisés et tannés »

Par manque d'accès à de l'eau potable et à cause de problèmes d'évacuation des eaux usées, les villages d'Akulivik, d'Inukjuak et de Puvirnituk, situés sur la baie d'Hudson, au Nunavik, doivent fermer leurs écoles ces jours-ci. Et à Aupaluk, sur la baie d'Ungava, on a dû se résigner la semaine dernière à faire venir par avion des caisses d'eau potable pour les habitants.

ARIANE LACOURSIÈRE

Équipe d'enquête, La Presse

« Toutes les maisons ont reçu une bouteille de cinq gallons il y a quelques jours. Et on planifie de répéter le tout dans les prochains jours », expliquait le maire d'Aupaluk, David Angutinguak, jeudi.

Comme presque tous les 14 villages du Nunavik, Aupaluk, qui compte environ 250 habitants, n'est pas desservi par un réseau de distribution d'eau et d'égout. Des camions approvisionnent chaque maison en eau et viennent retirer les eaux usées le plus régulièrement possible. Aupaluk puise son eau dans une rivière voisine et l'achemine dans sa station de purification, où elle est traitée. Mais l'hiver, avec le gel, il est impossible de pomper l'eau, explique M. Angutinguak.

Notre réservoir permet de tenir environ trois mois.

David Angutinguak, maire d'Aupaluk

Depuis le 1^{er} mai, parce que le niveau du réservoir est trop bas à Aupaluk, la municipalité utilise sa déneigeuse et ouvre un chemin jusqu'à un lac situé à environ trois kilomètres de la municipalité. Le seul camion d'eau du village va y pomper directement de l'eau qui est « livrée à l'école de même qu'aux résidences des habitants sans passer par la station de filtration et purification », indique par courriel la directrice générale de la commission scolaire Kativik Ilisamiliriniq, Harriet Keleutak.

Cette eau ne peut être consommée. « Elle est brune. Elle ne sent pas bon. Elle peut causer des diarrhées. Certaines personnes ont aussi des problèmes de peau », affirme M. Angutinguak, qui déplore que cette situation « dure depuis des années ». Selon lui, la solution réside dans la construction d'un nouveau réservoir plus gros, permettant de tenir plus de trois mois. Des plans sont déjà prêts, dit-il. « Mais on est une petite communauté. On n'est pas vraiment une priorité », affirme M. Angutinguak.

Déjà, le projet qui devait voir le jour en 2025 a été repoussé à 2026 par l'Administration régionale Kativik (ARK), selon M. Angutinguak. « Les gens sont épuisés et tannés de ce système », affirme le maire.

À l'ARK, on indique que si on a pensé au départ que le réservoir d'Aupaluk était vide, c'est finalement deux bris mécaniques, dont un d'une pompe, qui étaient en cause et qui ont été réparés vers la fin de la semaine dernière.

« Un irritant majeur »

L'accès aux services d'approvisionnement en eau potable et à l'évacuation des eaux usées est « un enjeu permanent au Nunavik, selon M^{me} Keleutak. Pour le secteur de l'éducation, cette situation a donc un impact direct sur la continuité des services. De plus, cela affecte aussi la rétention des employés. »

Président de l'Association des employés du Nord québécois, Larry Imbault affirme que le manque d'eau est « un irritant majeur pour les travailleurs, mais aussi pour les résidents ».

Déjà, on a des enjeux de rétention. La moitié des enseignants sont non qualifiés. Ce n'est pas le temps d'ajouter un autre défi.

Larry Imbault, président de l'Association des employés du Nord québécois

M. Imbault dit avoir alerté les autorités dès 2019 des problèmes majeurs d'eau au Nunavik. « Mais ça ne s'améliore pas, loin de là [...], dit-il. Elle est où, l'imputabilité ? »

En 2022-2023, les 18 écoles du Nunavik avaient dû fermer 15 jours et demi durant les huit premiers mois de l'année scolaire pour cause de manque d'eau ou de problèmes d'eaux usées. « La situation générale ne s'est

pas significativement améliorée cette année », indique la commission scolaire Kativik Ilisarniliriniq.

À la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN), on reconnaît que « l'accès à l'eau est un enjeu de santé publique de fond ». Plusieurs maisons sont occupées par plus de 10 personnes et celles-ci « n'arrivent pas à se laver quotidiennement, à faire des tâches comme du lavage ou la vaisselle, sans compter s'hydrater et s'alimenter ».

« Cela crée des problèmes d'hygiène et de salubrité, et contribue à l'insécurité alimentaire. Le risque de transmission des infections augmente », indique la RRSSSN par courriel, ajoutant que la situation crée « de l'anxiété » chez les résidants.

Au cabinet du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit, Ian Lafrenière, on affirme qu'une entente de 163 millions sur cinq ans a été conclue en avril 2023 pour financer les infrastructures d'approvisionnement en eau au Nunavik. Mais on précise que « le manque d'eau n'est pas une question d'argent ». « C'est plutôt une question d'entretien des équipements, de pénurie de main-d'œuvre, de l'hiver qui est très difficile, de la surutilisation des équipements », indique l'attaché de presse du ministre, Maxime Tardif.

Selon lui, l'Association régionale Kativik s'est d'ailleurs engagée auprès du gouvernement à « produire un plan de gestion des infrastructures » de l'eau. Pour M. Imbault, « il est temps qu'une action concertée se mette en place pour régler le problème à long terme ».

29e édition de la Semaine québécoise des familles: les enjeux des familles au cœur de nos réflexions

CORINNE VACHON CROTEAU, DIRECTRICE GÉNÉRALE, RÉSEAU POUR UN QUÉBEC FAMILLE ET CO-SIGNATAIRES

Soutenir les familles n'est pas simplement un acte de bienveillance. C'est une stratégie visionnaire pour promouvoir une société plus juste et plus prospère.

Cette vision, longtemps au cœur du fameux « modèle québécois », s'embrouille de plus en plus devant la difficulté d'accès aux services destinés à soutenir les familles dans les réseaux publics. Avons-nous perdu le cap?

Selon un récent coup de sonde mené par la firme Léger pour le compte du Réseau pour un Québec Famille pas moins de trois Québécois.es sur quatre (73 %) affirment avoir eu de la difficulté à obtenir un service dans les réseaux publics au cours des deux dernières années pour répondre à leurs besoins ou ceux de leur famille, qu'il s'agisse de soins de santé physique ou mentale, de soins à domicile, de services spécialisés pour les besoins développementaux des enfants, de services de garde ou de camps de jour.

Premier lieu

Les conséquences de ce manque d'accès sont bien concrètes : délais allongés pour obtenir un diagnostic, augmentation du stress, aggravation de certains problèmes de santé, manquements au travail et conséquences financières en sont les principales rapportées dans le sondage Léger. Faute de solution, le tiers des personnes interrogées (31 %) disent avoir dû se tourner vers le privé.

Cette situation doit nous préoccuper. Car si chacun d'entre nous trouvons dans notre famille une source de réconfort et de soutien pour traverser les moments les plus heureux comme les plus difficiles, son importance dépasse largement les frontières de notre foyer.

À l'échelle de la société, elle est le fil qui relie entre elles toutes les mailles de notre filet social. Premier lieu d'entraide, elle contribue à la stabilité économique et

sociale. Premier lieu d'éducation, elle prépare nos tout-petits à contribuer activement à bâtir une société bienveillante. Premier lieu de solidarité, elle participe à réduire la pauvreté et l'exclusion, en particulier des personnes vulnérables.

Les difficultés d'accès aux services ne datent pas d'hier, mais depuis la pandémie et avec la pénurie de main-d'œuvre qui sévit, la situation est très préoccupante et la pression s'accumule. Pour redresser la barre, il faudra être créatif et innover.

Améliorer la qualité de vie

Les membres du Réseau pour un Québec Famille sont des organismes nationaux à but non lucratif soucieux de l'amélioration de la qualité de vie des familles, provenant de différents secteurs. La créativité et l'innovation sociale font partie de notre ADN.

À l'occasion de la 29e édition de la Semaine québécoise des familles, qui se déroule du 13 au 19 mai, nous lançons un vaste chantier de réflexion pour amener des solutions nouvelles afin que chaque famille obtienne le soutien dont elle a besoin pour contribuer pleinement à notre réussite collective. Ce chantier sera au cœur du 30e anniversaire de la Semaine québécoise des familles en mai 2025 pour que le Québec redevienne le paradis des familles qu'il a toujours souhaité être.

Le Gouvernement a certes un rôle déterminant à jouer, nous en convenons tous. Cependant, pour que cette réflexion soit féconde, elle ne doit pas se faire en silo. Innovons sur le fond, mais aussi sur la forme! Conjuguons tous nos leviers.

Toutes les solutions n'ont pas à venir sous la forme d'un programme gouvernemental. Des initiatives peuvent être prises à l'échelle des communautés. D'autres peuvent être stimulées par une meilleure utilisation des technologies. Les entreprises ont aussi leur mot à dire, car le manque d'accès aux services se répercute directement sur la disponibilité de la main d'œuvre. Elles le font d'ailleurs déjà à travers, par exemple, des programmes d'aide aux employés, qui sont de plus en plus répandus. Incluons-les dans l'équation!

Surtout, donnons une voix aux familles et écoutons leurs préoccupations.

Des familles en santé, c'est le fondement même du capital humain qui constitue notre plus grande richesse collective.

**Corinne Vachon Croteau, Directrice générale,
Réseau pour un Québec Famille**

Co-signataires

- **Gaël Magrini, directeur général, Alliance québécoise de la pédiatrie sociale en communauté**
- **Éric Beauchemin, directeur général, Association des camps du Québec**
- **Sandrine Tarjon, directrice générale, Association des haltes garderies communautaires du Québec**
- **Diane Miron, directrice générale, Association québécoise de la garde scolaire**
- **Marie-Claude Lemieux, co-directrice générale, Association québécoise des centres de la petite enfance**
- **René Cloutier, directeur général, CAP santé mentale**
- **Marie Simard, directrice générale, Confédération des organismes familiaux du Québec**

· **Bertrand Gignac, directeur général, Conférence des Tables régionales de concertation des aînés du Québec**

· **Francine Lessard, directrice générale, Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance**

· **Isabelle Lizée, directrice générale, Espace MUNI**

· **Mélanie Laviolette, présidente, Fédération des comités de parents du Québec**

· **Mélanie Sanschagrin, directrice générale, Fédération québécoise des centres communautaires de loisirs**

· **Alex Gauthier, directeur général, Fédération québécoise des organismes communautaires Famille**

· **Élise Boyer, directrice générale, Fondation Olo**

· **Guillaume Joseph, directeur général, L'Appui pour les proches aidants**

· **Raphaëlle Petitjean, directrice générale, Mouvement allaitement du Québec**

· **Loriane Estienne, directrice générale, Proche-aidance Québec**

· **Raymond Villeneuve, directeur général, Regroupement pour la Valorisation de la Paternité**

· **Marie-Claude Dufour, directrice générale, Réseau des Centres de ressources périnatales du Québec**

· **Christine Fortin, directrice générale, Réseau Maisons Oxygène**

Il y a quelque chose d'indécent dans le transport scolaire

CAROLINE SENNEVILLE, PRÉSIDENTE DE LA CSN

Dans le transport scolaire, ça fait plus de 20 ans que les chauffeurs se battent pour obtenir des salaires décents. Ils subissent des horaires coupés, jusqu'à 72 élèves derrière leur siège, de grandes responsabilités dans un emploi multitâche et de plus en plus de violence et de comportements difficiles à gérer.

Ajoutons un salaire qui n'est vraiment pas à la hauteur du travail exigé.

Dès 2020, les bas salaires du secteur ont causé des problèmes d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre. Il y avait déjà de nombreux bris de service, certains enfants restaient sur les coins de rue et la pénurie de main-d'œuvre n'a qu'aggravé la situation.

Bonification

À l'automne 2022, à la suite de négociations avec les transporteurs, le gouvernement se décide enfin à bonifier de 15 à 30 % la valeur de chaque route, de chaque contrat que les centres de services scolaires signent avec les transporteurs privés. La CSN, qui demandait des budgets spécifiques pour les salaires depuis des lunes, a bien entendu appuyé ces revendications des transporteurs.

Mais aucun budget spécifique ne fut prévu, avec les conséquences que nous connaissons aujourd'hui. Pour nous, la job a clairement été faite à moitié.

Après l'octroi de ces sommes et dès les premières négociations des syndiqués affiliés à la CSN, nous avons fait face à des employeurs qui ne voulaient pas remettre – même une partie – de ce nouvel argent, question de gonfler davantage leurs profits. Les membres sont donc partis en croisade pour aller chercher leur juste part avec les conséquences suivantes : à ce jour, sur 32 négociations dans autant de syndicats du secteur, 30 se sont dotés d'un mandat de grève et 19 l'ont exercé, provoquant les répercussions que nous connaissons sur les bris de service.

Alors que nous réglons plus de 95 % de nos négociations sans avoir recours à la grève, ici, près de 60 % des syndicats ont déclenché un arrêt de travail.

Rappelons qu'en février 2023 et une seconde fois le 3 mai dernier, le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a lui-même déclaré sur la place publique que les chauffeuses et chauffeurs [devaient] avoir leur juste part. Mais pourquoi ne pas avoir prévu de règles budgétaires afin que l'argent se rende dans les poches des travailleurs ? La conséquence est claire : les salariés du secteur doivent recourir à la grève pour aller chercher leur dû.

Des salaires... différents chez Sogesco

Penchons-nous sur Transport scolaire Sogesco, qui possède une trentaine d'entreprises dans le secteur au Québec. Précisons que tous les syndicats de la CSN négociant avec eux ont recours à la grève, que l'entreprise offre parmi les moins bons salaires et que près de 50 % des jours de grève ont été exercés chez Sogesco.

Au moment où l'entreprise reçoit ce nouvel argent, la rémunération totale du président-directeur général passe de 390 992 \$ en 2022 à 505 899 \$ en 2023, une augmentation de 114 907 \$ en une année, soit 29,4 %.

Résumons ainsi : avec de l'argent public, au lieu de garantir le service aux parents en offrant de bonnes conditions salariales, des patrons s'enrichissent grassement alors que pour celles et ceux qui conduisent les autobus scolaires, on ne réserve que des miettes.

Il y a véritablement quelque chose d'indécent dans le transport scolaire au Québec.

Caroline Senneville, Présidente de la CSN

UN BLOC DE BÉTON TOMBE DANS UNE CLASSE

JEAN-FRANÇOIS RACINE

D'IMPORTANTES TRAVAUX DE RÉFECTION DU REVÊTEMENT EXTÉRIEUR SONT EN COURS À L'ÉCOLE PRIMAIRE CLAIR-SOLEIL, À LÉVIS

Un bloc de béton s'est récemment détaché d'un mur, sur un chantier de construction, avant de tomber près des enfants à l'intérieur d'un local d'une école primaire de Lévis.

L'incident est survenu le 30 avril dernier alors que se poursuivent d'importants travaux de réfection du revêtement extérieur de l'école Clair-Soleil, sur la rue Plante, dans le secteur Saint-Nicolas. Heureusement, personne n'a été blessé.

Soucieux de la sécurité des élèves, des membres du personnel n'ont pas apprécié ce qui s'est produit. Les services d'urgence n'ont pas été alertés et la police de Lévis ne s'est pas rendue sur place.

«C'est inquiétant dans le sens que je me pose des questions sur la sécurité des chantiers de construction en général. C'est une brique qui s'est retrouvée à l'intérieur, mais on ne sait pas comment. L'école a bien géré ça ensuite », a expliqué une mère dont le garçon se trouvait justement dans le local touché.

LETTRE AUX PARENTS

Quelques jours plus tard, le Centre de services scolaire des Navigateurs (CSSDN) a envoyé un message aux parents de l'école.

«Le CSSDN a, à la suite de l'incident, consulté différents professionnels et mis en place des mesures de sécurité accrues lors des travaux afin d'éviter qu'un tel événement se reproduise », peut-on lire dans la lettre en question.

Pour le moment, la direction a pris la décision de concentrer les travaux de construction autour du gymnase de l'école et l'accès au plateau du gymnase est interdit.

«Par conséquent, les cours peuvent continuer à être offerts comme à l'habitude », ajoute, dans la note aux parents, la directrice du CSSDN, Suzie Lucas.

Le CSSDN a préféré attendre avant de commenter davantage. Il n'a pas été possible de savoir si les travaux doivent absolument se faire en présence des enfants.

CHANTIER IMPORTANT

Une visite des lieux a permis de constater qu'il s'agit d'un chantier de bonne envergure. La plupart des murs sont actuellement en rénovation. La façade principale, la façade postérieure et les façades latérales sont protégées par des clôtures.

En raison des risques, la CNESST a été informée de l'incident. Une plainte a été reçue le 1er mai et une intervention d'un inspecteur de la CNESST a été effectuée le lendemain, le 2 mai. Un rapport d'intervention a été rédigé, a confirmé la porte-parole Rébecca Gautron.

Selon l'affiche installée sur le site, les travaux sont réalisés par Action Estimation, un entrepreneur général en bâtiment de Sainte-Marie, en Beauce. Il a été impossible de les joindre pour l'instant.

Loi sur la laïcité de l'État: le Parlement est-il souverain?

Par Sébastien Lévesque, Le Quotidien

CHRONIQUE / «La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité.» - Albert Camus

Depuis des siècles, le principe de séparation des pouvoirs, popularisé par Montesquieu, a été un pilier fondamental des démocraties modernes. Ce principe crucial vise à prévenir l'abus de pouvoir en distribuant les fonctions gouvernementales entre différentes branches, chacune agissant comme un contrepoids sur les autres. Toutefois, une tendance inquiétante semble émerger, sapant insidieusement cette séparation et menaçant les fondements mêmes de notre démocratie: la souveraineté parlementaire.

Le Québec, à travers l'adoption de la Loi sur la laïcité de l'État, en juin 2019, est un exemple frappant de cette dérive. En effet, souvenons-nous que le gouvernement du Québec avait choisi d'assortir sa loi de la disposition de dérogation (communément appelée «clause dérogatoire»), et ce, de manière préventive, la plaçant ainsi à l'abri de toute contestation judiciaire. Ce qui est particulièrement préoccupant dans cette affaire, c'est la justification de cette mesure au nom de la fameuse «souveraineté parlementaire».

Est-il sain, dans une démocratie comme la nôtre, qu'un gouvernement puisse invoquer le principe de souveraineté parlementaire pour soustraire l'une de ses lois à un examen judiciaire? Est-il bien raisonnable de laisser le soin à nos élus, sans aucune forme de contre-pouvoir, de disposer de nos droits fondamentaux?

Il n'y a évidemment pas de réponse simple à ces questions, mais ce qui me semble néanmoins assez clair, c'est qu'une telle mesure ne devrait être utilisée qu'à titre exceptionnel et lorsque le gouvernement a épuisé toutes ses autres options. Y recourir de manière préventive, sans motif valable, devrait minimalement nous questionner sur les motivations du gouvernement.

Car dans une démocratie véritable, il me semble qu'aucun pouvoir ne devrait être exempt de surveillance et de contrôle. C'est pourquoi il est impératif que les lois adoptées par le Parlement soient soumises à un examen

rigoureux par les tribunaux ou toute autre instance indépendante. Ce processus d'évaluation constitutionnelle est crucial pour garantir que les libertés et droits fondamentaux, inscrits dans nos chartes et dans la Constitution, ne soient pas bafoués à des fins partisans ou pour satisfaire la volonté de la majorité (le spectre du populisme, encore et toujours).

Le test Oakes

Alors que je vous parle de tout ça, il se trouve justement que la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a récemment annoncé son intention de contester la Loi sur la laïcité de l'État jusqu'en Cour suprême. Plus spécifiquement, le syndicat souhaite que le tribunal se penche sur le recours à la fameuse «clause dérogatoire», qu'il juge abusif et malavisé.

À ce propos, je dois dire que je suis parfaitement d'accord avec la position de la FAE, laquelle stipule que pour que le recours à la disposition de dérogation soit valide et légitime, le Parlement devrait être en mesure de démontrer que l'objectif est «réel et urgent». Cette position, équilibrée et sensée, rejoint d'ailleurs les principes de base du test Oakes.

Le test Oakes, établi par la Cour suprême du Canada dans l'affaire R. c. Oakes en 1986, est un outil fondamental dans l'évaluation de la constitutionnalité des lois. Ce test établit que toute limitation des droits fondamentaux doit être justifiée comme étant raisonnable et nécessaire dans une société libre et démocratique. Il impose donc au gouvernement de démontrer que la restriction des droits est proportionnée à l'objectif poursuivi et qu'il n'existe pas de moyen moins intrusif pour atteindre ledit objectif.

Si elles devaient être soumises au test Oakes, il m'est difficile d'imaginer que certaines des dispositions de la Loi sur la laïcité de l'État passeraient cette épreuve rigoureuse. En interdisant aux employés du secteur public

de porter des signes religieux ostentatoires, cette loi empiète de manière significative sur le droit à la liberté de religion et de conscience, pourtant protégé par nos chartes. Or, il est loin d'aller de soi que cette restriction répond à un objectif «réel et urgent», étant donné qu'il existe d'autres moyens moins intrusifs pour faire respecter le principe de neutralité religieuse de l'État.

En définitive, le test Oakes nous rappelle l'importance de soumettre les lois à un examen minutieux et impartial afin de protéger les droits individuels contre les atteintes injustifiées du pouvoir législatif. Ignorer ce principe revient à compromettre les fondements mêmes de notre démocratie (séparation des pouvoirs, mécanismes de checks and balances, etc.) et à ouvrir la voie à l'arbitraire, voire à l'oppression.

Lors d'une rencontre avec Jean-François Roberge, ministre responsable de la Loi sur la laïcité de l'État, j'ai eu l'occasion de lui poser la question: pourquoi refuser de soumettre cette loi à un examen judiciaire par la Cour suprême? Sa réponse, pour le moins surprenante, a révélé une profonde méfiance à l'égard de la Cour suprême et une justification pour le moins discutable au sujet de la soi-disant «souveraineté parlementaire» du gouvernement du Québec.

Le ministre prétend que pour évaluer une loi aussi emblématique, le Québec ne peut pas se fier à une instance fédérale constituée de juges nommés par le gouvernement fédéral. Cette méfiance découlerait, selon lui, des différences entre la tradition civiliste du Québec et le système de common law prévalant dans le reste du Canada. Pourtant, cette justification ne tient pas vraiment face à l'examen des faits.

En réalité, parmi les neuf juges de la Cour suprême du Canada, il est stipulé qu'au moins trois doivent provenir du Québec. Ces juges sont donc sensibles à la tradition civiliste qui prévaut dans la province. En d'autres termes, la Cour suprême est conçue pour refléter la diversité juridique du Canada, y compris la spécificité de la tradition civiliste québécoise.

D'ailleurs, contrairement à ce que certains nationalistes prétendent, la Cour suprême du Canada a souvent pris en compte la spécificité québécoise dans ses décisions, notamment dans les cas impliquant des débats linguistiques ou des questions touchant directement à la culture et à l'identité québécoises. Un exemple concret de cela est l'arrêt *Ford c. Québec (Procureur général)*, rendu en 1988.

Dans cette affaire, la Cour suprême a statué sur la validité constitutionnelle de la Charte de la langue française, également connue sous le nom de «Loi 101». Cette loi visait à promouvoir la langue française au Québec en

imposant des restrictions sur l'usage de l'anglais dans divers domaines, notamment dans les affaires et sur les panneaux publicitaires. Des entreprises anglophones ont contesté la constitutionnalité de la loi, alléguant qu'elle violait leurs droits linguistiques protégés par la Charte canadienne des droits et libertés.

La Cour suprême du Canada, tout en reconnaissant l'importance de la protection des droits linguistiques de la minorité anglophone au Québec, a néanmoins jugé que la loi était constitutionnelle. Elle a souligné la spécificité du Québec en matière de langue et de culture, ainsi que la nécessité de protéger et de promouvoir la langue française dans cette province.

Pour défendre le recours préventif à la «clause dérogatoire», le ministre a aussi fait valoir qu'il revenait à la population d'en disposer. Autrement dit, si les électeurs ne sont pas d'accord avec la décision du gouvernement ou avec la loi elle-même, ils n'auront qu'à le leur faire savoir lors de la prochaine élection. Mais dans l'intervalle, le Parlement jouit selon lui de toute la légitimité nécessaire pour agir selon sa volonté. C'est l'essence même du principe de souveraineté parlementaire.

N'empêche, placer la protection des droits et des libertés individuelles entre les mains de la volonté populaire est intrinsèquement problématique. Cela ouvre la porte à la tyrannie de la majorité, où les droits des minorités peuvent être facilement ignorés ou supprimés au nom de la volonté de la majorité. Dans une démocratie véritable, la protection des droits fondamentaux ne devrait pas dépendre des fluctuations des élections ou des humeurs du moment.

En outre, le recours à la disposition de dérogation pour se soustraire aux chartes est censé être une mesure exceptionnelle, utilisée uniquement dans des circonstances particulières et après un examen minutieux des implications sur les droits individuels. Suggérer que la simple possibilité de changer de gouvernement lors d'élections suffit à justifier l'utilisation de cette clause affaiblit considérablement son caractère exceptionnel et la portée des libertés et droits fondamentaux protégés par nos chartes.

Protection et respect des minorités

Tout ceci nous ramène à la question de la responsabilité des gouvernements élus envers les droits fondamentaux. Les gouvernements ont le devoir de protéger les droits et libertés de tous les individus, indépendamment de l'opinion publique ou des considérations politiques à court terme. Car comme j'y ai fait allusion avec la citation de Camus en introduction, la démocratie ne devrait pas être synonyme de majorité absolue, mais plutôt de protection et de respect des minorités (un principe que les

Québécois devraient comprendre facilement puisqu'ils constituent eux-mêmes une minorité à l'intérieur du Canada).

Avec la Loi sur la laïcité de l'État, le gouvernement se targue d'avoir acheté la paix sociale, mais à quel prix?

Souhaitons-nous vraiment vivre dans une société où il est devenu aussi facile et banal d'empiéter sur les droits et les libertés de certains citoyens, et ce sans motif valable et sans aucune forme de contre-pouvoir? Est-ce le genre de souveraineté que nous voulons?



Le ministre responsable de la Loi sur la laïcité de l'État, Jean-François Roberge. (Karoline Boucher/La Presse Canadienne)

Les As de l'info

Journée «gars en filles, filles en gars»: c'est quoi, le problème?

Par Caroline Bouffard, Les As de l'info

CONTENU JEUNESSE / L'école primaire de Black Lake, dans la région de Chaudière-Appalaches, s'est retrouvée au centre de l'actualité la semaine dernière. Pourquoi? Parce qu'elle avait prévu une journée costumée «gars en filles, filles en gars» le 17 mai. Le 17 mai, c'est la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Face aux réactions très négatives de plusieurs parents et internautes, l'école a annulé l'activité. Pour m'aider à comprendre littéralement TOUT de cette histoire, je me suis tournée vers un spécialiste de la diversité.

Rafaël Provost est directeur général de l'organisme **Ensemble pour le respect de la diversité**. Chaque année, ses collègues et lui donnent des ateliers pour promouvoir le respect des différences à plus de 36 000 jeunes du primaire et du secondaire partout au Québec.

Rafaël, en général, que penses-tu de l'idée d'une journée «gars en filles, filles en gars»?

C'est très maladroit. L'intention de base peut ne pas être mauvaise, mais c'est rempli d'ignorance. Déjà, l'idée de se costumer dans le genre d'un autre, ça montre qu'il reste beaucoup de travail pour faire comprendre ce qu'est l'identité de genre.

Qu'est-ce que tu veux dire?

Mais qu'est-ce que ça veut dire, s'habiller en garçon et en fille? Ça force à limiter les vêtements à un genre précis. Tes vêtements ne définissent pas si tu es un garçon ou une fille. Tu portes ce que tu veux, selon comment tu te sens, c'est tout. Casquettes, vernis, coton ouaté pour tout le monde qui le veut!

Il y a tout de suite eu des commentaires haineux sur les médias sociaux au sujet de cette journée. Ça t'a surpris?

Non, mais ça m'a secoué de voir la violence des propos. Chaque fois qu'il y a une situation en lien avec le genre, l'orientation sexuelle, il y a cette haine, cette incompréhension des réalités de la communauté

LGBTQ+ qui ressort. Tout le monde mélange tout. Et je peux à peine imaginer comment certains jeunes reçoivent ces commentaires-là.

En gros, on pouvait lire dans des commentaires que l'activité de l'école allait «bourrer le crâne» des enfants ou allait les mélanger sur leur identité. Parfois dans un langage assez vulgaire.

Ce qui a aussi causé de la colère, c'est que l'activité était prévue le 17 mai. L'école a dit par la suite que c'était un hasard, mais le 17 mai, c'est la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Selon toi, c'est important, une journée comme ça?

Plus que jamais. Ce qui est vraiment important, c'est de créer des discussions entre les gens. Pour moi, c'est vraiment une journée dans l'année pour se dire: «Hey, gang! On s'assoit, on remet de l'ordre un peu dans tout ça». On prend la parole pour s'humaniser. Je dis souvent qu'il manque une lettre au début de LGBTQ+. C'est Le H. Pour Humain.

Dans les mots homophobie et transphobie, il y a «phobie», qui veut dire peur. De quoi les gens ont peur?

C'est un mécanisme naturel. On a peur de la différence, des gens qui ne nous ressemblent pas. Que ça soit du racisme, que ce soit du sexisme, c'est toujours de l'incompréhension. Ça crée une distance.

C'est pour ça que c'est important d'apprendre à s'écouter, à se parler, à aller vers l'autre. S'ouvrir aux autres ne veut pas dire perdre sa place. Je le dis souvent: il y a assez de place pour tout le monde, faut juste réaménager l'espace! C'est comme quand tu reçois à la maison et qu'il y a un invité de plus. On ajoute une chaise, on se tasse, on trouve une place!

C'est comment chez les jeunes? Il y a autant de peur?

Ils ont une curiosité qui est très, très, très belle. On l'entend et on la voit. Pour eux, c'est normal, la différence. Dans les écoles, il y a des comités LGBTQ+ et plein d'initiatives. Les écoles au Québec veulent que nos jeunes se sentent en sécurité et protégés pour qu'ils puissent être eux-mêmes. Ça c'est cool!

Justement, pour revenir aux écoles, quel genre d'activité proposerais-tu pour souligner le 17 mai?

Pourquoi ne pas poser la question aux élèves? Que veulent-ils, eux? On saute souvent cette étape. Il faut arrêter de leur imposer nos idées. Souvent, ce qu'ils souhaitent, c'est juste de jaser entre eux, de partager, de s'écouter.



FÉDÉRATION DES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT

UN NOUVEAU PRÉSIDENT SUCCÈDE À JOSÉE SCALABRINI

La Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), qui représente plus de 95 000 enseignants de la province, a un nouveau président. Il s'agit de Richard Bergevin, qui succède à Josée Scalabrini, demeurée à la tête de ce syndicat pendant plus de dix ans. Richard Bergevin est actuellement président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE-CSQ). Il a été enseignant de sciences au secondaire, mais aussi administrateur à l'Association des professeurs de

sciences du Québec et chargé de cours à l'Université de Sherbrooke en didactique des sciences. Il a été élu par acclamation par les syndicats membres de la FSE, vendredi. Dès juillet, M. Bergevin succédera à Josée Scalabrini, une figure désormais connue du grand public, qui a été présidente de ce syndicat pendant 11 ans.

— Marie-Eve Morasse, La Presse

Le CSS de l'Or-et-des-Bois supprime quatre postes d'orthopédagogues

Marc-André Landry

Le Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois (CSSOB) entend abolir quatre postes d'orthopédagogues l'automne prochain.

Les effectifs passeront de 34 à 30, ce qui permettra de pourvoir en partie des besoins d'enseignants réguliers au préscolaire et au primaire.

La direction du CSSOB explique sa décision par le besoin d'offrir un enseignement de qualité à tous les élèves du territoire.

Annuellement, on se retrouve avec de 10 et 15 % d'enseignants non qualifiés dans nos classes et on veut diminuer ce nombre-là. Cette décision va nous permettre d'augmenter un peu le nombre d'enseignants, surtout qu'on a 13 nouveaux postes à combler l'an prochain, explique Jean-François Pressé, directeur général du CSSOB.

Le CSSOB assure que chaque école conservera toujours un service d'orthopédagogie cet automne, ajoutant que cette décision s'inscrit dans une transformation plus large des services d'aide aux élèves.

On sait qu'on peut offrir des services différenciés d'aide aux élèves, pas directement liés aux services d'orthopédagogie, ajoute M. Pressé. Toutes les sommes seront retransmises aux directions d'écoles pour qu'elles puissent poser les bons gestes pour offrir les meilleurs services possibles.

Qu'est-ce qu'un orthopédagogue?

L'orthopédagogue est un pédagogue dans le domaine des sciences de l'éducation qui évalue et qui intervient auprès des apprenants qui sont susceptibles de présenter, ou qui présentent, des difficultés d'apprentissage scolaire en lecture, en écriture ou en

mathématique, incluant les troubles d'apprentissage, écrit l'Association des Orthopédagogues du Québec écrit sur son site web.

Le syndicat s'inquiète

Le Syndicat de l'enseignement Jamésie Abitibi-Témiscamingue (SEJAT) craint les impacts de cette décision sur les services d'aide aux élèves en difficulté, en plus de déplorer l'anxiété qu'elle crée chez les quatre orthopédagogues dont le poste sera supprimé.

Les quatre filles avec le moins d'ancienneté ont été identifiées et elles se retrouveront devant le choix de regarder pour travailler ailleurs, se réorienter ou accepter de prendre une classe, précise Simon Roy, directeur de district au SEJAT.

Il ne faut pas se mettre la tête dans le sable et penser qu'elles voudront toutes être titulaires d'une classe. Certaines nous ont dit à 100 % qu'elles préféreraient quitter le monde de l'éducation. On essaie de pallier une pénurie avec une solution qui pourrait l'augmenter.

Il reconnaît que ces coupures sont légales, puisque le CSSOB demeure bien au-delà du plancher d'orthopédagogues prévu par le ministère. Simon Roy s'interroge toutefois sur l'efficacité du plan de réorganisation que le CSSOB dit vouloir mettre en place.

Ce plan ne nous a jamais été précisé, affirme-t-il. On nous garantit qu'il n'y aura pas de coupures de services, mais qu'il y aura une optimisation. Mais qui vont les offrir? Si je suis parent d'un élève en difficulté, je me pose des questions. Les 30 orthopédagogues qui restent vont avoir la broue dans le toupet. Dans les faits, on réduit leur nombre de 10 % et on ne peut pas voir qui est plus compétent que les orthopédagogues pour offrir ces services.

le journal de montréal

Les bulletins

PAUL ST-PIERRE PLAMONDON, PQ

Il vise juste en cherchant à provoquer rapidement un débat sur le temps d'écran des jeunes, et l'utilisation des cellulaires dans les écoles. Même des élus caquistes le reconnaissent en coulisses. Bernard Drainville a soudainement ouvert la porte à aller plus loin, après s'être limité à l'interdiction des téléphones en classe.



MARC TANGUAY, PLQ

Ceci est une sanction linguistique. Pourquoi s'exprimer en multipliant les « pouvoouèères », « pardants », « boutte » et j'en passe ? Il sent un besoin de meurtrir la langue pour avoir l'air plus familier ? Il est possible de parler aux Québécois de tous les horizons en maintenant un langage correct. Nous ne sommes pas cons.



MARTINE BIRON, CAQ

La ministre a manqué de sensibilité en n'excluant pas que le bureau du Québec de Tel-Aviv puisse accompagner des compagnies qui vendraient des armes à Israël, malgré les craintes à Rafah. Pour elle, le bureau est là pour « faire des affaires ». Même Pierre Fitzgibbon a signalé qu'il fallait « être sensible aux enjeux sociaux ».



RUBA GHAZAL, QS

Alors que Bernard Drainville dressait la liste de ses initiatives pour attirer des profs dans nos écoles, la solidaire, impatiente de voir davantage de résultats, a quand même salué l'effort. « Je le vois, il travaille fort, il fait tout en son pouvoir pour le système de l'éducation, il sue sa vie. » Ça, c'est de l'esprit sportif !



**le journal
de montréal**

L'école doit donner l'exemple sur les écrans

Karine Gagnon Chroniqueuse politique

Si les parents ont assurément une responsabilité dans le temps d'utilisation des écrans, téléphones cellulaires et réseaux sociaux de leurs enfants, notre système d'enseignement se doit aussi de donner un meilleur exemple.

Je trouve toujours très triste de voir des enfants au restaurant avec leurs parents, le nez rivé sur des écrans au lieu de profiter de cette sortie en famille pour bavarder ensemble. Ce n'est qu'un exemple.

Les parents doivent réaliser à quel point le temps passé sur les écrans par leurs enfants est nuisible. Ils ont le devoir de prendre connaissance des nombreux rapports et études scientifiques qui circulent à cet effet. Ça va de soi.

PLUSIEURS ÉPAULES

Mais de faire reposer sur les seules épaules des parents la gestion du temps d'écran sans s'assurer, comme gouvernement et comme société, que cette gestion est adéquate et encadrée dans les écoles serait une aberration.

Le chef du PQ, Paul St-Pierre Plamondon, appelait cette semaine le gouvernement à tenir une consultation pour se pencher sur le temps d'écran chez les enfants et pour

évaluer la possibilité d'instaurer un âge minimal pour l'accès aux réseaux sociaux.

François Legault a ridiculisé le chef péquiste. On se demande à quel moment le premier ministre va finir par réaliser que le Québec est en retard et qu'il faut agir plus et mieux.

À LA TRAÎNE

En Ontario, les règles entourant l'utilisation du cellulaire à l'école seront, à compter du 1er septembre, plus sévères qu'au Québec, où on l'interdit en classe, mais pas en tout temps à l'école à la maternelle et au primaire. Les réseaux sociaux seront aussi bannis des écoles ontariennes.

En France, le cellulaire est interdit dans les établissements scolaires depuis 2018. Le ministre Bernard Drainville s'y montre désormais ouvert aussi, et c'est tant mieux.

Il faut être plus audacieux, mais aussi s'assurer de mener une réflexion plus large sur le temps d'écran et l'usage du numérique dans les écoles et dans notre société. Les impacts documentés démontrent l'urgence d'agir.

**le journal
de montréal**

Autre échec pour la maternelle quatre ans

Les objectifs de classes ne sont encore pas atteints

AGENCE QMI | Le gouvernement devra de nouveau réviser ses objectifs, alors que des dizaines de classes devront fermer leurs portes à travers la province. L'immigration, le manque de personnel et la pénurie de locaux sont les raisons principales derrière cette décision.

Des centres de services scolaires devront fermer neuf classes à Québec, alors qu'à Drummondville, une municipalité plus petite, sept seront fermées. Cette situation obligera le ministère de l'Éducation à revoir ses chiffres, dont la tendance est à la baisse.

Au cours de l'année 2023-2024, ce sont 1660 classes qui sont ouvertes à travers le Québec. Pourtant, la cible était établie à 1703.

L'objectif pour l'an prochain serait d'en obtenir une quarantaine de plus.

Cependant, les centres de services scolaires n'auraient pas les ressources adéquates, allant du manque de personnel à la pénurie de locaux.

« On va en créer moins que l'on en aurait voulu », a soupiré le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville. « Mais on va en créer plus que l'année passée. »

REPOUSSÉ À 2029-2030

Il ajoute qu'il est « obligé d'ouvrir de nouvelles classes de francisation, alors je n'ai pas les profs et les locaux pour ouvrir des maternelles quatre ans, il faut que je les mette en francisation ».

Le projet des maternelles quatre ans était une promesse du gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) depuis le début de son premier mandat en 2018. À l'époque, c'étaient 2600 classes qui étaient prévues d'ici « les cinq prochaines années ».

En 2023, M. Drainville a dû annoncer que cet objectif était repoussé pour l'année 2029-2030.



Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, lors de l'ouverture d'une école primaire à Québec, en mars.
PHOTO D'ARCHIVES
STEVENS LEBLANC

Un plan de rattrapage efficace pour les élèves



Par Charlotte Vuillemin



Tous les milieux soutiennent avoir constaté, chez la plupart des élèves participants, de belles améliorations. Photo iStock

Après une période de grève qui a occasionné des perturbations dans le calendrier scolaire, le Centre de services scolaire de l'Estuaire a déployé un plan de rattrapage afin limiter les retards des élèves. Après plusieurs mois de mise en œuvre, le bilan du plan de rattrapage s'avère être positif.

Les mesures mises en place sont variées et visent à répondre aux besoins spécifiques des élèves en fonction de leur niveau d'études.

On retrouve notamment des périodes de récupération durant la pause déjeuner ou après l'école, des ateliers de groupe, un accompagnement psychosocial, des séances de co-enseignement en classe ou en sous-groupes, ainsi que des périodes de tutorat assurées par des élèves du cégep.

Au niveau primaire, l'accent a été mis principalement sur le français et les mathématiques, plus particulièrement sur la lecture, l'écriture, le vocabulaire et les tables de multiplication.

Au secondaire, en plus du français et des mathématiques, des efforts ont été déployés en sciences, chimie et physique.

Pour les élèves adultes, des heures de cours supplémentaires ont été proposées pour les aider à se préparer aux évaluations, entrer dans des programmes spécifiques, ou intégrer de nouvelles cohortes.

Effets positifs

Les retours des établissements scolaires sont unanimes quant aux effets positifs de ces mesures. Parmi les observations les plus marquantes, on note une nette amélioration des performances académiques chez la majorité des élèves participants.

De plus, les périodes d'accompagnement ont contribué à renforcer la relation entre les enseignants et les élèves, favorisant un climat propice à l'apprentissage.

La fluidité en lecture ainsi que la maîtrise des tables de multiplication sont des domaines où les progrès ont été particulièrement remarquables. De même, le co-enseignement s'est révélé bénéfique, surtout pour les enseignants moins expérimentés.

Certaines écoles rapportent avoir comblé des retards significatifs chez les élèves, tout en permettant à ces derniers de revoir et d'approfondir des notions essentielles. En outre, une amélioration de la motivation et de l'assiduité des élèves a été constatée dans plusieurs cas.

En conclusion, les données recueillies auprès des directions scolaires témoignent de l'efficacité du plan de rattrapage mis en place auprès de 65 % des directions du primaire et 75 % du secondaire.

Celui-ci a permis de consolider les bases essentielles en mathématiques et en français, posant ainsi les fondations nécessaires à la réussite dans toutes les matières.

Face à ces résultats prometteurs, le CSS de l'Estuaire croit qu'il est impératif de réfléchir collectivement à la pérennisation de ces pratiques bénéfiques, afin d'assurer un parcours scolaire enrichissant et réussi pour tous les élèves à long terme.

Enseigner hors des sentiers battus à Anticosti

Alexandre Painchaud

Il y a une école sur l'île d'Anticosti où les cours de mathématiques se donnent dans la forêt et les cours de sciences près d'un ruisseau. L'école Saint-Joseph, dont l'approche pédagogique est assez unique, est le sujet du plus récent documentaire de la cinéaste Pauline Voisard.

Renaud de Repentigny a accompagné cette dernière sur l'île d'Anticosti plusieurs fois lors du tournage du documentaire Anticosti, l'école du bonheur?. Le directeur photo est tombé sous le charme de la région et a décidé d'y rester pour enseigner une fois le tournage terminé.

Ça faisait un an et demi qu'on y allait pour des tournages. Avec la caméra j'avais une proximité avec les jeunes et je me suis dit pourquoi pas, affirme-t-il.

Le Trifluvien est resté sur l'île près de deux mois. En plus du plein air, il a enseigné les arts aux élèves, leur faisant bénéficier notamment de son expertise cinématographique.

C'est un très beau souvenir que je vais chérir toute ma vie. Cette expérience comme enseignant remplaçant lui a permis d'être en paix avec son propre parcours scolaire qu'il qualifie de difficile.

Je trouvais que ça allait vite qu'on ne laissait pas beaucoup de place à l'individu et à la communauté, se

remémore-t-il. Des leçons à tirer pour les écoles du Québec

Il juge que parents et enseignants peuvent s'inspirer de l'approche unique de l'école Saint-Joseph.

C'est l'école que j'aurais voulu avoir quand j'étais petit et que je souhaite à mes enfants.

Une citation de Renaud de Repentigny, directeur photo pour le documentaire Anticosti, l'école du bonheur?

Le directeur photo souligne l'esprit communautaire qui règne à l'école Saint-Joseph. Il remarque aussi l'effet qu'a la nature sur l'attitude des élèves. Tu sens qu'ils sont libres. Il n'y a pas d'anxiété. Ils sont cool et relax, affirme-t-il.

Il invite parents et enseignants à écouter le documentaire qui, selon lui, est rempli de leçons. Il y a quelque chose d'intéressant à observer là-bas [...] Il y a des choses qui sont facilement applicables, indique-t-il.

Renaud de Repentigny n'écarter pas la possibilité de retourner sur l'île d'Anticosti dans le futur. Pour ce qui est du documentaire, il sera disponible sur ICI TÉLÉ le 11 mai.

Qu'est-ce que le programme la Cantine pour tous, présent dans des écoles de l'Outaouais?

Rosalie Sinclair

Depuis l'année scolaire 2023-2024, la Cantine pour tous offre des repas à moindre coût dans des écoles de l'Outaouais. Mais comment fonctionne ce service déjà présent dans plusieurs régions du Québec et qui pourrait prendre de l'ampleur chez nous?

Radio-Canada a visité l'école du Lac-des-Fées à Gatineau. Au menu lors de notre passage, des boulettes de viande avec du riz et des légumes.

Émile Sirois, un élève de 5e année, trouve son repas excellent. Depuis que le service est offert, il a aussi mangé du spaghetti [et] des fricassées de saucisses, raconte-t-il. Les services de la Cantine sont offerts dans quatre écoles des centres de services scolaires des Portages de l'Outaouais (CSSPO) et du Cœur-des-Vallées (CSCCV). Certaines ont commencé à offrir ce programme au mois de septembre tandis que d'autres au début de l'année 2024.

Depuis la rentrée scolaire, ce sont, au total, 20 644 repas qui ont été servis à 827 élèves. Moisson Outaouais est l'organisme responsable de fournir les repas pour les écoles du CSSPO. L'Alliance Alimentaire Papineau en est responsable du côté du CSCCV. On alterne avec trois menus pour donner de la diversité aux enfants, explique la coordonnatrice des communications pour Moisson Outaouais, Rabinzel Hanna.

Chaque menu est conçu, développé à Moisson Outaouais par notre chef cuisinier et approuvé par la nutritionniste de la Cantine pour tous.

Une citation de Rabinzel Hanna, coordonnatrice des communications, Moisson Outaouais

Quant au prix, il s'agit d'une contribution volontaire. C'est-à-dire que le parent doit payer au minimum 1 \$ par repas d'une valeur de 6 \$.

C'est ce qui permet à la cantine d'être accessible à tous les élèves, peu importe la situation financière, de leur famille, souligne Mme Hanna.

Il n'y a aucune stigmatisation. Ça nous permet d'aider tous les enfants, dit-elle.

Deux mères qui ont participé aux efforts d'implantation du programme de la Cantine pour tous, dans les écoles de l'Outaouais, font aussi valoir les bienfaits pour l'apprentissage d'avoir le ventre plein.

Essayer d'apprendre sans avoir bien mangé, ça fait en sorte que le cerveau ne peut pas accéder à la concentration, rappelle Anne Montpetit. Ça donne une accessibilité aux repas santé à tous les enfants à peu de frais, ajoute Geneviève Demers.

Elles affirment que l'opinion des parents et des élèves de la Cantine pour tous est positive.

C'est également le cas d'Émile Sirois qui estime que toutes les écoles devraient avoir ce [programme].

La Cantine pour tous croit que le nombre d'écoles pourrait doubler à la prochaine rentrée dans la région. L'organisme est déjà en mode recrutement.

Section Jeunesse Desjardins

18 heures de course pour des élèves de l'Énergie

Par **Éric Faucher**, Le Nouvelliste

Comme le Grand défi Pierre Lavoie demeure, cette année, cantonné dans la région de Québec, des professeurs du Centre de services scolaire (CSS) de l'Énergie ont eu l'idée d'organiser leur propre événement alternatif faisant la promotion des saines habitudes de vie.

Ils ont donc convié les élèves des écoles secondaires à un autre genre de challenge se tenant sur circuit fermé au Domaine de la forêt perdue de Notre-Dame-du-Mont-Carmel. Les étudiants ont ainsi eu la chance participer à une course à relais s'étendant sur 18 heures.

L'événement, qui a débuté vendredi à 18 h, s'est clos samedi sur le coup de midi. Une centaine de jeunes y ont pris part, passant la nuit à la belle étoile dans un environnement enchanteur permettant de jumeler l'activité physique à l'observation des aurores boréales. Un phénomène cosmique qui n'était pas, à la base, dans les plans des organisateurs.

«On ne voulait pas que ça s'éteigne»

En l'absence d'un passage du Grand défi Pierre Lavoie dans la région, l'enseignante d'éducation physique Andrée-Anne Déry et certains de ses collègues du CSS de l'Énergie ont décidé de prendre les choses en main. Il faut dire que les «coûts étaient rendus très excessifs» pour s'y joindre, signale-t-elle.

Elle souligne que les élèves des écoles du Rocher, des Chutes et Val-Mauricie étaient associés depuis plusieurs années au Grand défi. «On voulait maintenir ça cette année, on ne voulait pas que ça s'éteigne donc on a fait ça tout le monde ensemble. Voilà, c'est vraiment un beau succès», indique-t-elle.

«On est allé chercher Paul-Le Jeune, qui n'avait jamais participé au Grand défi Pierre Lavoie, qui ont monté un club de course et qui ont amené une vingtaine d'élèves. On a aussi les deux petites écoles qui ont des secondaires 1 et 2, des Boisés à Saint-Alexis-des-Monts et de l'Énergie à Shawinigan.»

— Andrée-Anne Déry, enseignante d'éducation physique à l'école Val-Mauricie

Tout au long des 18 heures que durait l'événement, différentes thématiques étaient mises de l'avant, une par école, comme une course western, une autre en pyjama et la dernière de toutes, une course des couleurs (color run) où les athlètes se font asperger de poudre teintante pendant leur parcours.

L'objectif minimal était de courir un kilomètre par heure, mais certains étudiants sont allés beaucoup plus loin, dépassant parfois les quelque 42 km d'un marathon. Les participants ont même eu droit à un feu d'artifice en soirée, gracieuseté de la firme shawiniganaise Orion.

Défi relevé

La professionnelle Laurence Bouin, de PCN Physiothérapie Grand-Mère, était sur place tout au long du Défi de course de l'Énergie afin d'aider à soigner les douleurs sportives qui auraient pu survenir au cours de la nuit.

«On a eu quelques petites entorses de cheville parce que ça reste qu'ils courent en forêt, le terrain est inégal, mais on n'a pas eu de blessures majeures. C'était très mineur. Ce qu'on a surtout, ce matin, ce sont des blessures liées à la fatigue.»

— Laurence Bouin, physiothérapeute

«Un moment donné, avec la fatigue, ce sont les douleurs aux genoux, les tendons d'Achille, les crampes musculaires, donc plus des choses provenant du fait que le corps a donné, qu'on continue à lui en demander et que les jambes sont fatiguées», poursuit-elle.

À la fin du challenge, plusieurs élèves étaient à la fois exténués et fiers d'avoir tenu le coup pendant 18 heures. «Se lever c'était dur par exemple. On a dormi deux heures, mais ça reste que ça valait la peine à mon avis», expose Alicia Gutierrez de l'école Val-Mauricie.

«Je pense que je préfère ce format-là, il y a beaucoup d'ambiance», signale sa collègue Annabelle Jean qui avait participé au Grand défi Pierre Lavoie l'an dernier. «Tu peux faire plus de liens avec le monde, tu n'es pas isolée dans un autobus.»

«Au début, c'était facile, mais c'est avec le mental, ç'a été un peu plus compliqué à la longue avec des nuits vraiment courtes, mais c'est sérieusement une belle

expérience», abonde dans le même sens Thierry Dion, élève à Val-Mauricie.

«La nuit d'aurores boréales était vraiment magnifique, surtout avec le parcours où on était à un endroit où on était bien capable de voir», continue pour sa part Karl Robitaille. «Le défi, c'est vraiment quelque chose à faire!»

Défi OSEntreprendre Chaudière-Appalaches | Six écoles du CSS Appalaches parmi les finalistes

Alain Faucher



Les 49 élèves récipiendaires du prix pour le projet « Les VI lettres de Paul », gracieuseté du Centre de services scolaire des Appalaches. Gracieuseté CSS Appalaches

Six écoles du Centre de services scolaire des Appalaches ont été représentés à la finale du Défi OSEntreprendre Chaudière-Appalaches.

Il s'agit de l'école Paul VI d'East Broughton avec le projet « Les VI lettres de Paul »; l'école Saint-Nom-de-Marie de Sainte-Clothilde-de Beauce avec le projet « Les plantes de la classe de 1re – 2e »; l'école du Tournesol de Thetford pour le projet « Poubelle au régime »; l'école Sainte-Bernadette de Saint-Joseph-de-Coleraine avec le projet « La tour des aliments sains »; l'école St-Gabriel de Thetford pour le projet « Recette pour un merveilleux Noël »; et la Polyvalente de Black Lake pour le projet « First Cast ».

Les concurrents étaient accompagnés par les membres du personnel du suivants : Marika Roy, Geneviève Pomerleau, Caroline Drouin, Michèle Mercier, Marika Landry, Marie-Claude Bolduc, Nathalie Drouin et Maxym Martin-Fecteau.

Rappelons que le projet « Les VI lettres de Paul » des élèves de 5e et 6e années de l'école Paul VI d'East Broughton a remporté les honneurs dans la catégorie 3e cycle du primaire. Le directeur de cette école, René Bolduc, affirme « qu'une telle expérience d'entrepreneuriat s'avère extrêmement formatrice pour les jeunes. Ils auront appris à concevoir et à mener à terme un projet original avec une portée sociale. Leurs enseignantes Mélissa Bolduc et Chantal Lambert ont investi temps et énergie afin de les accompagner judicieusement ».

Une nouvelle école primaire à Brossard



Photo : FM 103,3

Marc-Antoine Lessard - FM103,3

Le quartier Solar à Brossard continue son développement alors que celui-ci accueillera une nouvelle école primaire.

Celle-ci pourra accueillir 650 élèves, dont quatre classes de niveau maternelle, dans 24 locaux répartis sur trois étages.

Elle accueillera aussi notamment un gymnase, une classe d'art, une classe d'art numérique, une cuisine ainsi qu'un espace pédagogique.

Cette nouvelle école est le fruit d'un investissement de 45,2 millions de dollars.

Sa construction est dû au fait que l'école Marcelle-Gauvreau a atteint sa capacité maximale d'élèves.

La nouvelle école ouvrira ses portes aux tout-petits à l'automne 2026.

Le conseiller du district Christian Gaudette a affirmé qu'une école secondaire devrait aussi être construite sur le terrain à côté dans les prochaines années.

**le journal
de montréal**

LA FORMATION AU SERVICE DE L'INDUSTRIE MARITIME

À l'ère des grandes transitions, que ce soit sur le plan environnemental, énergétique, technologique ou social, l'industrie maritime fait face à de nombreux défis, notamment ceux liés à sa main-d'oeuvre qui doit être suffisante, compétente et adéquatement

À cela s'ajoutent les nouveaux besoins découlant de la révision du Règlement sur le personnel maritime qui devrait être officialisé en 2025. La formation joue donc un rôle essentiel dans la capacité de l'industrie maritime à relever ces défis majeurs.

En réponse à ces enjeux, le Comité sectoriel de main-d'oeuvre maritime a élaboré un vaste projet d'optimisation et de création de formations, et ce, en collaboration avec le Collège de Rimouski.

Bien au fait des questions d'accessibilité des formations tant en matière d'horaires, de disponibilité d'équipements que de fréquence de l'offre de formation, qu'elle soit réglementée ou pas, la Formation continue de l'Institut maritime du Québec joue un rôle de facilitatrice en permettant de transformer les contenus proposés par les experts, en activités pédagogiques, répondant ainsi au

besoin de transfert d'expertise vers la relève. L'utilisation de différentes stratégies technopédagogiques, notamment un portail numérique intuitif, convivial et accessible en tout temps, contribue au développement des connaissances et des compétences de la main-d'oeuvre en tenant compte de la réalité, qu'elle soit sur l'eau ou sur terre.

Toutes les forces du secteur sont mises à profit pour faire face aux enjeux de la qualification de la main-d'oeuvre maritime. Un défi de taille auquel le Collège de Rimouski, reconnu pour son leadership et son expertise technologique et pédagogique, contribue en accomplissant sa mission d'éducation et d'appui à son environnement socioéconomique par la formation des travailleuses et des travailleurs.

Saguenay ferme des routes après avoir détecté des ponceaux endommagés

Radio-Canada

Saguenay a découvert cinq ponceaux lourdement endommagés sur son réseau routier. La Ville a décidé de bloquer le passage des voitures à proximité pour éviter des accidents, le temps que des travaux d'urgence soient exécutés. En attendant, les citoyens devront prendre leur mal en patience.

Des employés de Saguenay, accompagnés d'un spécialiste du ministère des Transports et de la Mobilité durable, ont inspecté 550 ponceaux dans les dernières semaines. Leur boulot a permis de constater que des infrastructures menaçaient de s'écrouler.

La priorité pour nous, c'est la sécurité des gens et pour tout de suite, on a fermé les ponceaux, assure Martin Lavoie, conseiller en communication à la Ville de Saguenay.

Résultat, dans l'arrondissement de Chicoutimi, une partie du rang Saint-Paul est barrée depuis jeudi. Les voitures ne sont plus autorisées à circuler entre la ruelle Jean et la rue des Prés.

L'entreprise Gazon Savard, qui se trouve à quelque 500 mètres d'une fermeture de route, craint une baisse de sa clientèle due aux importants détours.

Si le chemin est bloqué à 100 %, ça n'a pas de sens, parce que les gens vont être obligés de faire le tour par le haut du rang. Ça va augmenter le trafic considérablement, déplore son propriétaire, Langis Savard.

La Ville n'écarte pas l'option d'aménager des ponts provisoires si les travaux durent trop longtemps. Elle s'affaire pour le moment à étudier ce qu'il y a à faire.

Nos équipes travaillent à faire des analyses plus poussées afin de déterminer la nature des travaux sur

chacun de ces ponceaux-là. Des ponceaux, il y en a des petits, des gros. Un ponceau, c'est une canalisation qui laisse couler l'eau sous une artère routière, explique Martin Lavoie.

Sécurité des élèves

Dans le secteur Laterrière, le chemin Saint-Isidore, entre le chemin Saint-Henri et jusqu'à la route 170, est lui aussi entravé le temps des réparations.

Le Centre de services scolaires des Rives-du-Saguenay a mis en place des points de rassemblement pour les enfants et les adolescents du secteur qui doivent se rendre à l'école. Des gens responsables du service des transports se sont mis à l'œuvre pour trouver la meilleure des solutions, indique Louise Noël, coordonnatrice des communications.

Une résidente s'inquiète tout de même pour la sécurité des enfants. On doit les déplacer, les amener sur le bord de la 170, il y a beaucoup de voitures. Ils vont tous prendre l'autobus là. [...] Le problème, ce sera les risques d'accident.

On est parfaitement conscients du fait que ça gêne la vie de beaucoup de monde, que ça complique la vie de beaucoup de monde.

Dans l'arrondissement de La Baie, c'est le chemin Saint-Joseph, entre le chemin de la Ligne-Bagot jusqu'à la route de l'Anse-à-Benjamin, qui est bloqué. La route de l'Anse-à-Benjamin est d'ailleurs également fermée entre le Chemin de la Grande-Anse et le chemin du Cap-à-l'Ouest.

Dans l'arrondissement de Jonquière, tout le chemin Saint-Éloi est touché.

Avec les informations de Roby St-Gelais

Transport scolaire : entente de principe acceptée chez Autobus Idéal

Radio-Canada

Fin du bras de fer chez Autobus Idéal, entreprise spécialisée dans le transport scolaire dans le Grand Montréal. Les syndiqués, affiliés à la CSN, ont adopté jeudi soir à 88 % l'entente de principe intervenue avec l'employeur lors d'une assemblée générale à Montréal, a annoncé la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN).

La grève qui était prévue vendredi est donc évitée.

Les syndiqués avaient déjà débrayé le mois dernier, du 16 au 28 avril. Près de 10 000 enfants avaient alors été privés de transport scolaire à Montréal et à Laval.

Les 165 membres du Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus Idéal-CSN étaient sans contrat de travail depuis le 30 juin 2023.

Les chauffeuses et chauffeurs vont toucher entre 31,5 % et 58 % d'augmentation salariale rétroactive au 1er juillet 2023, a expliqué Lionel Voltaire, président du syndicat, dans un communiqué publié jeudi soir.

Ils obtiendront entre 45 % et 74 % d'augmentation sur la durée totale du nouveau contrat de travail de cinq ans. Pour les moniteurs, il s'agit d'une bonification de 26 % aussi rétroactive au 1er juillet 2023, pour un total de 34 % sur cinq ans, a précisé M. Voltaire.

Nous avons aussi quatre congés de maladie de plus étendus sur les cinq ans auxquels s'ajoutent deux autres congés scolaires payés, a-t-il ajouté.

Stéphanie Gratton, présidente par intérim de la FEESP-CSN, salue ces nouvelles conditions de travail qui rejoignent celles de centaines d'autres chauffeuses et chauffeurs qui doivent se battre actuellement, partout à travers la province, pour obtenir leur dû.

Il était grand temps que leur difficile travail accompli chaque jour scolaire reçoive une reconnaissance par des salaires conséquents.

Nous partageons l[a] satisfaction [des membres] et nous sommes convaincus que leur contribution à ce combat constitue une avancée pour toutes et tous, a déclaré pour sa part Bertrand Guibord, secrétaire général du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN.

Plusieurs autres syndicats de chauffeurs d'autobus étaient en grève le mois dernier un peu partout au Québec. C'est le cas, entre autres, de ceux des Autobus Voltigeurs à Drummondville et de ceux d'Autobus Québec Métro 2000 dans la région de Québec.

Une compétition d'avions en papier pour apprivoiser les sciences au primaire

Radio-Canada

Plus de 130 étudiants de niveau primaire se sont retrouvés, jeudi, à l'École primaire des Jolis-Prés de Laterrière lors d'une compétition d'avions en papier. Au total, 22 écoles du Saguenay-Lac-Saint-Jean se sont donné rendez-vous pour la finale régionale du défi apprenti génie de Technoscience.

Les élèves répartis en 63 équipes ont tenté d'obtenir les meilleures performances dans diverses catégories.

C'est quand même beaucoup, la préparation, le test, les qualifications. On est vraiment contents d'être ici, confiait une jeune concurrente.

Les écoles du Centre de services scolaires des Rives-du-Saguenay participent au défi de Technoscience depuis une vingtaine d'années.

Dans chaque école, il y a une finale locale. Les gagnants sont réunis dans une école pour la finale régionale. C'est la première fois depuis le début du projet qu'une de nos écoles accueille la finale régionale, mentionne la coordonnatrice des communications, Louise Noël.

Le travail en amont est colossal pour certains participants. L'un d'entre eux confiait avoir travaillé sur son avion en papier presque tous les jours.

Cela a donné le ton à toute notre année scolaire. On travaille le Défi apprenti génie depuis le début de l'année en pratiquant, en fabriquant des avions, en essayant les différentes épreuves de distance, de précision, de virage, témoigne l'enseignante Nadia Emond.

Bien que divertissant, le défi cache un objectif plus grand pour le Réseau Technoscience.

Ce qui nous tient à cœur, c'est la relève scientifique à tous les niveaux. C'est important de commencer très tôt pour qu'au secondaire les jeunes continuent à avoir cette passion pour les amener éventuellement dans des domaines scientifiques, résume la coordonnatrice régionale, Chantale Fortin.

D'après les informations de Simon Roy-Martel

Sherbrooke

L'école D verra le jour sur le terrain de l'école internationale du Phare

Par Lilia Gaulin, La Tribune

L'école D, pressentie dans le secteur des rues R. Hallée et Macdonald à Sherbrooke, verra finalement le jour sur le terrain de l'école du Phare. Elle sera construite dans les environs de l'actuel terrain sportif, qui sera quant à lui réaménagé.

Une surface synthétique et une piste d'athlétisme seront aussi construites vers l'arrière du terrain. Ce réaménagement permettra le dégagement de l'espace pour la construction de l'école D.

Le terrain de l'école internationale du Phare a déjà été dans les discussions pour la construction de ce nouvel établissement dans le secteur d'Ascot. Cette possibilité avait cependant été écartée en raison d'un enjeu de superficie.

«Ce qui est bien est qu'on a réussi à trouver une façon de pouvoir avoir, en même temps, un terrain synthétique qui va pouvoir servir les deux écoles et la communauté», explique M. Racette.

Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) espère que l'école D accueillera ses premiers élèves en septembre 2026, mais réalistement, le directeur général Sylvain Racette croit que l'ouverture pourrait être davantage en 2027.

La conseillère du district d'Ascot, Geneviève La Roche, martèle l'importance de ces installations sportives pour le secteur. «Ce terrain de soccer est en fin de vie. Il y avait de toute façon à faire des investissements importants pour refaire la surface. Sur le plan budgétaire, ça revenait au même que de le déplacer.»

Une vingtaine de classes seront aménagées dans cette nouvelle école. Le CSSRS a obtenu une enveloppe de plus de 26 millions de dollars en provenance du ministère de l'Éducation pour réaliser ce projet. Tant l'école que les infrastructures sportives seront construites avec ce budget. M. Racette confirme que des discussions sont en cours concernant le montant de l'enveloppe budgétaire qui a été octroyé. Les plans et devis de la nouvelle école primaire devraient être complétés d'ici la fin de l'année,

explique-t-il. C'est dans un contexte de réciprocité favorisant la mutualisation des infrastructures et devant des coûts de raccordement élevés liés à l'électricité, les égouts et l'aqueduc que le choix du terrain pour construire la nouvelle école primaire a été effectué. Le Centre de services scolaire, le ministère de l'Éducation et la Ville de Sherbrooke ont collaboré.

Nombreux rebondissements

Le terrain pressenti pour la future école D était situé près des rues McDonald et R. Hallée, en bordure du boisé Ascot-Lennox. Cependant, dans les derniers mois, un bras de fer a eu lieu entre la Ville de Sherbrooke et Québec concernant une facture de 900 000 \$ pour la construction d'une voie d'accès. Tant la Ville de Sherbrooke que le ministère de l'Éducation refusaient de payer la facture.

Maintenant que ce scénario est écarté et qu'un nouveau terrain a été trouvé pour l'implantation de l'école D, Geneviève La Roche croit qu'il est important de préserver ces terrains «en phase avec le souhait exprimer dans le Plan nature».

«C'est vraiment une porte d'entrée du boisé Ascot-Lennox.»

Plusieurs enfants sont actuellement déplacés à l'école Notre-Dame-du-Rosaire en raison du manque d'espace.

Autant M. Racette que Mme La Roche estiment que ce scénario est le bon une fois pour toutes.

Sécurité des enfants

La sécurité des enfants qui marcheront jusqu'à l'école D devra être assurée, soutient Mme La Roche.

«Il n'y a pas de trottoir sur la rue de l'Aurore-Boréale. Même le secteur Thibault, c'est un endroit où il y a déjà des déficits pour la sécurité des piétons. Ça va nous permettre à la Ville de vraiment travailler à regarder ce qu'on peut faire pour soit l'ajout de trottoirs ou la

sécurisation du transport actif. Ce secteur très familial va en bénéficier.»

Prévoir les besoins

La construction d'une école dans un secteur est complexe, note Mme La Roche lorsque questionnée à savoir s'il y a eu des pertes d'argent et de temps dans ce dossier. «Autant le Centre de services scolaire [de la Région-de-Sherbrooke] que la Ville [de Sherbrooke] auraient souhaité avoir une école le plus rapidement possible. On va tout faire pour qu'elle arrive le plus rapidement possible, mais il y a des facteurs qui sont incontrôlables», note-t-elle.

Ce dossier illustre, selon Mme La Roche, l'importance de prévoir les besoins pour planifier la construction des

écoles. «Plus on avance dans le temps, plus les terrains sont rares.»

Harmonisation avec la nature

La volonté d'harmoniser ce nouvel établissement scolaire avec la nature est toujours présente du côté de Mme La Roche puisqu'il se trouvera en bordure du boisé Ascot-Lennox. «Évidemment, on n'a pas encore le détail des plans, mais normalement, on vise vraiment à limiter le déboisement, voire à ne pas en avoir du tout.»

M. Racette voit plusieurs avantages à installer une école primaire et une secondaire sur le même terrain dont les différentes opportunités de collaboration. «En plus, les plus jeunes voient l'école secondaire donc ça facilite la transition.»

Actualités locales

Une forêt nourricière s'enracine en milieu scolaire

Par Nicolas T. Parent, La Voix de l'Est

Les élèves d'une école secondaire de Saint-Césaire mettent l'huile de bras au service de la biodiversité. Ensemble, ils investissent le temps et l'énergie dans la plantation d'une vaste forêt nourricière érigée près de leur établissement scolaire.

Le directeur de l'école Paul-Germain-Ostiguy admet d'entrée de jeu que le chantier est considérable. Serge Gobat nous invitait sur le lopin de terre pour admirer les résultats d'une première plantation effectuée vendredi dernier par environ 200 élèves. Sans oublier la contribution généreuse du personnel scolaire et de la responsable du chantier, Isabelle Deland.

À terme, le lot de 2500 mètres carrés, auparavant gazonné et inutilisé, serait converti en forêt nourricière comprenant une cinquantaine de variétés de plantes, d'arbres et d'arbustes. Les visiteurs y retrouveront notamment les parfums de lavande, les fines herbes (ciboulette, thym, menthe...) et les plantations fruitières (pommes, fraises, bleuets, prunes). Le projet devrait se conclure dès l'année prochaine, selon l'estimation du directeur scolaire.

«L'écoresponsabilité est le mot d'ordre! Les sentiers ont tous été creusés par les élèves pour y poser du paillis issu de matière recyclable. À la place du gazon, on plantera du trèfle blanc aux endroits sans plantation. Puis, nous souhaitons installer des nichoirs, des affiches explicatives et des dalles de béton pour convertir l'endroit en classe extérieure», explique Serge Gobat.

Ce dernier juge que le site, destiné tant aux élèves qu'au grand public, accueillera environ 1000 végétaux de toutes sortes. Ils devraient gagner en maturité dans les cinq prochaines années pour accueillir et nourrir la faune. Les citoyens pourront en apprendre davantage sur le projet grâce à un grand tableau explicatif qui trônera à l'entrée.

«On aimerait aussi installer une plaque pour nommer toutes les personnes qui y ont contribué.»

— Serge Gobat

En ce sens, le directeur s'est dit impressionné par l'élan de générosité communautaire. Une entreprise locale s'est portée volontaire pour dégazonner et préparer le terrain en vue de la plantation. Une bande de citoyens a aussi offert des vivaces et des arbres qui ont été plantés par les élèves vendredi dernier.

«On retrouve des poteaux aux abords du lot. Ils sont vraiment affreux! Nous souhaitons trouver un artiste qui serait en mesure de les transformer pour en faire des œuvres d'art associées à notre forêt nourricière», propose le directeur.

La conscience environnementale

Décidément, les projets environnementaux se multiplient à l'école secondaire de Saint-Césaire. Au grand plaisir de la biodiversité, de la faune, des élèves et du personnel scolaire, qui profitent tous d'un environnement plus sain. Déjà, on a planté 135 arbres et arbustes pour reverdir les environs de l'école et remplacer des frênes rongés par l'agrile.

«Je suis directeur depuis environ neuf ans et, lors des six premières, j'ai fait des tournées dans les classes, en début d'année, pour parler environnement. Je me suis rendu compte, finalement, que l'impact n'était pas très grand. Nous avons donc entrepris un virage en soumettant notre candidature pour obtenir le soutien d'un organisme», raconte Serge Gobat.

L'organisme en question est Lab 22. Son équipe est présente pour interpeller la population, et plus particulièrement les jeunes, sur divers enjeux sociaux et environnementaux dans le but de développer avec elle «des réponses novatrices visant à générer des transformations positives et durables pour les collectivités».

«Et nous avons été sélectionnés! Ensemble, nous travaillons depuis trois ans. Une collaboration qui a permis d'élaborer les projets. L'idée de départ était de verdir, verdir, et encore verdir.»

— Serge Gobat

Avec l'aide de l'organisme, l'école a construit un plan quinquennal permettant de coucher les ambitions sur papier. Limitée aux balbutiements, la collaboration a vraiment pris son envol l'année suivante. Le personnel scolaire a convié tous les élèves en organisant des sorties en nature. Dans un cadre éducatif, ils ont notamment admiré les cours d'eau et les forêts.

Des conférenciers ont également visité l'école et les groupes scolaires, notamment l'acteur Emmanuel Bilodeau et le musicien Jérôme Dupras. Ce dernier est surtout connu à titre de membre des Cowboys Fringants. Peu de gens savent qu'il est aussi un chercheur en environnement. L'expert œuvre au sein de l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

«Il est venu nous parler d'environnement avec des recherches et des chiffres à l'appui. Un vulgarisateur hors pair! On entendait une mouche voler dans la salle. Puis, il a joué un morceau musical. Certains élèves ont aussi interprété quelques pièces des Cowboys Fringants.»

Autre grand projet : le tri sélectif des déchets. L'école compte des ilots comprenant trois récipients différents. Des poubelles pour les ordures, le carton et les papiers, ainsi que le plastique et les autres matières.

Notons que l'équipe du Lab 22 s'est déplacée pour effectuer un diagnostic environnemental complet pour l'établissement public. Il était question d'empreinte écologique notamment liée aux déchets et à la consommation. On annonce qu'un second exercice s'est récemment tenu. Une fois ses résultats compilés, dans quelques jours, la plus récente étude permettra de comparer et de confirmer une progression.

«Les projets vont bon train. On informe les élèves et on les implique. Grâce aux efforts de tous, on devrait terminer la plantation de la forêt et du trèfle cette année. Il ne restera que les composantes restantes, notamment les dalles de béton», conclut Serge Gobat, visiblement fier de ses jeunes pouces verts.

Actualités locales

Trois employeurs de la région honorés par la CNESST

Par Mickaël Meunier, Le Quotidien

Les bonnes pratiques en matière de santé et de sécurité au travail de trois employeurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont été mises en lumière mercredi dernier. Il se tenait en effet, à Québec, au Centre des congrès, la 18e cérémonie de remise des grands prix de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

Ce sont en tout 13 lauréats et lauréates qui ont été honorés, et ce, dans quatre catégories distinctes. D'abord, dans le volet Innovation, du côté des petites et moyennes entreprises, la Ferblanterie Boily, qui est établie à Saint-Bruno, a mis la main sur un Lauréat de bronze. C'est son projet de table à bascule pour la manutention des feuilles de tôle qui lui a valu cet honneur.

Chez les grandes entreprises, toujours dans le même créneau, la scierie de Mistassini de Produits forestiers Résolu a de son côté remporté l'argent grâce à son synchronisateur de chaînes à attachement.

Dans la catégorie Proaction, le Centre de services scolaires De La Jonquière a quant à lui été l'unique récipiendaire d'un prix. Ce sont ses efforts en matière de prévention des risques psychosociaux qui ont été mis en

valeur. Ceux-ci se sont manifestés par le développement d'une structure permettant d'offrir des services éducatifs sécuritaires, a expliqué la CNESST dans son communiqué.



Mickaël Meunier, journaliste du Quotidien et journaliste responsable de la région de la Montérégie, de la région de Chaudière-Appalaches et de la région du Nord-du-Québec. M. Bruno Lacroix, président-directeur général de la CNESST, présente les prix lors de la cérémonie de remise des prix à des lauréats et à des lauréates qui ont fait une différence positive et constructive dans leur milieu de travail. (Photo: M. Meunier)

Actualités locales

Décloisonnement: une initiative de l'école Vision de Saguenay reconnue

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

À l'école trilingue Vision de Saguenay, le projet Décloisonnement: Faisons tomber les barrières de l'apprentissage invite les jeunes ainsi que les enseignants à sortir des sentiers battus. L'initiative a même amené l'école à être finaliste au plus récent gala des Prix de l'Innovation en éducation.

Ce projet rassembleur avait été imaginé avant la pandémie, pour finalement voir officiellement le jour quelques années plus tard.

L'équipe de l'école trilingue Vision de Saguenay souhaitait se donner le temps de faire des activités qui pouvaient aider les jeunes dans leurs apprentissages, à travers des ateliers originaux et à leur image, peu importe l'âge et le niveau des jeunes.

Ensemble, les enseignants avaient remarqué que des difficultés ou des défis se retrouvaient chez des étudiants de différents niveaux. Par exemple, ça pourrait être le cas d'un élève de troisième année qui a des difficultés motrices et qui a de la difficulté à former de belles lettres. Lors du decloisonnement, il peut donc parfaire cette compétence qu'il a vue plus tôt dans son parcours, avec d'autres qui ont ce même défi dans un atelier intimiste.

Toute l'équipe-école est mise à contribution dans ces événements. «On choisit de devenir enseignant parce qu'on veut vraiment faire une différence, donc le projet est valorisant. On sort toujours des ateliers heureux, parce qu'on sait qu'on a vraiment aidé des élèves à travailler quelque chose qu'on n'aurait pas toujours le temps de travailler, à cause des contraintes que nous avons», explique Laura Normandeau, responsable pédagogique et enseignante en deuxième année lors d'un entretien avec Le Quotidien.

Dans ces ateliers, les élèves s'inscrivent volontairement ou sont parfois encouragés par leurs enseignants. Ils dressent des choix et l'équipe les assigne selon le nombre de places. Les jeunes sont mélangés entre les niveaux, ce qui aide à normaliser les difficultés, de voir qu'ils ne sont pas seuls à avoir ces défis.

Certaines activités touchent des notions plus académiques, mais d'autres sont plus personnelles, comme sur la gestion du stress par exemple.

«Comme enseignant, il y a beaucoup de choses qu'on voudrait faire, mais on n'a pas le temps. Avec le decloisonnement, c'est comme si on venait geler le temps et qu'on pouvait faire ce qu'on pense qui est bénéfique pour les élèves.»

— Laura Normandeau, responsable pédagogique

Pour les élèves, c'est maintenant un moment attendu dans leur horaire, qui est revenu deux fois l'année dernière et cinq fois cette année. Malgré leurs réserves, certaines ont été agréablement surprises par cette manière d'apprendre différente.

Quand les jeunes voient ces ateliers à l'horaire, une effervescence se crée dans l'école. «On n'est pas toujours avec les personnes de notre classe, nos amis. On est avec plein d'autres personnes, on voit d'autres profs, c'est le fun», soutient Érika Houle, élève de 4e année. «Ça nous aide à développer des passions, des choses comme ça», ajoute sa collègue de classe Mila Maltais.

Aller dehors, bouger, élucider des énigmes, les activités sont nombreuses et variées. Elles permettent même aux enseignants de présenter leurs passions à leurs élèves, comme lorsque le professeur d'éducation physique a pu monter un atelier sur l'économie, sur comment tenir un budget. «Il a dit qu'il était vraiment content, parce que ça fait partie de sa personnalité, mais en éducation physique ce ne serait pas à propos de parler de ça. Là, il avait l'occasion de partager sa passion, en plus que ça leur sert», explique Madame Laura.

Même si l'école n'aura pas remporté de prix au Gala de la Fédération des établissements d'enseignement privés du Québec (FEPP), ses instigateurs sont heureux d'avoir pu partager leur projet au plus grand nombre et espèrent inspirer d'autres écoles dans cette manière d'enseigner différente. Le projet sera aussi reconduit l'année

prochaine et on essaie même de trouver encore plus de plages horaires pour le refaire plus souvent.

Pour les élèves de l'école Vision de Saguenay, en plus de l'après-midi de vendredi, ils en auront un autre en juin.

Parfois des thématiques sont abordées, la demi-journée de vendredi était consacrée au bien-être pour les amener à se détendre dans cette période de préparation aux examens de fin d'année, et la prochaine sera sur le sentiment d'appartenance à l'école.

Actualités

Les cours reprendront lundi à l'école des Grandes-Rivières

Par Mickaël Meunier, Le Quotidien

Les élèves de l'école des Grandes-Rivières fréquentant le bâtiment Jean-Dolbeau pourront regagner leur établissement d'apprentissage dès lundi prochain. Les travaux de nettoyage effectués toute la semaine, au lendemain d'un incendie, ont permis de rendre les lieux sécuritaires pour les élèves et les membres du personnel.

L'horaire habituel des cours reprendra donc la semaine prochaine. L'évaluation ministérielle de français pour les élèves de 5e secondaire sera reprise le jeudi 30 mai.

Les évaluations de français des niveaux de 3e et 4e secondaires seront quant à elles tenues le 16 mai prochain.

Il sera possible pour les élèves éprouvant des besoins de rattrapage de solliciter de l'aide auprès de l'équipe-école, est-il écrit dans le communiqué envoyé en fin d'après-midi par le Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets.

École Saint-Jean: sursis d'un an pour les élèves aux besoins particuliers

PAR ERIC PATENAUDE

ÉDUCATION. La quinzaine d'élèves de l'École Saint-Jean, de Granby, ayant des besoins particuliers n'auront pas à s'adapter à un nouveau milieu scolaire lors de la prochaine rentrée. Les parents ont été avisés plus tôt cette semaine que le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs (CSSVDC) mettait sur la glace temporairement son projet de transfert d'écoliers vers l'École de l'Étincelle.

« On nous a donné un sursis d'un an. Donc, ce n'est pas négatif en soi. Ça nous donne du temps. Par contre, ils (le CSSVDC) nous ont avertis que le transfert d'élèves allait se faire en 2025-2026 », a confié Carolanne Gaudreau.

Pour la maman de Noah, 7 ans, atteint de trisomie 21, cette décision mi-figue, mi-raisin, met momentanément le couvercle sur la marmite. « J'ai senti qu'on a été écouté. On a petit *break* jusqu'à l'an prochain. C'est un poids de moins sur nos épaules, mais le changement, je ne le comprends pas encore. »

Selon la résidente de Bromont, son fils a fait de grands pas depuis qu'il fréquente des enfants neurotypiques quotidiennement à l'École Saint-Jean. « On nous explique qu'il va y avoir plus de spécialistes à un même endroit (à l'École de l'Étincelle). Pour moi, ce n'est pas ça de l'inclusion. Je veux que mon fils reste dans une école inclusive. »

Un regroupement questionnable

Impliquée dans le dossier à la demande des parents, la conseillère à l'inclusion scolaire et sociale à la Société québécoise de la déficience intellectuelle et pour le Regroupement Trisomie 21, Lorraine Doucet, s'explique mal la position du CSSVDC concernant les élèves ayant une déficience intellectuelle moyenne (DIM).

« De ce que j'ai compris de la décision, c'est que les nouvelles inscriptions des élèves DIM vont être orientées vers l'École de l'Étincelle. Visiblement, ça semble être l'orientation envisagée par Val-des-Cerfs. Pour ma part, regrouper des élèves sur la base d'un handicap, ce n'est pas ça de l'inclusion », a déclaré Mme Doucet.

Bien qu'elle salue le sursis d'une année proposé aux parents, la conseillère à l'inclusion sociale juge que le centre de services scolaire fait fausse route en concentrant les écoliers DIM à un seul et même endroit.

« C'est comme si je vous disais...on va regrouper huit personnes cardiaques qui vont se guérir entre eux. Pour moi, le regroupement, c'est non. Ces enfants, il faut les préparer à la vie en communauté et ça doit se faire dans une école inclusive. »

Lors du retour en classe à la fin août, l'École Saint-Jean ne comptera qu'une seule classe DIM. L'autre classe actuellement ouverte sera fermée puisque ces élèves seront au secondaire à l'automne.

« Cette année nous laissera le temps de finaliser nos travaux d'analyse pour établir une organisation de nos services, qui, elle, permettra d'offrir les meilleurs services pour répondre aux besoins des élèves ayant une déficience intellectuelle », a fait savoir la coordonnatrice aux communications au CSSVDC, Audrey Leboeuf.

Prix de la relève en technologie et robotique décerné à l'équipe des Walle

RICARDO JR EMMANUEL

Cette année, dans le cadre de la 4e édition de l'Omnium de robotique cuivre et or organisée par l'école D'Iberville, quatorze équipes se sont engagées au gymnase. Les participants étaient composés essentiellement des élèves du secondaire 2 à 5 de ladite institution, des étudiants du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, des étudiants de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue ainsi que des professionnels d'entreprises locales.

Depuis un certain temps, cet événement se veut une vitrine permettant aux élèves de cette institution scolaire d'exposer au grand public leurs différents projets en robotique. Plusieurs personnes ont fait le déplacement pour assister à ce rendez-vous annuel de niveau FTC (défi technologique First) dont la directrice générale du Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda madame Anne-Frédérique Karsenti. « Je veux remercier l'équipe qui a organisé cette activité extraordinaire », déclare-t-elle.

Des parents, des enseignants ont été tous présents pour cette compétition toute particulière. Avec la participation de 14 équipes, chacune d'elle disputant 6 matchs, totalisant ainsi 21 rencontres, cette compétition s'est transformée en un véritable marathon.

Alors, pour cette quatrième édition, le Prix de la Relève en technologie et robotique a été attribué aux membres de l'équipe Walle, tandis que celui de l'Esprit d'Équipe a été décerné à l'équipe Neptune. Le Prix du Design a été remis à l'équipe des Automates, une nouvelle formation du Cégep de l'A-T. Ensuite, le Prix du Meilleur Mode Autonome a été attribué à l'équipe Sharkrod.

Par la suite, le Prix de l'Alliance Finaliste a été accordé aux équipes Walle et Automates, et pour conclure, le Prix de l'Alliance Gagnante a été décerné à l'équipe Sharkrod, Robot Squad et Fonderie One.

En somme, l'équipe organisatrice exprime sa totale satisfaction quant au déroulement de l'activité et envisage avec enthousiasme une prochaine édition.

Défi OSEntreprendre Chaudière-Appalaches | Six écoles du CSS Appalaches parmi les finalistes

ALAIN FAUCHER

Six écoles du Centre de services scolaire des Appalaches ont été représentés à la finale du Défi OSEntreprendre Chaudière-Appalaches.

Il s'agit de l'école Paul VI d'East Broughton avec le projet « Les VI lettres de Paul »; l'école Saint-Nom-de-Marie de Sainte-Clothilde-de Beauce avec le projet « Les plantes de la classe de 1re – 2e »; l'école du Tournesol de Thetford pour le projet « Poubelle au régime »; l'école Sainte-Bernadette de Saint-Joseph-de-Coleraine avec le projet « La tour des aliments sains »; l'école St-Gabriel de Thetford pour le projet « Recette pour un merveilleux Noël »; et la Polyvalente de Black Lake pour le projet « First Cast ».

Les concurrents étaient accompagnés par les membres du personnel du suivants : Marika Roy, Geneviève Pomerleau, Caroline Drouin, Michèle

Mercier, Marika Landry, Marie-Claude Bolduc, Nathalie Drouin et Maxym Martin-Fecteau.

Rappelons que le projet « Les VI lettres de Paul » des élèves de 5e et 6e années de l'école Paul VI d'East Broughton a remporté les honneurs dans la catégorie 3e cycle du primaire. Le directeur de cette école, René Bolduc, affirme « qu'une telle expérience d'entrepreneuriat s'avère extrêmement formatrice pour les jeunes. Ils auront appris à concevoir et à mener à terme un projet original avec une portée sociale. Leurs enseignantes Mélissa Bolduc et Chantal Lambert ont investi temps et énergie afin de les accompagner judicieusement ».

L'intimidation au cœur des discussions à Massey-Vanier

PAR XAVIER DEMERS

ÉDUCATION. Des élèves de 5^e et de 6^e années de la région se sont rendus lundi à l'auditorium de l'école secondaire Massey-Vanier pour assister à une pièce de théâtre interactive traitant d'intimidation préparée par une troupe de théâtre parascolaire, composée d'élèves de 1^{re} et de 2^e secondaire.

Partant de la prémisse qu'une autruche mutante se serait enfuie du zoo de Granby, la pièce a présenté trois situations d'intimidation. Après chacune des mises en scène, l'animatrice de vie spirituelle et d'engagement communautaire Stéphanie Rondeau-Chaput s'adressait aux élèves.

L'autruche faisait alors son apparition sur scène et « infectait » quelques élèves leur permettant de ne plus « avoir la tête dans le sable » et d'intervenir de la bonne façon.

Cette pièce avait également été présentée du côté de l'école secondaire de la Haute-Ville à Granby.

Au total, ce sont les élèves de plus d'une vingtaine d'écoles du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs qui ont pu y assister.

« Préalablement, toutes les classes qui sont venues à la représentation ont été préparées par un atelier en classe où on a parlé d'intimidation et des stratégies, a indiqué l'animatrice de vie spirituelle et d'engagement communautaire, Stéphanie Berger. Ils ont pu voir avec la pièce de théâtre comment concrètement on applique les stratégies, quels impacts ça peut avoir sur les personnes qui reçoivent les gestes d'intimidation lorsqu'on est un témoin mobilisé. »

Les spectateurs ont bien apprécié pouvoir constater des exemples de situation avec la pièce, ont expliqué deux de ceux-ci rencontrés à la conclusion de l'événement.

« J'ai bien aimé ça et j'ai appris plusieurs choses, a commenté Xavier. On a eu des activités en classe qui expliquait la situation, mais là, de pouvoir vraiment bien voir tout le contexte, ça a été bien. »

« Ça nous a permis de le voir d'une manière en classe et d'une autre façon peut-être un peu concrète

ici, a ajouté Vincent. Ça nous aide à mieux reconnaître l'intimidation. »

IMPLICATION

Pour les élèves de la troupe de théâtre, c'est également une occasion de s'impliquer et d'en apprendre du même coup plus sur l'intimidation et les stratégies à adopter.

« On a appris comment on devait agir quand des situations comme celles-là se produisaient, a affirmé Elizabeth, l'une des comédiennes dans la pièce. Un intimidateur rabaisse beaucoup la personne et l'intimidé ne se sent vraiment pas bien et se sent seul quand les témoins n'interviennent pas. »

« En tant que témoin, tu peux te rendre compte que tu as vraiment un pouvoir de faire quelque chose sur la situation et ne pas laisser ça aller », a indiqué de son côté Méloïc.

« Ce qui est intéressant avec ce projet-là, c'est que ce sont les élèves qui sont mis de l'avant, a déclaré Stéphanie Berger. Les élèves du primaire se font parler d'intimidation par d'autres élèves. C'est une belle façon pour eux de s'impliquer et d'envoyer un message clair à de futurs élèves du secondaire pour les outiller et qu'ils puissent apprendre à utiliser des stratégies. »

M^{me} Berger ajoute qu'il s'agit aussi d'une belle occasion pour les jeunes de s'impliquer dans un projet, au-delà du sujet de l'intimidation.

« C'est très important niveau motivationnel pour aller à l'école, affirme-t-elle. L'engagement et la motivation vont de pair. »

INTIMIDATION

L'intimidation reste un sujet d'actualité au sein même des écoles. La montée des médias sociaux des

dernières années modifie d'ailleurs la façon dont elle se présente.

« On a un pouvoir à l'intérieur des murs pour appliquer les stratégies, mais c'est sûr que l'intimidation va bien au-delà des murs des écoles, a expliqué Stéphanie Berger. Les réseaux sociaux prennent beaucoup de place maintenant. »

Le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs est en train de mettre en œuvre son nouveau plan de lutte contre l'intimidation et la violence dans les milieux scolaires.

« L'ensemble des établissements scolaires ont été dûment accompagnés pour avoir leur propre plan en fonction de leur milieu », a indiqué la coordonnatrice

intérimaire aux communications à Val-des-Cerfs, Audrey Leboeuf.

« Ça existe, l'intimidation, on le sait, a déclaré pour sa part le directeur de l'école secondaire Massey-Vanier, Jean-Luc Pitre. Maintenant, ce qui est important de faire, c'est de continuer d'éduquer et de prévenir. Aujourd'hui, la pièce, c'est l'une des stratégies, mais il y en a d'autres. Dans la portion du plan spécifique à Massey-Vanier, on a le psychologue sportif Sylvain Guimond qui vient en septembre prochain pour s'entretenir avec les élèves à ce sujet. En soirée, il rencontrera également les parents. »

Violences et démissions chez le personnel de soutien scolaire

PAR FREDERIC DESJARDINS

Au cœur d'une tournée soulignant son 25^e anniversaire, la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ) s'est arrêtée le jeudi 9 mai à Saint-Georges. L'organisation met à l'avant-plan les actes de violence et démissions touchant ses membres, incluant les salariés du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE).

Le Syndicat du personnel de soutien scolaire du CSSBE (SPSS-CSQ) représente 2200 membres répartis en 55 municipalités. Il inclut les employés administratifs, manuels, techniques et paratechniques. Ce groupe défend notamment les intérêts des éducatrices en services de garde, techniciennes en éducation spécialisée, secrétaires de gestion et ouvriers certifiés d'entretien.

Selon un récent sondage, 40 % d'entre eux auraient subi des violences physiques, et 50 % des violences psychologiques. Les élèves représentent la principale source de ces incidents. Ceux-ci se traduisent par des cris (68 %), des coups (55 %), le lancement d'objets (52 %), des blasphèmes (49 %) et propos injurieux (46 %).

« Chaque semaine, je reçois des appels d'employés victimes de violence. Ça va jusqu'au lancement des chaises dans une classe et des mots extrêmes inappropriés. Cela alourdit les tâches des employés, qui travaillent souvent dans l'urgence à éteindre des feux », indique la présidente du SPSS-CSQ, Annie Boily.

Selon Éric Provonost, président de la FPSS-CSQ, cette problématique n'est pas unique à la Beauce et aux Etchemins. Il croit qu'un travail en amont, en collaboration avec les organismes communautaires, demeure nécessaire pour aider les employés et élèves.

« Je vais avoir beaucoup de solutions à présenter au ministre de l'Éducation lors de la Journée sur la prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles, le 24 mai prochain. Je ne comprends pas pourquoi M. Drainville (Bernard) n'a pas déjà agi

immédiatement pour que les violences cessent », mentionne M. Provonost.

Manque d'heures de travail

Depuis cinq ans, le CSSBE a enregistré 304 démissions au sein du personnel de soutien scolaire. Ceci exclut les départs à la retraite. D'après Annie Boily, les raisons de ces départs incluent le manque de reconnaissance, les conditions précaires, le manque de ressources et la surcharge de travail.

Lors des dernières négociations du Front commun, elle avait dénoncé le nombre élevé de postes sans heures travaillées garanties. Les employés du SPSS-CSQ avaient rejeté leur nouvelle convention collective à 70 %, finalement acceptée à la majorité provinciale de 60 %.

« Ça prend plus de postes à temps complet à 35 heures par semaine. Personne ne veut se maintenir dans la précarité. [...] On perd une importante expertise mettant en péril la qualité des services aux élèves », affirme Mme Boily.

Éric Provonost rappelle que la nouvelle convention collective, en vigueur jusqu'au 31 mars 2028, contient seulement quelques gains. « Le personnel de soutien scolaire reste préoccupé par le manque de services aux élèves au quotidien. [...] Quand le plan de travail met le budget avant l'humain, on a un problème », dit-il, ajoutant que la FPSS-CSQ poursuivra ses doléances auprès du gouvernement.

Combien gagnent les dirigeants et élus du public dans Charlevoix?

PAR JEAN-BAPTISTE LEVÊQUE

Le bureau d'enquête du Journal de Québec a compilé une liste des salaires des élus et des cadres de la fonction publique québécoise. En voici plusieurs qui travaillent sur le territoire de Charlevoix.

En santé, la haute direction du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale coûte près de 480 000 \$ par an aux contribuables. Le PDG Guy Thibodeau a gagné 277 016 \$ en 2023 et le PDG adjoint Patrick Duchesne 202 941 \$.

En éducation, la directrice générale du Centre de services scolaire de Charlevoix, Martine Vallée, est payée 176 513 \$ en 2024. Le directeur général adjoint, Simon Gagné, reçoit 132 592 \$ cette même année.

Du côté des élus, la députée provinciale de Charlevoix-Côte-de-Beaupré, Kariane Bourassa, a été rémunérée 158 119 \$ en 2023.

Le maire de Baie-Saint-Paul, Michaël Pilote, a été payé 65 534 \$ en 2022, tandis que Michel Couturer, maire de La Malbaie a reçu près de 15 000 \$ de moins, avec un salaire de 51 296 \$.

La mairesse de Saint-Irénée et préfet de la MRC de Charlevoix-Est, Odile Comeau, a gagné 42 276 \$ en 2023. Pierre Tremblay, qui a démissionné en mars en tant que maire des Éboulements et préfet de la MRC de Charlevoix, avait été rémunéré 40 059 \$ la même année.

Val-des-Cerfs est en mode recrutement

XAVIER DEMERS

xdemers@journalleguide.com

ÉDUCATION. Le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs est à la recherche d'un représentant de la communauté pour pourvoir un poste au sein de son conseil d'administration.

Val-des-Cerfs explique par voie de communiqué que « le candidat recherché doit être une personne ayant une expertise en gouvernance, éthique, gestion des risques et gestion des ressources humaines ».

Les intéressés ont jusqu'au 15 mai, 16h, pour soumettre leur candidature.

Par la suite, les dix membres parents et représentants du personnel du CA de Val-des-Cerfs évalueront les candidatures et désigneront la personne retenue, qui obtiendra un mandat d'un an.

Des formulaires interactifs sont disponibles

sur le site internet du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs. Les candidats doivent par la suite envoyer leur dossier par courriel au candidaturesCA@cssvdc.gouv.qc.ca.

Le candidat sélectionné sera annoncé au plus tard le 15 juin.

AUTRES POSTES

Trois autres postes étaient à combler du côté du personnel.

Un représentant du personnel enseignant, un représentant du personnel de soutien ainsi qu'un représentant du personnel professionnel non enseignant seront également choisis parmi les candidatures qui pouvaient être déposées jusqu'au 1^{er} mai.

Un vote électronique se tiendra pour déterminer chacun des nouveaux membres du CA ainsi que leur substitut.

Les personnes élues seront nommées le 15 mai prochain.

Main dans la main participe au plan de rattrapage scolaire

XAVIER DEMERS

xdemers@journalleguide.com

ÉDUCATION. Le Centre de pédiatrie sociale Main dans la main a obtenu une somme de 61 000 \$ pour augmenter sa programmation, en lien avec le plan de rattrapage scolaire québécois qui fait suite aux grèves de l'automne dernier dans le domaine de l'éducation.

Main dans la main explique que ces

sommes lui permettront de plus que doubler les possibilités de participer aux activités pour les jeunes de la région.

« Nous avons pu embaucher une ressource supplémentaire afin de pouvoir, de mars à décembre 2024, intensifier la programmation d'activités du milieu de vie », a noté la directrice générale de Main dans la main, Élisabeth Lapointe.

Dès l'annonce de Québec concernant l'argent disponible pour les organismes pour le plan de rattrapage scolaire, le Centre de pédiatrie sociale est entré en contact avec la députée provinciale Isabelle Charest, qui contribue 5000 \$ via son budget discrétionnaire à ce projet, et avec le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs pour pouvoir mettre la main à la pâte.

La présidente et médecin de famille à Main dans la main, la Dre Anne Rouleau, a d'ailleurs rappelé que les enfants et les jeunes qui fréquentent le Centre de pédiatrie sociale sont en situation de grande vulnérabilité.

« Ils ont été particulièrement affectés par la grève, que ce soit au niveau des apprentissages scolaires ou des apprentissages sociaux, a-t-elle affirmé. Certains se sont retrouvés très isolés une fois de plus, faisant face à une

Dévoilement des perspectives architecturales pour la construction de la nouvelle école Saint-Philippe



Saint-Jérôme, le 26 avril 2024. – Le projet de reconstruction de l'école primaire Saint-Philippe à Brownsburg-Chatham a été officialisé aujourd'hui dans le cadre de la présentation des esquisses du futur bâtiment. Pour l'occasion, le directeur général du Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord (CSSRDN), M. René Brisson, a dévoilé les perspectives architecturales de ce nouvel établissement. Mme Agnès Grondin, députée d'Argenteuil, et M. Kévin Maurice, maire de Brownsburg-Chatham, étaient également présents lors de cette importante annonce, qui favorisera un renouveau dans l'offre d'établissements d'enseignement sur le territoire de la MRC d'Argenteuil.

Par la même occasion, une pelletée de terre symbolique a eu lieu pour souligner le début des travaux de construction sur le site du futur établissement. Le plan de construction prévoit que l'école pourra accueillir jusqu'à 384 élèves à son ouverture au cours de l'année 2026-2027. Ce projet représente un investissement de plus de 28 millions de dollars.

La nouvelle école, d'une superficie de 4 200 m², comptera 16 classes pouvant accueillir les élèves du préscolaire à la sixième année du primaire.

Le bâtiment de deux étages sera doté d'une bibliothèque, d'un gymnase, d'équipements à la fine pointe de la technologie et d'espaces collaboratifs : tout sera présent pour favoriser la socialisation, les apprentissages et la réussite des élèves. Une cour aménagée fait également partie du plan d'aménagement afin d'offrir des espaces extérieurs sécuritaires pour les élèves.

Des matériaux du Québec, dont l'acier, du revêtement métallique imitation bois et de la brique teintés de bleu, seront mis

en valeur dans la construction. Une grande fenestration privilégiera l'apport de lumière naturelle et permettra d'avoir une vue sur les arbres de la cour intérieure à partir des classes. La conception assurera une performance énergétique qui répond aux normes de performance énergétique.

Citations

« La nouvelle école Saint-Philippe sera adaptée à l'ère du temps et permettra aux élèves d'avoir accès à une école lumineuse, propice aux apprentissages. Elle sera également un environnement de travail répondant aux besoins de notre personnel. Je suis très heureux de voir ce projet se réaliser sur le territoire de la MRC d'Argenteuil, qui voit son bassin populationnel grandir. Je remercie tous nos collaborateurs grâce à qui je peux annoncer aujourd'hui ce projet porteur pour la communauté servie par le Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord », a affirmé M. René Brisson, directeur général du CSSRDN.

« Nous franchissons une étape importante des travaux en vue de la construction de la nouvelle école primaire Saint-Philippe. Notre objectif est toujours d'offrir des écoles modernes, dynamiques et adaptées aux besoins des jeunes. Je remercie la Municipalité et le Centre de services scolaires de la Rivière-du-Nord, qui ont participé activement à l'avancement du projet », a mentionné M. Bernard Drainville, ministre de l'Éducation.

« Je suis emballée par l'annonce d'aujourd'hui, qui nous transporte un peu plus dans le concret de ce magnifique projet intégré dans son milieu. Les perspectives architecturales dévoilées aujourd'hui nous confirment les qualités inspirantes et modernes de cette école, qui saura nourrir la curiosité et le désir d'apprendre des futures générations d'élèves. Le lancement des travaux d'une nouvelle école est un moment marquant et je salue tous les acteurs qui contribuent

à l'avancement de ce dossier dont toute la communauté pourra être fière », a ajouté Mme Agnès Grondin, députée d'Argenteuil.

« Je suis extrêmement emballé de franchir cette étape importante du projet. Les perspectives architecturales dévoilées aujourd'hui pour la nouvelle école Saint-Philippe témoignent de notre engagement envers l'éducation de nos enfants et leur offriront un environnement d'apprentissage exceptionnel pour évoluer. C'est un symbole tangible de notre vision pour l'avenir, où chaque enfant pourra s'épanouir et réaliser son plein potentiel », a mentionné Kévin Maurice, maire de Brownsburg-Chatham.

Prochaines étapes

Les travaux doivent commencer dans les prochains jours et se poursuivre jusqu'en 2026. L'entrepreneur, la Municipalité et le CSSRDN continueront de collaborer afin que les travaux se déroulent dans le respect des échéanciers.

Équipes de projet

Tisseur Inc. agit à titre d'entrepreneur général. Le concept architectural est l'oeuvre de la firme Héloïse Thibodeau Architecte Inc. Les travaux de structure et les travaux de génie mécanique, civil et d'électricité sont sous la responsabilité de la firme d'ingénieurs GBI Experts-conseils Inc. Les travaux reliés à la protection incendie sont assumés par Giclocept inc. L'architecture du paysage, quant à elle, a été confiée à la firme KAP.

Des nouveaux espaces en réponse à la croissance des élèves d'Argenteuil

La construction de la nouvelle école Saint-Philippe s'inscrit dans le cadre du Plan directeur immobilier du CSSRDN. Il s'agit d'une planification sur dix ans des besoins de l'organisation pour faire face à la croissance démographique de son territoire, assurer une place à chaque élève et maintenir ses bâtiments en bon état afin que ceux-ci continuent d'offrir un milieu scolaire favorisant les apprentissages.

Il sera possible de suivre l'évolution de ce chantier en visitant le site Internet du CSSRDN.

Les parents déplorent le «vide de service»

Le Comité de parents du Centre de services scolaire des Chênes (CSSDC) déplore le «vide de service» qu'occasionnera la suspension de près de 40 % des classes de maternelle 4 ans sur le territoire dès la prochaine rentrée scolaire.

EMMANUELLE LEBLOND

@journalexpress.ca

En raison du manque d'espace dans les écoles primaires, l'organisation scolaire a décidé de suspendre sept groupes de maternelle 4 ans, sur un total de 18, lors de la prochaine rentrée scolaire.

Les écoles concernées sont les suivantes: Immaculée-Conception, Aux Quatre-Vents, L'Aquarelle, De la Marconi, À l'Orée-des-Bois, Bruyère et Sainte-Jeanne-d'Arc.

Ainsi, un total de 11 établissements scolaires offrira la maternelle 4 ans dans Drummond.

La présidente du Comité de parents, Marie Pier Bessette, se dit préoccupée. «Ce sont des classes qui étaient annoncées et

pour lesquelles les inscriptions étaient déjà faites. C'est donc des familles à qui l'on va dire dans les prochaines semaines que leurs enfants n'iront pas à l'école en septembre.»

Sur une estimation de 238 élèves, un peu plus de 85 parmi ceux-ci ne pourront pas accéder à une classe de maternelle 4 ans, fait savoir le CSSDC.

La suspension de ces groupes n'est pas sans conséquence, selon Marie Pier Bessette. «En théorie, les enfants vont rester dans leur milieu de garde. S'ils restent, ça ne laisse pas de place à de nouveaux enfants», soutient-elle.

Potentiellement, certains parents ne pourront pas retourner au travail, indique-t-elle. Et les enfants concernés se voient privés d'un tel service, ce qui peut freiner leur développement.

Cette dernière explique que la maternelle 4 ans permet aux jeunes qui vivent dans les milieux défavorisés d'avoir accès à des services éducatifs adéquats en petite enfance. Le programme Passe-Partout offre également un premier contact avec le milieu scolaire.

La suspension des groupes de maternelle 4 ans crée un trou de service, soutient Marie Pier Bessette.

«Le centre de services scolaire ne peut

pas réouvrir ses classes de Passe-partout, afin de minimalement tisser un filet social autour des enfants les plus vulnérables. Le ministère ne permet pas d'avoir du financement pour une classe Passe-Partout lorsqu'il y a fermeture de maternelle 4 ans.»

Notons que le programme Passe-Partout est actuellement offert dans deux écoles primaires, soit celles de Cyrille-Brassard et Saint-Eugène. Il n'est pas disponible dans les établissements scolaires qui proposent la maternelle 4 ans.

Manque de place

L'automne dernier, le CSSDC a déposé une dizaine de demandes à la Société québécoise des Infrastructures du Québec, incluant des projets de construction et d'agrandissement d'écoles, afin de répondre aux déficits d'espace.

Le nombre d'élèves ne cesse de croître dans la région et les classes de francisation et d'accueil explosent.

L'organisation scolaire vise la construction de trois nouvelles écoles primaires, soit dans le secteur nord et sud de Drummondville et à Saint-Cyrille-de-Wendover. Des agrandissements d'établissements scolaires sont souhaités dans six établissements scolaires, dont cinq au primaire et un au secondaire.

L'école des Moissons fait enfin peau neuve

Adaée Beaulieu | La Pensée

Les travaux pour remettre au goût du jour l'école des Moissons de Saint-Théodore-d'Acton ont débuté récemment au grand bonheur du maire Guy Bond. Ils seront terminés à la fin de l'année 2025.

« L'école avait vraiment besoin de beaucoup d'amour », a-t-il déclaré. Rappelons que la Municipalité supporte ce projet depuis 2022. Elle a acquis, cette année-là, un terrain vague situé sur la rue Sainte-Catherine, entre l'école et le cimetière, à la Fabrique de la paroisse de Saint-Théodore-d'Acton pour une somme de 130 000 \$.

Le but était de faciliter les travaux de réfection, mais aussi d'y aménager un gymnase. Ce projet attend toujours l'aval du ministère de l'Éducation. Une demande est faite annuellement depuis l'année scolaire 2020-2021 par le Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSSH). Si l'ajout d'un gymnase n'est pas autorisé, la Municipalité reprendra le terrain afin d'implanter son troisième projet de développement domici-

liaire, toujours en attente de l'aval du ministère de l'Environnement.

Pour les autres demandes relatives aux travaux, entre autres l'installation d'un système de géothermie plutôt qu'au mazout, l'aménagement des locaux et de la bibliothèque commune, c'est en juin 2022 que le CSSSH a obtenu le feu vert du Ministère. Celui-ci finance le projet évalué à 8,5 M\$, incluant les services professionnels, à hauteur de 89 % par le biais de sa mesure de maintien d'actifs immobilier, à 10 % par sa sous-mesure de l'amélioration de la qualité de l'air dans les écoles et à 1 % par sa sous-mesure des établissements écoresponsables. Les sources de financement ont été autorisées par le conseil d'administration du CSSSH pendant l'année scolaire 2021-2022 pour les plans et devis et en 2023-2024 pour la réalisation des travaux.

À ce jour, les forages du puits géothermique ont été réalisés, la façade de briques a été démolie en vue du futur agrandissement de la salle mécanique et le réservoir de mazout a été enlevé et la décontamination a été réalisée.

Actuellement, les travaux n'empêchent pas la présence des élèves, mais d'ici la prochaine rentrée scolaire, des classes modulaires seront livrées pour libérer l'espace touché par les travaux. Le raccordement aux différents services ainsi que l'agrandissement de la salle mécanique seront aussi réalisés. Les éléments techniques seront également mis en place dans celle-ci. Le raccordement du puits géothermique sera aussi au menu ainsi que la mise aux normes du bloc sanitaire du rez-de-chaussée, incluant les toilettes, les nouveaux vestiaires et les rangements. Les rénovations débiteront aussi dans les secteurs du service de garde, de l'administration et de la salle des enseignants. Le volet architecture est réalisé par Francis Lussier Architecte et celui de l'ingénierie par CIMA+.

Une nouvelle campagne de financement est lancée

SERGE LAMONTAGNE

redaction@lavoixdusud.com

LAC-ETCHEMIN. Le projet de revitalisation de la cour de récréation de l'école Notre-Dame de Lac-Etchemin prend forme de plus en plus. Si tout va bien, certains travaux pourraient débuter dès l'été 2024. Sinon, ceux-ci devraient être réalisés en 2025.

Ce projet, évalué à 270 000 \$, sera financé en partie par le Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin qui a accepté le projet dans son ensemble et réservé une somme de 20 000 \$ à même son enveloppe budgétaire, en plus d'acheminer celui-ci au ministère de l'Éducation pour un financement supplémentaire de 100 000 \$.

«Si ce n'est pas en 2024, nous devrions recevoir une confirmation de ce financement en 2025», a indiqué l'enseignant Jean-Philippe Lehouillier, membre du comité de la cour d'école.

Ce projet, qui a-t-il rappelé servira autant aux enfants qu'à l'ensemble de la population lacetcheminoise en dehors des heures de classe, nécessitera de plus un important financement de la part du milieu. De 50 000 \$

qu'il était au départ, celui-ci sera de l'ordre de 150 000 \$. Une part importante de cette somme, soit 120 000 \$, a déjà été récoltée et pour atteindre cet objectif ultime, une nouvelle campagne de financement visant à amasser 30 000 \$ a officiellement été lancée au cours des derniers jours.

Les citoyens intéressés sont donc invités à faire des dons ou acheter divers articles promotionnels aux couleurs de l'école Notre-Dame (t-shirts, chandails de type kangourou ou casquettes). M. Lehouillier a précisé que les personnes qui feront des dons pourront recevoir un reçu pour fins d'impôt, si elles le désirent. Des dépliants permettant aux gens de commander des vêtements ont été acheminés par la poste au cours des derniers jours.

Rappelons que depuis deux ans, différentes campagnes de financement ont été organisées par les élèves et le comité de la cour de l'école, que ce soit par la vente de cartes de Noël et de chocolats YOMA, ou encore dans le cadre du Méga-Rallye familial de Lac-Etchemin présenté l'automne dernier.

Avant la dernière période des Fêtes, les élèves avaient communiqué avec les entreprises et organismes lacetcheminois, leur acheminant des lettres personnalisées

accompagnées de dessins présentant leur vision de leur future cour d'école. Soixante-huit d'entre eux ont répondu positivement, certains (Municipalité de Lac-Etchemin, Caisse des Etchemins, C2 Services financiers ainsi que la Fondation Lorraine & Jean Turmel) offrant même des contributions minimales de 10 000 \$.

Soulignons enfin que pour lancer cette nouvelle campagne de financement, certains membres du personnel ont remis 1 600 \$ pour la réalisation de ce projet, en plus de contribuer bénévolement à l'avancement de celui-ci.

Lors du point de presse tenu le jeudi 2 mai dernier, les partenaires présents ainsi que les élèves ont appris les principaux aménagements qui seront effectués dans la cour d'école lors des travaux prévus en 2024 ou en 2025, pour la plupart.

Rattraper le retard pris

L'Instance régionale de concertation en persévérance scolaire et réussite éducative de la Montérégie (IRCM) a dévoilé son plan d'action concret pour soutenir les mesures de rattrapage scolaire annoncées par le ministère de l'Éducation.

Frédéric Khalkhal
fkhalkhal@versants.com

Ce plan, élaboré en collaboration avec les acteurs locaux et en appui aux établissements scolaires de la région, vise à mettre en place des initiatives pour aider les élèves de la région à surmonter les défis liés à la grève des enseignants.

Un engagement financier et humain important

L'IRCM répartit le budget qui lui a été alloué entre 27 projets complémentaires aux initiatives gouvernementales et qui doivent être réalisés d'ici le 31 décembre 2024. Cet investissement s'ajoute aux actions spécifiques au milieu de l'édu-

cation entreprises par le gouvernement du Québec, qui accorde également un financement direct à certains organismes communautaires en Montérégie, en particulier les maisons de jeunes.

« Le montant total alloué pour le plan de rattrapage en Montérégie est chiffré à 700 000 dollars. Ce montant a été calculé en fonction du nombre de jours de grève, donc des jours de classe perdus. Les projets ont été sélectionnés selon les préoccupations ministérielles. Les critères incluent la francisation, la littératie, la motivation des jeunes à retourner à l'école et le tutorat », explique au journal Wahid Bentour, porte-parole de l'IRCM.

Des projets ciblés et complémentaires

L'IRCM est convaincue que la collaboration et la mobilisation de tous les acteurs du milieu sont essentielles pour garantir une réponse efficace et durable aux défis rencontrés par les élèves de la Montérégie.

Une attention particulière est portée par les projets pour les personnes issues de l'immigration qui répondent à une préoccupation ministérielle, d'où la mise en place de mesures spécifiques telles que la francisation et l'amélioration de la littératie.

« En Montérégie, on compte en moyenne huit journées de grève. D'autres régions, notamment Montréal, ont été plus affectées. Mais nous aimerions dire que chaque journée perdue est une journée en moins pour la réussite éducative des jeunes, et il est essentiel de mettre l'accent sur ce point », de conclure M. Bentour.

le journal de montréal



Voici les 1000 fonctionnaires et élus les mieux payés

Les Québécois sont les contribuables les plus taxés en Amérique du Nord, mais il leur est bien difficile de savoir combien gagnent les fonctionnaires et les élus payés avec des fonds publics.

Inspiré de la fameuse Sunshine list dévoilée chaque année par le gouvernement ontarien, Le Journal a développé un outil qui regroupe toute l'information à disposition. Il sera mis à jour régulièrement. Tapez le nom d'une personne, d'un poste ou d'un organisme public, et le tour est joué.

« Les Québécois ont le fardeau fiscal le plus élevé en Amérique du Nord »

— Eric Girard, ministre des Finances, le
22 février 2024

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Charles Emond	PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION	CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (CDPQ)	4 434 000 \$
Emmanuel Jaclot	PREMIER VP ET CHEF DES INFRASTRUCTURES	CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC	2 902 997 \$
Nathalie Palladitcheff	PRÉSIDENTE ET CHEFFE DE LA DIRECTION	IVANHOÉ CAMBRIDGE	2 850 000 \$
George Agethen	CO-CHEF DE L'ASIE-PACIFIQUE	IVANHOÉ CAMBRIDGE	2 405 539 \$
Vincent Delisle	PREMIER VICE-PRÉSIDENT ET CHEF DES MARCHÉS LIQUIDES	CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC	2 215 000 \$
Jean-Marc Arbaud	PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION	CDPQ INFRA	1 760 385 \$
Kim Thomassin	PREMIÈRE VP ET CHEFFE, QUÉBEC	CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC	1 760 000 \$
Martin Longchamps	PREMIER VP ET CHEF DU PLACEMENT PRIVÉ	CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC	1 755 000 \$
Marc-André Blanchard	PREMIER VP ET CHEF, CDPQ MONDIAL	CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC	1 750 000 \$
Rana Ghorayeb	PRÉSIDENTE ET CHEFFE DE LA DIRECTION	OTERA CAPITAL	1 750 000 \$
Karim Habra	CHEF DE L'EUROPE ET CO-CHEF DE L'ASIE PACIFIQUE	IVANHOÉ CAMBRIDGE	1 255 256 \$
Guy Leblanc	EX-PDG	INVESTISSEMENT QUÉBEC	1 008 209 \$
Bicha Ngo	VP (MAINTENANT PDG)	INVESTISSEMENT QUÉBEC	877 113 \$
Claudine Bouchard	VP EXEC. ET CHEFFE DE L'EXPLOITATION ET DES INFRASTRUCTURES	HYDRO-QUÉBEC	658 783 \$
Geneviève Biron	PDG	SANTÉ QUÉBEC	652 000 \$
Michael Sabia	MEMBRE DU CA ET PDG	HYDRO-QUÉBEC	639 000 \$
Sophie Brochu	EX-PDG	HYDRO-QUÉBEC	638 002 \$
Marie Zakaïb	PREMIÈRE VP, RH ET COMM. INTERNES	INVESTISSEMENT QUÉBEC	629 213 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Jean-Hugues Lafleur	VP EXEC. ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE	HYDRO-QUÉBEC	616 187 \$
Christian Settano	PREMIER VP FIN., GEST. DES RISQUES DE CRÉDIT ET TECH. D'AFFAIRES	INVESTISSEMENT QUÉBEC	613 934 \$
Sylvie Pinsonnault	PREMIÈRE VP STRATÉGIES, INNOVATION ET DÉV. DURABLE	INVESTISSEMENT QUÉBEC	613 934 \$
Pierre Despars	VP EXEC. – STRATÉGIES ET DÉV.	HYDRO-QUÉBEC	553 923 \$
Jean-François Bergeron	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	546 172 \$
David H. Eidelman	V.-RECT. ET DOYEN – FAC. DE MÉDECINE ET SCIENCES DE LA SANTÉ	UNIVERSITÉ MCGILL	533 624 \$
Catherine Dagenais	PRÉSIDENTE ET CHEFFE DE LA DIRECTION	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	530 388 \$
Jacques Farcy	PDG	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	528 215 \$
Frédéric Abergel	VP	SANTÉ QUÉBEC	520 950 \$
Louis Morisset	PDG	AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS	494 422 \$
Suzanne Fortier	RECTEUR ET VICE-CHANCELIER	UNIVERSITÉ MCGILL	492 543 \$
Graham Carr	RECTEUR ET VICE-CHANCELIER	UNIVERSITÉ CONCORDIA	485 506 \$
Nathalie Dubois	VP – TALENTS ET CULTURE	HYDRO-QUÉBEC	482 718 \$
Kevin G. Taylor	VP EXEC. ET CHEF DE L'EXPL. DES CASINOS ET DES SALONS DE JEUX	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	463 656 \$
Daniel Jutras	RECTEUR	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	455 635 \$
Marc Weinstein	V.-RECT. OPÉRATIONS AVANCEMENT UNIL	UNIVERSITÉ MCGILL	443 016 \$
Isabelle Jean	VP EXEC. ET CHEF DE L'EXPLOITATION DES LOTERIES	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	426 198 \$
Denis Daly	VP CORP. ET CHEF DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET DES TECH.	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	423 787 \$
Alexandre Sieber	PREMIER VP EXEC., FINANCEMENT CORPORATIF	INVESTISSEMENT QUÉBEC	414 965 \$
Marlène Landry	DIR. DES SERV. PROF.	CRUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINTE-JEAN	410 869 \$
Édith Fillion	VP ET CHEF DE LA DIR. FINANCIÈRE	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	400 574 \$
Lucie Opatrny	PDG	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	397 897 \$
Yves Ouellet	SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET GREFFIER	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	387 580 \$
Marie-Claude Tremblay	VP CORPORATIVE AUX FINANCES ET À L'ADMIN.	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	383 869 \$
Olivier Roy	DIR. DES SERV. PROF.	CRUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	383 203 \$
Stéphane Bergeron	SOUS-MINISTRE ADJ.	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	375 000 \$
Philippe Gros	PREMIER V.-RECT., RECHERCHE ET INNOVATION	UNIVERSITÉ MCGILL	371 240 \$
Clada Anne Marie Josée Godi	DIR. SANTÉ PUBLIQUE	CRUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	369 010 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Jean-Hugues Lafleur	VP EXEC. ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE	HYDRO-QUÉBEC	616 187 \$
Christian Settano	PREMIER VP FIN. DEST. DES RISQUES DE CRÉDIT ET TECH. D'AFFAIRES	INVESTISSEMENT QUÉBEC	613 934 \$
Sylvie Pinsonnault	PREMIÈRE VP, STRATÉGIES, INNOVATION ET DÉV. DURABLE	INVESTISSEMENT QUÉBEC	613 934 \$
Pierre Despars	VP EXEC. – STRATÉGIES ET DÉV.	HYDRO-QUÉBEC	553 923 \$
Jean-François Bergeron	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	546 172 \$
David H. Eidelman	V-RECT. ET DOYEN – FAC. DE MÉDECINE ET SCIENCES DE LA SANTÉ	UNIVERSITÉ MCGILL	533 624 \$
Catherine Dagenais	PRÉSIDENTE ET CHEFFE DE LA DIRECTION	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	530 388 \$
Jacques Farcy	PDG	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	528 215 \$
Frédéric Abergel	VP	SANTÉ QUÉBEC	520 950 \$
Louis Morisset	PDG	AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS	494 422 \$
Suzanne Fortier	RECTEUR ET VICE-CHANCELIER	UNIVERSITÉ MCGILL	492 543 \$
Graham Carr	RECTEUR ET VICE-CHANCELIER	UNIVERSITÉ CONCORDIA	485 506 \$
Nathalie Dubois	VP – TALENTS ET CULTURE	HYDRO-QUÉBEC	482 718 \$
Kevin G. Taylor	VP EXEC. ET CHEF DE L'EXPL. DES CASINOS ET DES SALONS DE JEUX	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	463 656 \$
Daniel Jutras	RECTEUR	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	455 635 \$
Marc Weinstein	V-RECT. OPÉRATIONS AVANCEMENT UNI.	UNIVERSITÉ MCGILL	443 016 \$
Isabelle Jean	VP EXEC. ET CHEF DE L'EXPLOITATION DES LOTERIES	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	426 198 \$
Denis Daly	VP CORP. ET CHEF DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET DES TECH.	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	423 787 \$
Alexandre Sieber	PREMIER VP EXEC., FINANCEMENT CORPORATIF	INVESTISSEMENT QUÉBEC	414 965 \$
Marlène Landry	DIR. DES SERV. PROF.	CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINTE-JEAN	410 869 \$
Édith Filion	VP ET CHEF DE LA DIR. FINANCIÈRE	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	400 574 \$
Lucie Opatrny	PDG	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	397 897 \$
Yves Ouellet	SECÉTAIRE GÉNÉRAL ET GREFFIER	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	387 580 \$
Marie-Claude Tremblay	VP CORPORATIVE AUX FINANCES ET À L'ADMIN.	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC	383 869 \$
Olivier Roy	DIR. DES SERV. PROF.	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	383 203 \$
Stéphane Bergeron	SOUS-MINISTRE ADJ.	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	375 000 \$
Philippe Gros	PREMIER V-RECT., RECHERCHE ET INNOVATION	UNIVERSITÉ MCGILL	371 240 \$
Clada Anne Marie Josée Godi	DIR. SANTÉ PUBLIQUE	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	369 010 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Luc Bourdeau	VP, CHAÎNE D'APPROV.	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	367 946 \$
Yv Bonnier Viger	DIR. SANTÉ PUBLIQUE	CISSS DE LA GASPÉSIE	367 815 \$
Federico Pasin	DIRECTEUR DE L'ÉCOLE	HEC MONTRÉAL	367 725 \$
Christopher Manfredi	V. RECT. EXEC. ET V. RECT. AUX ÉTUDES	UNIVERSITÉ MCGILL	366 264 \$
Yves Beauchamp	V. RECT., ADMINISTRATION ET FINANCES	UNIVERSITÉ MCGILL	366 146 \$
Marie-Claude Léonard	DIRECTRICE GÉNÉRALE	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	365 755 \$
Yolande Chan	DOYENNE, FAC. DE GESTION DES SAUTELS	UNIVERSITÉ MCGILL	365 000 \$
Sophie D'Amours	RECTRICE	UNIVERSITÉ LAVAL	358 284 \$
François Aumond	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	355 132 \$
Morty Yalovsky	DOYENNE, FAC. DE GESTION, PAR INTERIM	UNIVERSITÉ MCGILL	352 017 \$
Anne Whitelaw	DOYENNE, V. RECT. EXEC. AUX AFFAIRES ACAD.	UNIVERSITÉ CONCORDIA	351 900 \$
Michael Di Grappa	V. RECT. AUX SERVICES ET AU DÉV. DURABLE	UNIVERSITÉ CONCORDIA	351 655 \$
Serge Lamontagne	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE MONTRÉAL	347 779 \$
Luc Monty	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE QUÉBEC	346 836 \$
Dominique Bérubé	V. RECT. À LA RECHERCHE ET AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES, INTERIM	UNIVERSITÉ CONCORDIA	345 000 \$
Nathalie Guilbeault	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA GASPÉSIE	342 449 \$
Samuel Benaroya	V. RECT. ADJ., AFFAIRES DE LA SANTÉ	UNIVERSITÉ MCGILL	338 775 \$
Martha Crago	V. RECT., RECHERCHE ET INNOVATION	UNIVERSITÉ MCGILL	337 931 \$
Luc Boileau	DIR. NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	336 615 \$
Carl Boucher	VP, TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	333 547 \$
Benoît Collette	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE LAVAL	332 299 \$
Martin Beaumont	MEMBRE DU CA ET PDG	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	330 897 \$
Horacio Arruda	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	330 015 \$
Michael Goldbloom	PRINCIPAL ET VICE-CHANCELIER	UNIVERSITÉ BISHOP'S	329 787 \$
Joseph-Marie-Lionel Jospitre	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	328 699 \$
Alain Brière	DIR. EXEC. RH ET DIR. EXEC. PLANIFICATION ET FINANCES	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	328 006 \$
Paul Chesser	V. RECT. À L'AVANCEMENT	UNIVERSITÉ CONCORDIA	325 333 \$
Donald Aubin	DIRECTEUR SANTÉ PUBLIQUE	CISSS DU SAQUÉNAÏ - LAC-SAINT-JEAN	325 306 \$
C. Colleen Cook	DOYENNE DES BIBLIOTHÈQUES	UNIVERSITÉ MCGILL	321 689 \$
Frederica Jacobs	SEC. GÉN. ET DIR. SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	UNIVERSITÉ CONCORDIA	321 145 \$
Martine Comtois	VP, AFFAIRES CORPORATIVES ET SEC. GÉN.	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	319 684 \$
Daniel Paré	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ DES RH ET DE LA RÉMUNÉRATION	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	318 641 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Claudine Lamarre	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	317 632 \$
Julien Clément	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	317 632 \$
Martine Leblanc	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	317 632 \$
Michael Tanzer	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	317 632 \$
Mylène Drouin	DIRECTRICE SANTÉ PUBLIQUE	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	317 632 \$
Nadia Giannetti	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	317 632 \$
Pierre M. Bourgouin	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHUM	317 632 \$
Diane Lefebvre	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	317 364 \$
Marie-Pier Nolet	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	317 364 \$
Benoît Gendron	DIRECTEUR GÉNÉRAL	AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN	312 173 \$
Denis Cossette	CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE	UNIVERSITÉ CONCORDIA	311 365 \$
Dominique Savoie	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	310 063 \$
Daniel Genest	DIRECTEUR DE PROJET - RÉSEAU STRUCTURANT DE TRANSPORT EN COMMUN	QUÉBEC	309 143 \$
Gilles Savard	EX-DIRECTEUR GÉNÉRAL	ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	308 805 \$
Julien Poitras	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	304 685 \$
Michèle de Guise	MEMBRE DU CA ET PDG	INSTITUT NATIONAL D'EXCELLENCE EN SANTÉ ET EN SERVICES SOCIAUX	303 614 \$
Jim Nicell	DOYEN, FAC. DE GÉNIE	UNIVERSITÉ MCGILL	303 038 \$
Robert Leckey	DOYEN, FAC. DE DROIT	UNIVERSITÉ MCGILL	301 213 \$
Martin Koskinen	DIR. DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	301 063 \$
Philippe Beauregard	CHEF DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS	UNIVERSITÉ CONCORDIA	300 315 \$
André Dontigny	DIRECTEUR SANTÉ PUBLIQUE	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	300 268 \$
Elie Boustani	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DES LAURENTIDES	300 268 \$
Lynda Thibeault	DIRECTRICE SANTÉ PUBLIQUE	CISSS DE L'ANAUDIÈRE	300 268 \$
Saber Labidi	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'ANAUDIÈRE	300 268 \$
Stephanie Raymond-Carrier	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	300 268 \$
Stéphane Tremblay	PDG	CISSS DE L'ESTRIE - CHUJS	299 619 \$
Maud Cohen	DG	ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	298 735 \$
Linda Lebrun	N.D.	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	296 145 \$
Simon Rousseau	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE GATINEAU	295 800 \$
Anne-Marie Grenier	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	294 696 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Marie-Claude Parent	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	294 696 \$
Éric Ducharme	SECÉTAIRE	SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	293 303 \$
Guyline Leclerc	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	292 921 \$
Lawrence Rosenberg	PDG	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	290 371 \$
Éric Filteau	V.-RECT. À L'ADMINISTRATION ET AUX FINANCES	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	288 395 \$
Frédéric Bouchard	DOYEN - FAC. DES ARTS ET DES SCIENCES	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	288 395 \$
Marie-Josée Hébert	V.-RECT. À LA RECHERCHE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	288 395 \$
Sylvain Yelle	DIRECTEUR GÉNÉRAL	RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN (EXO)	287 156 \$
Nicolas Dalmau	VP EXPLOITATION ET DG	ALBECOUR INC.	285 995 \$
Monique St-Pierre	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	283 855 \$
Alain Turcotte	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LAVAL	283 854 \$
André Simard	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MONTRÉGIE-EST	283 854 \$
Éric Goyer	DIRECTEUR SANTÉ PUBLIQUE	CISSS DES LAURENTIDES	283 854 \$
Gaétan Filion	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MONTRÉGIE-OUEST	283 854 \$
Inthysone Rajvong	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MONTRÉGIE-CENTRE	283 854 \$
Isabelle Samson	DIRECTRICE SANTÉ PUBLIQUE	CISSS DE L'ESTRIE - CHUS	283 854 \$
Jean-Pierre Trépanier	DIRECTEUR SANTÉ PUBLIQUE	CISSS DE LAVAL	283 854 \$
John Machado	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	283 854 \$
Liliana Romero Chica	DIRECTRICE SANTÉ PUBLIQUE	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	283 854 \$
Louise Miner	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	283 854 \$
Lucie Poitras	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MONTRÉGIE-OUEST	283 854 \$
Caroline Barbir	PDG	CHU SAINTE-JUSTINE	283 693 \$
Richard Deschamps	PDG	CISSS DE LA MONTRÉGIE-CENTRE	283 693 \$
Brigitte Pinard	DIRECTRICE SANTÉ PUBLIQUE	CISSS DE L'OUTAOUAIS	283 584 \$
Louise Béliveau	V.-RECT. AUX AFFAIRES ÉTUDIANTES ET AUX ÉTUDES	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	282 740 \$
Catherine Lemay	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	279 458 \$
Cristiane Tinmouth	V.-RECT. ADJ., SERVICES FINANCIERS	UNIVERSITÉ MCGILL	278 969 \$
Valérie Amiraux	V.-RECT. AUX PARTENARIATS COMMUNAUTAIRES ET INTERNATIONAUX	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	278 628 \$
Bruce Lennox	DOYEN, FAC. DES SCIENCES	UNIVERSITÉ MCGILL	278 128 \$
Guy Thibodeau	PDG	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	277 016 \$
François Courchesne	V.-RECT. AUX RH ET AUX AFFAIRES PROFESSORALES	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	276 024 \$
Jean-François Gaudreault-Desbiens	V.-RECT. À LA PLANIFICATION ET À LA COMM. STRAT.	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	276 024 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Alexandre Parizeau	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE LONGUEUIL	275 680 \$
François Bertrand	DIR. DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	274 500 \$
Alexandre Chabot	SECÉTAIRE GÉNÉRAL	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	273 968 \$
Nancy Fréchette	DIR. EXEC. – PLANIFICATION, ENTRETIEN, INFRASTRUCTURES ET APPROV.	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	273 619 \$
Michael Pecho	V.-RECT. AUX RELATIONS AVEC LES DIPLÔMÉS ET À LA PHILANTHROPIE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	271 787 \$
Patrick Cossette	DOYEN - FAC. DE MÉDECINE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	270 601 \$
Nadia Hardy	V.-RECT. EXEC. DÉLÉGUÉE ET V.-RECT. EXEC. ADJ.	UNIVERSITÉ CONCORDIA	270 300 \$
François Legault	PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	270 120 \$
Diana Dutton	V.-RECT. ADJ., RH	UNIVERSITÉ MCGILL	269 392 \$
Patrick Simard	PDG	CIUSSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	269 321 \$
Daniel Lefrançois	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	268 334 \$
Diane Poirier	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	268 334 \$
Isabelle Samson	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	268 334 \$
Jean Longtin	DIRECTEUR	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	268 334 \$
Jean-François Labelle	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA CÔTE-NORD	268 334 \$
Louis Prévost	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DU BAS-ST-LAURENT	268 334 \$
Nicolas Gillot	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE L'OUTAOUAIS	268 334 \$
Richard Coovi Fachehoun	DIRECTEUR SANTÉ PUBLIQUE	CIUSSS DE LA CÔTE-NORD	268 334 \$
Sylvain Leduc	DIRECTEUR SANTÉ PUBLIQUE	CIUSSS DU BAS-ST-LAURENT	268 334 \$
Marie-Josée Gariépy	V.-RECT. ADJ., OPÉRATIONS AVANCEMENT UNIL	UNIVERSITÉ MCGILL	268 156 \$
Anja Geitmann	V.-RECT. ADJ. ET DOYENNE, FAC. D'AGRICULTURE ET SCIENCES ENVIRONNEMENTALES	UNIVERSITÉ MCGILL	267 851 \$
Benoit Dagenais	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION	266 639 \$
Carole Arav	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	266 639 \$
David Bahan	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE	266 639 \$
Édith Lapointe	NÉGOCIATRICE EN CHEF DU GOUVERNEMENT ET SEC. ASSOCIÉE	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	266 639 \$
Marie-Josée Lizotte	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	266 639 \$
Patrick Dubé	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	266 639 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Alain Dufort	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	VILLE DE MONTRÉAL	266 574 \$
Diane Bouchard	DIRECTRICE DE SERVICE - RH	VILLE DE MONTRÉAL	266 574 \$
Fady Dagher	DIRECTEUR DE POLICE	VILLE DE MONTRÉAL	266 574 \$
Peggy Bachman	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	VILLE DE MONTRÉAL	266 574 \$
Philippe Krivicky	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	VILLE DE MONTRÉAL	266 574 \$
Johanne Turbide	SECÉTAIRE GÉNÉRALE	HEC MONTRÉAL	266 023 \$
Fernand Boudreault	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE SAINT-JÉRÔME	265 193 \$
Rosemonde Landry	PDG	CISSS DES LAURENTIDES	265 110 \$
Laurent Chevrot	DIRECTEUR GÉNÉRAL	AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE	264 751 \$
Jean-François Fortin-Verreault	PDG	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	264 715 \$
Serge Varin	PDG	COMV INC.	264 115 \$
Danielle Fleury	PDG ADJOINTE	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	263 824 \$
Jacques Couillard	PDG ADJOINT	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	263 824 \$
Martine Alfonso	PDG ADJ.	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	263 824 \$
Denis Bouchard	PDG	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	262 678 \$
Mélanie La Couture	MEMBRE DU CA ET PDG	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL	262 678 \$
Guy Benedetti	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE BROSSARD	262 650 \$
Robert Beauregard	V.-RECT. EXEC. ET V.-RECT. ÉTUDES ET AFFAIRES ÉTUDIANTES	UNIVERSITÉ LAVAL	261 840 \$
Marc Denoncourt	CHEF DES SERVICES D'INFORMATION	UNIVERSITÉ MCGILL	261 294 \$
Maryse Poupart	PDG	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	260 998 \$
Carola Weil	DOYENNE, ÉCOLE D'ÉDUCATION PERMANENTE	UNIVERSITÉ MCGILL	260 862 \$
Eiham Emami	DOYENNE, FAC. DE MÉDECINE DENTAIRE	UNIVERSITÉ MCGILL	260 533 \$
Annick Laberge	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	260 464 \$
Louis Arsenault	V.-RECT., COMM. ET RELATIONS EXTERNES	UNIVERSITÉ MCGILL	260 321 \$
Serge Striganuk	DIR. DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES	ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	258 514 \$
Massimo Iezioni	DIRECTEUR GÉNÉRAL	COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL	258 282 \$
Piero Greco	DIRECTEUR DES FINANCES	HEC MONTRÉAL	258 275 \$
Paule De Blois	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	256 384 \$
Julie Gingras	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DES FINANCES	255 836 \$
Martin Prud'Homme	DG ADJ.	MONTRÉAL	255 816 \$
Dilson Rassier	DOYEN, ÉDUCATION	UNIVERSITÉ MCGILL	255 775 \$
Nicolas Girard	DIRECTEUR GÉNÉRAL	RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	255 000 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Bruno Petrucci	PDG	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	254 914 \$
Natalie Petitclerc	PDG	CISSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	254 535 \$
Vincent Lehouillier	PDG	CISSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	254 535 \$
Julie Labbe	PDG	CISSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	254 407 \$
Alain Sans Cartier	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	253 942 \$
Brigitte Pelletier	SEC. GÉN. ASSOCIÉ AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	253 942 \$
Christine Tremblay	MEMBRE DU CA ET PDG	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	253 942 \$
Denis Marsolais	PDG	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	253 942 \$
Gilbert Charland	SECÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	253 942 \$
Johanne Beausoleil	DIRECTRICE GÉNÉRALE	SÛRETÉ DU QUÉBEC	253 942 \$
Line Drouin	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS	253 942 \$
Manuelle Oudar	PDG	CNESST	253 942 \$
Marc Croteau	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	253 942 \$
Marie-Claude Champoux	PRÉSIDENTE	OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	253 942 \$
Patrick Beauchesne	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DU PLAN NORD	253 942 \$
Pierre E. Rodrigue	SOUS-MINISTRE ET DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION	MINISTÈRE DE LA CYBERSECURITÉ ET DU NUMÉRIQUE	253 942 \$
Rémi Quirion	SCIENTIFIQUE EN CHEF	SCIENTIFIQUE EN CHEF	253 942 \$
Stéphane Pallage	RECTEUR	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	253 942 \$
Christian Lavallée	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHUM	253 666 \$
Jean Deschenes	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	253 666 \$
John Angelopoulos	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	253 666 \$
Justin Cross	DIRECTEUR	CISSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	253 666 \$
Marc Beique	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	253 666 \$
Claude Carette	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	VILLE DE MONTRÉAL	253 280 \$
Josée Filion	PDG	CISSS DE L'OUTAQUIAIS	252 690 \$
Tony Brisson	PDG	SIQUEM INC.	251 140 \$
Pierre Baptiste	DIR. DES AFFAIRES ACAD. ET DE L'EXPERIENCE ETUDIANTE	ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	250 874 \$
Yan Paquette	SOUS-MINISTRE ET SOUS-PROCURÉUR GÉN.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	250 417 \$
Karl Sacha Langlois	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE CHATEAUGUAY	250 000 \$
Josée Roy	DIRECTRICE GÉNÉRALE	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	250 000 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Marc Rousseau	DIR. EXEC. - EXPLOITATION	RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN (EXO)	249 945 \$
Dave Leclerc	VICE-PRÉSIDENT	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	249 011 \$
Karl Malenfant	VP À L'EXPÉRIENCE NUMÉRIQUE	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	249 011 \$
William Cheaib	CHEF DE CABINET ET V.-RECT. ASSOCIÉ, RELATIONS INTER.	UNIVERSITÉ CONCORDIA	248 766 \$
Frédéric Cossette	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT INFRASTRUCTURES	VILLE DE LAVAL	247 224 \$
Geneviève Roy	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE PARTENARIATS CORPORATIFS	VILLE DE LAVAL	247 224 \$
Josée Bédard	DG ADJ. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET SERVICES DE PROXIMITÉ	VILLE DE LAVAL	247 224 \$
Scarlett Van Blaeren	DG ADJ. DÉV. ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	VILLE DE LAVAL	247 224 \$
Luc Lamontagne	DIR. EXEC. - TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET INNOVATION	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	247 070 \$
Josephine Naibantoglu	DOYENNE, ÉTUDES SUPÉRIEURES ET POSTDOC. ET V.-RECT. ASSOCIÉE	UNIVERSITÉ MCGILL	246 889 \$
Manon Boily	PDG	INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINEL	246 455 \$
Bernard Verret	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION	246 246 \$
Carl Lessard	SECÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	246 246 \$
Frédéric Gaudreau	COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION	246 246 \$
Frédéric Guay	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	246 246 \$
Ginette Galarneau	MEMBRE ET PDG	OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE	246 246 \$
Jean-Stéphane Bernard	MEMBRE DU CA ET PDG	OFFICE QUÉBEC-MONDE POUR LA JEUNESSE	246 246 \$
Jocelin Dumas	RÉGISSEUR ET PRÉSIDENT	RÉGIE DE L'ÉNERGIE	246 246 \$
Josée De Bellefeuille	SECÉTAIRE GÉNÉRALE ASSOCIÉE ET GREFFIÈRE ADJOINTE	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	246 246 \$
Julie Blackburn	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE LA FAMILLE	246 246 \$
Marco Thibault	MEMBRE DU CA ET PDG	RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC	246 246 \$
Michel Léveillée	SEC. GEN. ASSOCIÉ À LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	246 246 \$
René Dufresne	MEMBRE DU CA ET PDG	RETRAITE QUÉBEC	246 246 \$
Pascale Lefrançois	V.-RECT. AUX AFFAIRES ÉTUDIANTES ET AUX ÉTUDES	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	244 585 \$
Patrice Guay	DIR. DE SERVICE - AFFAIRES JURIDIQUES ET AVOCAT EN CHEF	MONTRÉAL	244 384 \$
Nancy Ross	V.-RECT. ADJ., RECHERCHE ET INNOVATION	UNIVERSITÉ MCGILL	244 063 \$
Pierre Langlois	DIR. DES AFFAIRES ACAD. ET DE L'EXPÉRIENCE ÉTUDIANTE	ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	243 460 \$
Éric Sevigny	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE SHERBROOKE	242 404 \$
Andrée Cossette	VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE	VILLE DE MONTRÉAL	241 808 \$
Louis Baron	RECTEUR PAR INTÉRIM	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	241 734 \$
Amélie Bourassa	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	239 798 \$
Danièle Marceau	DIRECTRICE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	239 798 \$
Dominic Chalut	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	239 798 \$
Edith Gregoire	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'ESTRIE - CHUS	239 798 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Elene Khalil	DIRECTRICE	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTE MCGILL	239 798 \$
Isabelle Levesque	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	239 798 \$
Josée Savoie	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DU NORD-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	239 798 \$
Marie-Laure Collinge	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'ESTRIE - CHUS	239 798 \$
Mario Viens	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'ESTRIE - CHUS	239 798 \$
Martine Montigny	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LAVAL	239 798 \$
Maryse Turcotte	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	239 798 \$
Michel Camirand	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'ESTRIE - CHUS	239 798 \$
Philippe More	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MONTRÉGIE-CENTRE	239 798 \$
Réal Lapointe	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHUM	239 798 \$
Régine Blackburn	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	239 798 \$
Richard Bernier	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	239 798 \$
Robert Barnes	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTE MCGILL	239 798 \$
Roger-C. Grégoire	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	239 798 \$
Yves Caussignac	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHUM	239 798 \$
Caroline Bourgeois	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	239 529 \$
Jean-François Lemay	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU QUÉBEC	238 023 \$
Marianne Lemay	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU QUÉBEC	238 023 \$
Thierry Dambry	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU QUÉBEC	238 023 \$
Angela Campbell	V.-RECT. EXEC. ADJ. POLITIQUES, PROCÉDURES ET ÉQUITÉ	UNIVERSITÉ MCGILL	237 758 \$
Chantal Pharand	V.-RECT. ADJ. AUX AFFAIRES ÉTUDIANTES ET À LA RÉUSSITE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	236 948 \$
Jean-Pierre Blondin	V.-RECT. ADJ. AUX AFFAIRES PROFESSORALES	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	236 948 \$
Matthew Nowakowski	V.-RECT. ADJ. AUX FINANCES	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	236 948 \$
Michel Carrier	DOYEN - FAC. DE MÉDECINE DENTAIRE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	236 948 \$
Tony Leroux	V.-RECT. ADJ. À LA PROMOTION DE LA QUALITÉ	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	236 948 \$
Yves Joannette	V.-RECT. ADJ. À LA RECHERCHE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	236 948 \$
France Houle	DOYENNE - FAC. DE DROIT	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	236 664 \$
Martin Simard	VICE-PRÉSIDENT AUX SERVICES AUX ASSURÉS	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	235 725 \$
Serge Villandré	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE TERREBONNE	235 364 \$
Christine Theoret	DOYENNE - FAC. DE MÉDECINE VÉTÉINAIRE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	235 340 \$
Marie-Josée Bayard	VP VENTES ET DÉV. DES AFFAIRES	COMV INC.	234 845 \$
Annie Bélanger	DIR. EXEC. DE L'ADMINISTRATION	RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	234 707 \$
Marc Blanchet	DIR. EXEC. PROJETS, INFRA. ET SYSTÈMES DE TRANSPORT EN COMMUN	AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN	233 102 \$
Patrick Michel	DIR. DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	DIR. DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	233 087 \$
Raphaël Fischler	DOYEN - FAC. D'AMÉNAGEMENT	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	232 931 \$
Jennifer Watkins Munick	DIRECTRICE GÉNÉRALE	RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK	232 811 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
François Vaillancourt	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE TROIS-RIVIÈRES	232 655 \$
Kevin Zhang	VICE-PRÉSIDENT APPROVISIONNEMENT	COMV INC.	232 304 \$
Lyne Lalonde	DOYENNE - FAC. DE PHARMACIE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	232 302 \$
Sylvie Normandeau	V.-RECT. ADJ.	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	232 302 \$
Patrick Bélanger	DIRECTEUR DE POLICE	SERVICE DE POLICE DE L'AGG. DE LONGUEUIL	232 300 \$
Audrey Murray	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DU TOURISME	232 001 \$
Christian Blanchette	RECTEUR	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	232 001 \$
Danièle Cantin	SEC. ASSOCIÉE AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	232 001 \$
Diane Lemieux	MEMBRE ET PRÉSIDENTE DU CA ET DG	COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC	232 001 \$
Emmanuelle Legault	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL	232 001 \$
Ernest Desrosiers	MEMBRE DU CA ET PDG	FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC	232 001 \$
François Deschênes	RECTEUR	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	232 001 \$
François Gagnon	DIRECTEUR GÉNÉRAL	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	232 001 \$
François Leclerc	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ À LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE	MINISTÈRE DES FINANCES	232 001 \$
Jacques Caron	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC	232 001 \$
Jean Séguin	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	232 001 \$
Jean-Pierre Pellegrin	SECRÉTAIRE ADJOINT	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	232 001 \$
Jonathan Gignac	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE	232 001 \$
Luc-Alain Giraldeau	DIRECTEUR GÉNÉRAL	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	232 001 \$
Lucie Nadeau	MEMBRE ET PRÉSIDENTE	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL	232 001 \$
Marc Sirois	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	232 001 \$
Marie Claire Ouellet	MEMBRE ET PRÉSIDENTE DU CA ET DG	COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE DU QUÉBEC	232 001 \$
Marie Collin	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC	232 001 \$
Marie Gendron	PRÉSIDENTE DU CA ET PDG	CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE	232 001 \$
Marie-Claude Lavallée	SEC. ASSOCIÉE AUX INFRASTRUCTURES PUBLIQUES	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	232 001 \$
Marie-Pier Langelier	SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	232 001 \$
Martin-Philippe Côté	SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	232 001 \$
Michel Beaudoin	MEMBRE DU CA ET PDG	RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC	232 001 \$
Murielle Laberge	RECTRICE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS	232 001 \$
Nathalie Verge	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS	232 001 \$
Patrick Lahala	SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	232 001 \$
Pierre Julien	PDG	CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES	232 001 \$
Pierre-Gerlier Forest	MEMBRE DU CA ET PDG	INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC	232 001 \$
Reno Bernier	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ DES TI	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	232 001 \$
Sylvain Bourassa	MEMBRE ET PRÉSIDENT	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	232 001 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Yves Trudel	PDG	AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS	232 001 \$
Yves St-Onge	PDG	CISSS DE L'OUTAOUAIS	231 759 \$
Isabelle Dubois	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	VILLE DE QUÉBEC	231 414 \$
Éric Filion	VP EXEC., CHEF DE L'EXPLOITATION ET DE L'EXPERIENCE CLIENT	HYDRO-QUÉBEC	231 398 \$
Lana Fiset	SEC. GÉN. ET DIR. EXEC. - GOUVERNANCE ET AFFAIRES JURIDIQUES	RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN (EXD)	230 934 \$
Gabriel Rioux	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE SAGUENAY	230 625 \$
André Lamontagne	DÉPUTÉ DE JOHNSON, MINISTRE DE L'AGRICULTURE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Andrée Laforest	DÉPUTÉE DE CHICOUTIMI, MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Benoit Charette	DÉPUTÉ DE DEUX-MONTAGNES, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Bernard Drainville	DÉPUTÉ DE LÉVIS, MINISTRE DE L'ÉDUCATION (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Caroline Proulx	DÉPUTÉE DE BERTHIER, MINISTRE DU TOURISME (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Chantal Rouleau	DÉPUTÉE DE POINTE-AUX-TREMLES, MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Christian Dubé	DÉPUTÉ DE LA PRAIRIE, MINISTRE DE LA SANTÉ (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Christine Fréchette	DÉPUTÉE DE SANGUINET, MINISTRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Christopher Skeete	DÉPUTÉ DE SAINTE-ROSE, MINISTRE RESPONSABLE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Éric Caire	DÉPUTÉ DE LA PELTRIE, MINISTRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Eric Girard	DÉPUTÉ DE GROULX, MINISTRE DES FINANCES (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
France-Élaine Duranceau	DÉPUTÉE DE BERTRAND, MINISTRE RESPONSABLE DE L'HABITATION (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
François Bonnardel	DÉPUTÉ DE GRANBY, MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Geneviève Guilbault	DÉPUTÉE DE LOUIS-HÉBERT, MINISTRE DES TRANSPORTS, VICE-PREMIÈRE MINISTRE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Ian Lafrenière	DÉPUTÉ DE VAL-D'OR, MINISTRE RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUIT (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Isabelle Charest	DÉPUTÉE DE BROME-MISSISQUOI, MINISTRE RESPONSABLE DU SPORT, DU LOISIR ET DU PLEIN AIR (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Jean Boulet	DÉPUTÉ DE TROIS-RIVIÈRES, MINISTRE DU TRAVAIL (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Jean-François Roberge	DÉPUTÉ DE CHAMBLY, MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Jonatan Julien	DÉPUTÉ DE CHARLESBOURG, MINISTRE RESPONSABLE DE LA CAPITALE NATIONALE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Kateri Champagne Jourdain	DÉPUTÉE DE DUPLESSIS, MINISTRE DE L'EMPLOI (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Lionel Carmant	DÉPUTÉ DE TAILLEN, MINISTRE RESPONSABLE DES SERVICES SOCIAUX (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Maité Blanchette Vézina	DÉPUTÉE DE RIMOUSKI, MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Marc Tanguay	DÉPUTÉ DE LAFONTAINE, CHEF DE L'OPPOSITION OFFICIELLE (PLQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Martine Biron	DÉPUTÉE DE CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE, MINISTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Mathieu Lacombe	DÉPUTÉ DE PAPINEAU, MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$

NDM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Nathalie Roy	DÉPUTÉE DE MONTARVILLE, PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Pascale Déry	DÉPUTÉE DE REPENTIGNY, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Pierre Fitzgibbon	DÉPUTÉ DE TERREBONNE, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Simon Jolin-Barrette	DÉPUTÉ DE BORDUAS, MINISTRE DE LA JUSTICE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Sonia Bélanger	DÉPUTÉE DE PRÉVOST, MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Sonia Lebel	DÉPUTÉE DE CHAMPLAIN, PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Suzanne Roy	DÉPUTÉE DE VERCHÈRES, MINISTRE DE LA FAMILLE (CAQ)	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	230 591 \$
Guy Gignac	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	230 286 \$
Jocelyn Boucher	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CHUM	230 286 \$
Julie d'Entremont	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CIUSSS DU CENTRE-SUD DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	230 286 \$
Rémi Brassard	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CISSS DE L'ESTRIE - CHUS	230 286 \$
Jacques Boissonneau	DIRECTEUR GÉNÉRAL	HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS	229 670 \$
Sébastien Fecteau	DIR. EXEC. - ENTRETIEN BUS	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	229 377 \$
Jasmin Savard	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE MASCOUCHE	229 000 \$
Francine Lépinay	VP AUX CONTRIBUTIONS D'ASSURANCE, AUX FINANCES ET AU CONTRÔLE ORG.	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	228 990 \$
Gilles Hudon	PDG ADJOINT	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	228 776 \$
Anne Racine	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DU TRAVAIL	228 642 \$
Daniel Desharnais	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	228 642 \$
Jean-François Gibeault	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	228 642 \$
Jérôme Unterberg	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	228 642 \$
Marc Grandisson	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES FINANCES	228 642 \$
Sylvain Gagnon	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	228 642 \$
Brenda Ravenscroft	DOYENNE, ÉCOLE DE MUSIQUE SCHULICH	UNIVERSITÉ MCGILL	228 626 \$
Alain Parenteau	DIR. EXEC. ET TRÉSORIER - FINANCES	RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN (EXD)	228 572 \$
Ann-Isabelle Cojocar	V-RECT. ADJ. À L'ADMINISTRATION ET AU DÉV DURABLE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	228 403 \$
Philippe Gribeauval	PDG	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	228 329 \$
Nathalie Boisvert	PDG ADJOINTE	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	228 281 \$
Alexandre Cloutier	PRÉSIDENT	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC	228 072 \$
Fabrice Labeau	PREMIER V-RECT. EXEC. ADJ., ÉTUDES ET VIE ÉTUDIANTE	UNIVERSITÉ MCGILL	227 798 \$
Ghislain Samson	RECTEUR	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	227 566 \$
Julie Carrier	V-RECT. ADJ. AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES ET POST-DOCTORALES	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	227 015 \$
Sylvie Dubois	DOYENNE - FAC. DES SCIENCES INFIRMIÈRES	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	227 015 \$
Denis-H. Turcotte	DIRECTEUR DE POLICE	VILLE DE QUÉBEC	226 778 \$
Marie-Ève Beaulieu	VP AUX AFFAIRES JURIDIQUES ET CORPORATIVES	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	226 745 \$
Andrée Boucher	DIRECTRICE ADJOINTE	CHUM	226 689 \$
Annie Tremblay	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	226 689 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Anouck Tastet	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DES LAURENTIDES	226 689 \$
Bruno Piedboeuf	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	226 689 \$
Catherine Borin	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DES LAURENTIDES	226 689 \$
Coletted Lachaine	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DES LAURENTIDES	226 689 \$
Daniel Brendon Murphy	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	226 689 \$
Émilie Boisvert	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MONTRÉGIE-EST	226 689 \$
Emmanuelle Britton	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'OUTAOUAIS	226 689 \$
Geneviève Gagnon	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'OUTAOUAIS	226 689 \$
James Ducharme	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DES LAURENTIDES	226 689 \$
Jane Mary Mathew	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'OUTAOUAIS	226 689 \$
Jean Lapointe	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	226 689 \$
Jean Lemoyne	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA CÔTE-NORD	226 689 \$
Jean-François Thibert	DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	226 689 \$
Marc Gagne	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DU NORD-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	226 689 \$
Marie-Hélène Lasalle-Folot	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'OUTAOUAIS	226 689 \$
Mylène Côté	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MONTRÉGIE-EST	226 689 \$
Serge Boucher	N/D	CISSS DE L'OUTAOUAIS	226 689 \$
Suzanne Levitz	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	226 689 \$
Sylvain Brunet	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MONTRÉGIE-EST	226 689 \$
Tuong Mailan Pham	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE LA MONTRÉGIE-OUEST	226 689 \$
Willine Rozefort	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE L'OUEST-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	226 689 \$
Yamatien Soulama	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CISSS DE L'OUTAOUAIS	226 689 \$
Nicola Savino	TRÉSORIER	COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL	226 623 \$
Isabelle Demers	PDG ADJOINTE	CHU SAINTE-JUSTINE	226 186 \$
Stéphane Le Bouyonnec	SECÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	226 140 \$
Gaby Jodoin	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT - SERVICES À LA COMMUNAUTÉ	VILLE DE LONGUEUIL	225 897 \$
Isabelle Bonneau	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE - DÉV. DURABLE	VILLE DE LONGUEUIL	225 897 \$
Maude Clossey	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE - SERVICES CORPORATIFS	VILLE DE LONGUEUIL	225 897 \$
Guy Tremblay	VP AU CONTRÔLE ROUTIER ET À LA SÉCURITÉ DES VÉHICULES	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	225 774 \$
Julie Lavoie	PDG ADJOINTE	CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINTE-JEAN	225 406 \$
Denis Moundou	V.-REGT. ADJ. GESTION DES INSTALLATIONS ET SERVICES AUX	UNIVERSITÉ MCGILL	224 353 \$
Brigitte Bishop	INSPECTRICE GÉNÉRALE	BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL	224 046 \$
Jack Benzaquen	DIRECTEUR	VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	223 870 \$
Jean-Philippe Cotton	PDG	CISSS DE LAVAL	223 565 \$
Alain Charlebois	DIRECTEUR PRINCIPAL SERVICE DES RH	VILLE DE LAVAL	223 210 \$
Pierre Brochet	DIRECTEUR POLICE	VILLE DE LAVAL	223 210 \$
Simon Tremblay	DIRECTEUR PRINCIPAL AFFAIRES JURIDIQUES	VILLE DE LAVAL	223 210 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Geneviève Bourbeau	DIR. EXEC. – EXPÉRIENCE CLIENT ET ACTIVITÉS COMMERCIALES	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	223 030 \$
Nathalie Clément	DIR. EXEC. – MÉTRO ET EXPLOITATION BUS	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	222 811 \$
Carl-Ardy Dubois	DOYEN - ÉCOLE DE SANTÉ PUBLIQUE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	222 609 \$
Robert Mercure	DIRECTEUR GÉNÉRAL – DESTINATION QUÉBEC CITÉ	VILLE DE QUÉBEC	222 331 \$
Lucie Parent	V.-RECT. ADJ. À LA RECHERCHE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	221 971 \$
André Darveau	V.-RECT. EXEC. ET V.-RECT. AUX RH ET AUX FINANCES	UNIVERSITÉ LAVAL	221 899 \$
Cathia Bergeron	V.-RECT. ÉTUDES, AFFAIRES ÉTUDIANTES ET SANTÉ	UNIVERSITÉ LAVAL	221 899 \$
Eugénie Brouillet	V.-RECT. À LA RECHERCHE, À LA CRÉATION ET À L'INNOVATION	UNIVERSITÉ LAVAL	221 899 \$
François Gélinau	V.-RECT. AFFAIRES INTER. DÉV. DURABLE ET PHILANTHROPIE	UNIVERSITÉ LAVAL	221 899 \$
Lyne Bouchard	V.-RECT.	UNIVERSITÉ LAVAL	221 899 \$
Rénauld Bergeron	V.-RECT. AUX AFFAIRES EXTERNES, INTER. ET À LA SANTÉ	UNIVERSITÉ LAVAL	221 899 \$
René Lacroix	V.-RECT. AUX INFRASTRUCTURES ET À LA TRANSFORMATION	UNIVERSITÉ LAVAL	221 899 \$
Isabelle Gélinas	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CSS DE MONTRÉAL	221 020 \$
Pierre Lavigueur	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT, STRATÉGIE ET INNOVATION	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	220 760 \$
Marie-France Loiseau	DG ADJOINTE - SERVICES AUX CITOYENS ET COMM.	VILLE DE QUÉBEC	220 192 \$
Jean Rochette	DIRECTEUR DE SERVICE	VILLE DE QUÉBEC	220 067 \$
Julie Boucher	PDG ADJOINTE	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	219 826 \$
Christian Edem Kokou Agbobli	V.-RECT. À LA RECHERCHE, À LA CRÉATION ET À LA DIFFUSION	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	219 758 \$
Jean-Christian Pleau	V.-RECT. À LA VIE ACADÉMIQUE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	219 758 \$
Louis-Sébastien Guimond	V.-RECT. AUX SYSTÈMES D'INFORMATION	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	219 758 \$
Marylène Drouin	SECRÉTAIRE GÉNÉRALE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	219 758 \$
Sylvia Thompson	V.-RECT. À L'ADMINISTRATION ET AUX FINANCES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	219 758 \$
Martin Labbé	DIRECTEUR EXEC. DES OPÉRATIONS	RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	219 440 \$
Lydia Ingenito	N.D.	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	219 057 \$
Serge Giasson	DIRECTEUR DE SERVICE	VILLE DE QUÉBEC	219 015 \$
Marie Hélène Cloutier	DIRECTRICE EXEC. - ENGAGEMENT CLIENTS	RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN (EXO)	218 949 \$
Denis Fortin	V.-RECT. ADJOINTE AUX TI	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	218 915 \$
Chantal Gauthier	DIRECTRICE EXEC. – INGÉNIERIE ET GRANDS PROJETS	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	218 617 \$
Christian Paradis	DIRECTEUR DE SERVICE	VILLE DE QUÉBEC	218 484 \$
Patricia Lefebvre	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	218 412 \$
Daneric Gabay	PDG	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	218 223 \$
Chantal Morissette	DIRECTEUR DE SERVICE - EAU	VILLE DE MONTRÉAL	218 159 \$
Richard Grenier	DIRECTEUR DE SERVICE – TI	VILLE DE MONTRÉAL	218 159 \$
Ahlem Ammar	DOYENNE - FAC. DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	217 992 \$
Marc Thibeault	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	217 954 \$
Alain Bélanger	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES FINANCES	217 754 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Alexandre Hubert	SEC. ASSOCIÉ AUX RH. GOUVERNEMENTALES	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	217 754 \$
André Goulet	DG ADJOINT - GRANDE FONCTION DES ENQUÊTES CRIMINELLES	SÛRETÉ DU QUÉBEC	217 754 \$
Anny Bernier	DIR. ADJ. DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	DIR. DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	217 754 \$
Ariane Mignolet	COMMISSAIRE	COMMISSAIRE À L'ÉTHIQUE ET À LA DÉONTOLOGIE	217 754 \$
Bertrand Cayouette	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES FINANCES	217 754 \$
Bruno Labrecque	VICE-PRÉSIDENT AUX FINANCES	CNESST	217 754 \$
Caroline Drouin	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	217 754 \$
Chantal Couturier	VICE-PRÉSIDENTE AUX STRATÉGIES IMMOBILIÈRES ET AFFAIRES CORPORATIVES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	217 754 \$
Charles Nadeau	VICE-PRÉSIDENT À L'ADMINISTRATION	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC	217 754 \$
Christian Barrette	VICE-PRÉSIDENT À L'ADMINISTRATION ET AUX COMM.	CNESST	217 754 \$
Daniel A. Gaudreau	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS	217 754 \$
Daniel Lafrance	MEMBRE ET PRÉSIDENT	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	217 754 \$
Danielle Dubé	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA FAMILLE	217 754 \$
Diane Poitras	MEMBRE ET PRÉSIDENTE	COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION	217 754 \$
Dominic Lemarquis	VP À LA GESTION DE PROJETS OUEST DU QUÉBEC	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	217 754 \$
Éric Bergeron	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS	217 754 \$
Eric Stevenson	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES FINANCES	217 754 \$
Éric Théroix	MEMBRE ET PRÉSIDENT	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	217 754 \$
France Boucher	MEMBRE ET PRÉSIDENTE	COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC	217 754 \$
Francis Gauthier	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	217 754 \$
François Bérubé	VP PRINCIPAL À L'ADMINISTRATION ET À L'EXPLOITATION	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	217 754 \$
Frédéric Bouthillette	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	217 754 \$
Geneviève Masse	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION	217 754 \$
Geneviève Moisan	SECÉTAIRE GÉNÉRALE ASSOCIÉE	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	217 754 \$
Guytaine Bouchard	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DU TOURISME	217 754 \$
Guytaine Marcoux	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	217 754 \$
Hugo Cyr	DIRECTEUR GÉNÉRAL	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	217 754 \$
Isabelle Merizzi	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA FAMILLE	217 754 \$
Jean Bissonnette	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	217 754 \$
Jean Villeneuve	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	217 754 \$
Jean-François Routhier	COMMISSAIRE	COMMISSAIRE AU LOBBYISME	217 754 \$
Jean-Luc Murray	MEMBRE DU CA ET DG	MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC	217 754 \$
Jean-Philippe Marois	MEMBRE ET PRÉSIDENT	COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC	217 754 \$
Jocelyn Savoie	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	217 754 \$
John Zeppetelli	MEMBRE DU CA ET DIRECTEUR GÉNÉRAL	MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL	217 754 \$
Jonathan Kelly	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE	217 754 \$

Katia Petit	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	217 754 \$
Line Fortin	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	217 754 \$
Line Rivard	DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU QUÉBEC À LONDRES	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	217 754 \$
Lise Girard	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA CYBERSECURITÉ ET DU NUMÉRIQUE	217 754 \$
Liza Frulla	MEMBRE DU CA ET DG	INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC	217 754 \$
Louis Morneau	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	217 754 \$
Louis Pelletier	FORESTIER EN CHEF ET SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS	217 754 \$
Louis Tremblay	SECÉTAIRE ASSOCIÉ ET GREFFIER	SECÉTAIRAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	217 754 \$
Louis-Paul Gauvin	VP À LA GESTION DE PROJETS EST DU QUÉBEC	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	217 754 \$
Louise Lantagne	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES CULTURELLES	217 754 \$
Luc Desbiens	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	217 754 \$
Lucie Laflamme	DIRECTRICE GÉNÉRALE	UNIVERSITÉ TELUQ	217 754 \$
Marc Hervieux	MEMBRE DU CA ET DIRECTEUR GÉNÉRAL	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC	217 754 \$
Marc Samson	VP GÉN. DE LA LÉGISLATION	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	217 754 \$
Marc-Antoine Adam	MEMBRE ET PRÉSIDENT	COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	217 754 \$
Marie-Claude Rioux	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	217 754 \$
Marie-Josée Fournier	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE LA FAMILLE	217 754 \$
Marie-Pierre Legault	VP À LA RÉMUNÉRATION DES PROFESSIONNELS	RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC	217 754 \$
Mario Smith	DG ADJOINT - GRANDE FONCTION DE L'ADMINISTRATION	SÛRETÉ DU QUÉBEC	217 754 \$
Marjorie Forgues	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	217 754 \$
Martine Hébert	DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU QUÉBEC À NEW YORK	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	217 754 \$
Mélanie Hillinger	COMMISSAIRE	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	217 754 \$
Mélanie Vincent	VP AUX NORMES DU TRAVAIL	CNESST	217 754 \$
Michel Rousseau	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	217 754 \$
Michèle Boisvert	DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU QUÉBEC À PARIS	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	217 754 \$
Myriène Martel	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	217 754 \$
Nathalie Camden	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS	217 754 \$
Nathalie Rhéaume	VP À L'EXPERTISE ET AU SOUTIEN DES PROJETS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	217 754 \$
Nathalie Tremblay	SEC. ADJ. AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	217 754 \$
Nicolas Paradis	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	217 754 \$
Nikolas Ducharme	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	217 754 \$
Pascale Descary	CORONER PERMANENT ET CORONER EN CHEF	CORONER	217 754 \$
Patrick Brunelle	SECÉTAIRE ADJOINT AUX RELATIONS AVEC LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUIT	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	217 754 \$
Patrick Simard	MEMBRE ET PRÉSIDENT	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT	217 754 \$
Patrick Thierry Grenier	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	217 754 \$
Philippe-André Tessier	MEMBRE ET PRÉSIDENT	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES SPORTS DE LA JEUNESSE	217 754 \$
Pierre Laffleur	VP À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET À L'EXPÉRIENCE CLIENT	RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC	217 754 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Pierre-Albert Coubat	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	217 754 \$
Pierre-Michel Bouchard	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC	217 754 \$
Roger Tremblay	N.D.	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	217 754 \$
Ronald Boudreault	DG ADJOINT - SURVEILLANCE DU TERRITOIRE	SÛRETÉ DU QUÉBEC	217 754 \$
Sébastien Gagnon	VP DE L'OPTIMISATION DES ACQUISITIONS GOUVERNEMENTAUX	CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES	217 754 \$
Simon Bergeron	STATISTICIEN EN CHEF	INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC	217 754 \$
Sophie Lamarre	DIR. ADJ. DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	DIR. DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	217 754 \$
Stéphan La Roche	MEMBRE DU CA ET PDG	MUSÉE DE LA CIVILISATION	217 754 \$
Stéphane Dolbec	SECÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	217 754 \$
Sylvain Périgny	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	217 754 \$
Yves Vézina	VP À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	CNESST	217 754 \$
Pierre Goulet	DIRECTEUR	BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES	217 512 \$
Nicole Martineau	MEMBRE ET PRÉSIDENTE	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS	217 349 \$
Caroline Fontaine	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	216 885 \$
Marie-Josée Desrochers	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL	216 662 \$
Juliette Champagne	SOUS-MINISTRE	MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE	216 587 \$
Vincent Rousson	RECTEUR	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	216 178 \$
Robert Guertin	SECÉTAIRE GÉNÉRAL ET DIRECTEUR, EXÉCUTIF AFFAIRES CORPORATIVES, JURIDIQUES ET IMMOBILIÈRES	AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN	215 977 \$
Carl Desharnais	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	VILLE DE QUÉBEC	215 569 \$
Denis Dolbec	RÉGISSEUR ET PRÉSIDENT	RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	215 235 \$
Sylvain Paquet	DIRECTEUR EXÉCUTIF DES PROJETS MAJEURS	RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	215 000 \$
Michel Fortin	SECÉTAIRE GÉNÉRAL	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	214 768 \$
André Santerre	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	SÛRETÉ DU QUÉBEC	214 543 \$
Petros Papagerakis	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	214 420 \$
Étienne Durand	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	214 297 \$
Myriam Landry	DIRECTRICE ADJOINTE DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	214 297 \$
Sébastien Lord	DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES PROFESSIONNELS	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	214 297 \$
Chantal Frigon	DIRECTRICE GÉNÉRALE	VILLE DE SAINT-HYACINTHE	214 287 \$
Vincent Tanguay	EX-DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE	214 200 \$
Marie-Ève Bédard	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DU TOURISME	213 783 \$
Danny Paterson	DG ADJOINT, SÉCURITÉ PUBLIQUE ET SERVICES INST.	VILLE DE SAINT-JÉRÔME	213 431 \$
Christophe Cadoz	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	213 333 \$
Simon De Denus	DOYEN - FAC. DE PHARMACIE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	213 253 \$
Luc Stafford	V.-RECT. ADJ. À LA RECHERCHE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	213 252 \$
Bruno Cayer	DIRECTEUR GÉNÉRALE ADJOINT	CIUSSS DES LAURENTIDES	213 229 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Myriam Giguère	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	213 229 \$
Pascale Larocque	CONSEILLER CADRE	CIUSSS DE LA MONTRÉGIE-EST	213 228 \$
André Zaccarin	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	213 043 \$
Sylvain Perras	DIRECTEUR EXEC. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN	212 961 \$
Robert Dalcourt	VP FINANCES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS	212 658 \$
Michel Lemay	DIRECTEUR EXÉCUTIF AFFAIRES PUBLIQUES, MARKETING ET EXPÉRIENCE CLIENT	AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN	212 627 \$
Lucie Ste-Croix	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE AUX OPÉRATIONS RÉGIONALES	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS	212 503 \$
Gaétan Drouin	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	VILLE DE SHERBROOKE	212 277 \$
Guyline Boutin	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	VILLE DE SHERBROOKE	212 277 \$
Annie Schanzenbach	DIRECTRICE EXÉCUTIVE FINANCES ET TRÉSORERIE	AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN	212 165 \$
Gilline Pageau	DIRECTRICE EXÉCUTIVE - BUREAU DE PROJETS	RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN (EXD)	212 127 \$
Jean-Christophe Carvalho	PDG	CIUSSS DU BAS-ST-LAURENT	211 759 \$
Benoit Boulet	V. RECT. ADJ. INNOVATION ET PARTENARIATS	UNIVERSITÉ MCGILL	211 562 \$
Véronique Doucet	DIRECTRICE GÉNÉRALE	SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU	211 160 \$
Danielle Goulet	PDG ADJOINTE	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	211 059 \$
Daniel Dubois	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	210 920 \$
Caroline Roy	PDG	CIUSSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	210 453 \$
Adelaide De Melo	DG ADJOINTE	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	210 170 \$
Richard Liebmann	DIRECTEUR SÉCURITÉ INCENDIE	VILLE DE MONTRÉAL	209 787 \$
Francis Adam	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE DRUMMONDVILLE	209 669 \$
Claude Beauchamp	VP À L'INDEMNISATION ET À LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	CNE-SST	209 482 \$
Lise Pouliot	PDG ADJOINTE	CIUSSS DE LA MONTRÉGIE-CENTRE	209 432 \$
Lucie Tremblay	PDG ADJOINTE	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	209 432 \$
Patrick Murphy-Lavallée	PDG ADJOINT	CIUSSS DE LA MONTRÉGIE-OUEST	209 432 \$
Claude Foster	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC	209 379 \$
Geneviève Brisson	DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU QUÉBEC À BRUXELLES	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	209 379 \$
Julie Bissonnette	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	209 379 \$
Marie-Dominique Taillon	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	209 379 \$
Martin Arsenauff	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ AUX SERVICES À LA GESTION	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS	209 379 \$
Michel Labrecque	MEMBRE DU CA ET PDG	PARC OLYMPIQUE	209 379 \$
Vincent Martinbeault	DIR. ADJOINT DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	DIR. DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	209 379 \$
Pietro Perrino	SECÉTAIRE GÉNÉRAL	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS	209 159 \$

Marie Grégoire	MEMBRE DU CA ET PDG	BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUEBEC	209 076 \$
Jean-François Collard	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DES AFFLUENTS	208 943 \$
Yves Michel Volcy	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DE LAVAL	208 943 \$
Dominique Biron	V-RECT. AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET AUX RESSOURCES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	208 801 \$
Étienne Hébert	V-RECT. AUX ÉTUDES, À LA FORMATION ET À LA RÉUSSITE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	208 801 \$
Mohamed Bouazara	V-RECT. À LA RECHERCHE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	208 801 \$
Nancy Lemay	V-RECT. À L'ADMINISTRATION ET AUX FINANCES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	208 801 \$
Olivier Malo	V-RECT. AUX RH	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	208 801 \$
Sébastien Charles	V-RECT. À LA RECHERCHE ET AU DEV.	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	208 801 \$
Kathy Dumortier	DIRECTRICE EXÉCUTIVE, ADMIN ET PLANIF D'ENT ET TRÉSORIER	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	208 746 \$
Marilyn Thibault	SECÉTAIRE ADJOINTE À L'ÉTHIQUE	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	208 666 \$
Nathalie Parenteau	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	208 502 \$
Daniel Charbonneau	VP AUX SERVICES À LA CLIENTÈLE	RETRAITE QUÉBEC	208 258 \$
Marc-Nicolas Kobrynsky	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	208 258 \$
Chantal Gauvreau	DIRECTRICE GÉNÉRALE	VILLE DE BLAINVILLE	207 917 \$
Francine Laverdière	DIRECTRICE DE SERVICE - FINANCES ET TRÉSORIER	VILLE DE MONTRÉAL	207 769 \$
Marc Labelle	DIRECTEUR D'ARRONDISSEMENT DÉLÉGUÉ VILLE-MARIE	VILLE DE MONTRÉAL	207 769 \$
Karine Duchaineau	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CISSS DE L'ESTRIE - CHUS	207 599 \$
Nathalie Noël	SECÉTAIRE ASSOCIÉE AUX MARCHÉS PUBLICS	SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	207 499 \$
Stéphane Armanda	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	207 499 \$
Maryse Hébert	PDG ADJOINTE	CISSS DE LA MONTRÉGIE-EST	207 208 \$
Julie Carle	DIR. DES AFFAIRES EXTERNES ET SECÉTAIRE GÉNÉRALE	UNIVERSITÉ TÉLUQ	206 867 \$
Caroline Imbeau	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	206 731 \$
Carole Blouin	SECÉTAIRE ASSOCIÉE	SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	206 581 \$
Martin Guérard	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DES FINANCES	206 581 \$
Vicky Lavoie	DG ADJOINTE - SOUTIEN ADMINISTRATION ET PERFORMANCE	CISSS DE LA MONTRÉGIE-EST	206 284 \$
Stéphane Labrie	MEMBRE ET PRÉSIDENT	COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QUÉBEC	206 273 \$
Najia Hachimi-Idrissi	PDG ADJOINTE	CISSS DE L'OUEST-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	206 184 \$
Lucie Pageau	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DES FINANCES	205 956 \$
Alain Sénéchal	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ AUX FORÊTS	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS	205 767 \$
Denis Gallant	DIRECTEUR - DIRECTION POURSUITES PÉNALES ET CRIMINELLES	DPCP MONTRÉAL	205 423 \$
Olivier Van Neste	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE VAUDREUIL-DORION	205 258 \$
Andrew Webster	V-RECT. ACAD. ET RECHERCHE	UNIVERSITÉ BISHOP'S	205 000 \$
Linda Frenette	VICE-PRÉSIDENTE ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CENTRE GOUVERNEMENTAL DE TRAITEMENT MASSIF	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	204 483 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Dominique Breton	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	204 471 \$
Nathalie Campeau	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	204 471 \$
Martin Robidoux	DIRECTEUR DE SERVICE - APPROVISIONNEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	204 418 \$
Sophie Lalonde	DIR. DE SERVICE - GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	VILLE DE MONTRÉAL	204 251 \$
Edyta Justyna Rogowska	SECÉTAIRE GÉNÉRALE	UNIVERSITÉ MCGILL	204 210 \$
Isabel Roussin-Collin	POG ADJOINTE	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	203 554 \$
Nathalie Martel	DIR. DE SERVICE - INFRA. DU RÉSEAU ROUTIER ET TRANSPORTS	VILLE MONTRÉAL	203 341 \$
Luc Maurice	SECÉTAIRE GÉNÉRAL	ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	203 096 \$
Éric Labelle	DIRECTEUR DE SERVICE - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	VILLE DE MONTRÉAL	203 000 \$
Jonathan Brière	POG ADJOINT	CIUSSS DE L'EST-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	202 941 \$
Patrick Duchesne	POG ADJOINT	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	202 941 \$
Michel Janosz	DOYEN - FAC. DE L'ÉDUCATION PERMANENTE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	202 913 \$
Nathalie Fernando	DOYENNE - FAC. DE MUSIQUE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	202 913 \$
Juan José Torres Michel	V. RECT. ADJ. AUX ÉTUDES DE PREMIER CYCLE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	202 729 \$
Frédéric Bernier	SECÉTAIRE ADJOINT ET NÉGOCIATEUR EN CHEF ADJOINT	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	202 693 \$
Paul St-Onge	DIRECTEUR GÉNÉRALE	CSS MARGUERITE-BOURGEOYS	202 675 \$
Alfons Pomp	ADJOINT AU DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	CHUM	202 580 \$
Marc Rhainds	ADJ. AU DIR. - QUALITÉ, PERFORMANCE, ÉVALUATION, ÉTHIQUE	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	202 580 \$
Jérôme Gagnon	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	SÛRETÉ DU QUÉBEC	202 295 \$
Nicolas Fillion	DIRECTEUR PRINCIPAL, TECHNOLOGIE	AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE	202 192 \$
Caroline De Pokomandy-Morin	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	202 026 \$
Jean-François D'Amour	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE MAGOG	201 761 \$
Annie Pagé	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE - PROXIMITÉ	VILLE DE TROIS-RIVIÈRES	201 698 \$
Robert Dussault	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT - PLANIFICATION	VILLE DE TROIS-RIVIÈRES	201 698 \$
Céline Poncelin de Raucourt	VP À L'ENSEIGNEMENT ET À LA RECHERCHE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC	200 782 \$
Debra Ann Titone	V. RECT. ADJOINTE, RECHERCHE	UNIVERSITÉ MCGILL	200 774 \$
Cédric Pautel	SECÉTAIRE GÉNÉRAL	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	200 772 \$
Christian Casanova	DIRECTEUR DE LA RECHERCHE ET DES PARTENARIATS	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	200 772 \$
Jean Belzile	DIRECTEUR DU DÉV. STRATÉGIQUE ET DES RESSOURCES	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	200 772 \$
Michel Huneaut	DIRECTEUR DES AFFAIRES ACADÉMIQUES	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	200 772 \$
Christian Lebeuf	DIRECTEUR EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES	RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	200 352 \$
Guy Dufour	DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	200 334 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Johanne Archambault	CONSEILLÈRE-CADRE	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	200 334 \$
Isabelle Boucher	DIRECTRICE DE L'ADMINISTRATION	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	200 192 \$
Langis Michaud	DIRECTEUR - ÉCOLE D'OPTOMÉTRIE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	200 174 \$
Gabriel Bruneau	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE GRANBY	200 000 \$
James Engle-Warnick	DOYEN, FAC. DES ARTS, PAR INTÉRIM	UNIVERSITÉ MCGILL	199 685 \$
Lucie Frenière	DIRECTRICE PRINCIPALE, COMMUNICATIONS, AFFAIRES PUBLIQUES ET EXPÉRIENCE CLIENT	AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE	199 189 \$
Mathieu Gervais	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE	198 791 \$
Christine Laliberté	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CISSS DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU QUÉBEC	198 682 \$
Luc Leblanc	VICE-PRÉSIDENT AUX TI	RETRAITE QUÉBEC	198 552 \$
Bastien Patrick	DIRECTEUR D'ARRONDISSEMENT	VILLE DE QUÉBEC	198 429 \$
Ariel Genest-Boileau	SECÉTAIRE ADJOINT À LA LÉGISLATION	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	198 340 \$
Benoît Desbiens	V.-RECT. À L'ADMINISTRATION ET AUX RH.	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	198 337 \$
Caroline Bernard	DIRECTRICE ADJOINTE POLICE	VILLE DE SAINT-JÉRÔME	198 173 \$
Philippe Ethier	PDG ADJOINT	CISSS DE LA NAUJÈRE	198 159 \$
Stephan Bugay	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	VILLE DE QUÉBEC	198 000 \$
Eric Bosco	DIR. EXÉC. DE L'INSTITUT DE L'ENVIRONN. BÂTI ET DE L'ÉCO. CIRC.	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	198 000 \$
Sylvain Dufresne	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT - SERVICES À LA COMMUNAUTÉ ET DÉV. DES INFRASTRUCTURES	VILLE DE TERREBONNE	197 728 \$
Jean-Philippe Mckenzie	VP À L'ACCÈS SÉCURITAIRE AU RÉSEAU ROUTIER	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	197 600 \$
Martin Lefebvre	DIRECTEUR DE SERVICE	VILLE DE QUÉBEC	197 561 \$
Cindy Finn	DIRECTRICE GÉNÉRALE	C.S. LESTER B. PEARSON	197 520 \$
Gaëlle Absolonne	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CSS MARIE-VICTORIN	197 520 \$
Kathlyn Morel	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CSS DES GRANDES-SEIGNEURIES	197 520 \$
Luc Lapointe	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DES PATRIOTES	197 520 \$
Marie-Claude Asselin	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CSS DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES	197 520 \$
Pierre Lapointe	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DE LA CAPITALE	197 520 \$
René Brisson	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DE LA RIVIÈRE-DU-NORD	197 520 \$
Sylvain Racette	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CENTRE DE SERVICE SCOLAIRE DE LA RÉGION DE SHERBROOKE	197 520 \$
Jean-François Miron	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CISSS DE L'OUEST-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	197 433 \$
Marie-Claude Gagnon	VICE-PRÉSIDENTE GÉN. DE LA PROTECTION DES DROITS, DE L'ÉTHIQUE ET DES COMMUNICATIONS	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	197 155 \$
Marco Bélanger	PDG ADJOINT	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	196 979 \$
Artur J. Pires	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCSISATION ET DE L'INTÉGRATION	196 897 \$
Élaine Raza	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA FAMILLE	196 897 \$
Jean-François Bernier	PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE	PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE	196 897 \$
Jessy Baron	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	196 897 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Richard Audet	DIRECTEUR FINANCEMENT, PLACEMENTS ET TRÉSORERIE	VILLE DE MONTRÉAL	196 805 \$
Stéphane Lehoux	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	196 532 \$
Marie-Pierre Raymond	DIRECTRICE D'ARRONDISSEMENT	VILLE DE QUÉBEC	196 262 \$
Caroline Germain	DIRECTRICE EXÉCUTIVE – TALENT ET CULTURE ET PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE	RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN (EXO)	196 255 \$
Manon Bernard	DIRECTRICE GÉNÉRALE	VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	196 161 \$
Véronique Angers	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	VILLE DE SHERBROOKE	196 111 \$
Luc Boisvert	V. RECT. AUX RESSOURCES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	195 979 \$
Manon Champagne	V. RECT. À L'ENSEIGNEMENT, À LA RECHERCHE ET À LA CRÉATION	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	195 979 \$
Martine Rioux	SECÉTAIRE GÉNÉRALE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	195 979 \$
Josée Bastien	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	195 883 \$
Mary Hunter	DOYENNE, FAC. DES ARTS, PAR INTÉRIM	UNIVERSITÉ MCGILL	195 850 \$
Éric Maranda	VP GÉN. DE L'INNOVATION ET DE L'ADMINISTRATION	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	195 827 \$
Guy Germain	DIRECTEUR INNOVATION ET TECHNOLOGIES	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Jean-Marc Venne	DIRECTEUR RÉALISATION DE PROJETS	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Lidia Divry	DIRECTRICE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Lison Lefebvre	DIRECTRICE FINANCES ET TRÉSORIER	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Luc Paquette	DIRECTEUR URBANISME	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Marie-Josée Girard	DIRECTRICE INGÉNIERIE	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Martine Lachambre	DIRECTRICE GÉNÉRALE ASSOCIÉE	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Michel Allen	DIRECTEUR CULTURE, LOISIRS, SPORT ET DEV. SOCIAL	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Nicolas Moukhaïbe	DIRECTEUR IMMEUBLES, PARCS ET ESPACES PUBLICS	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Patrick Taillefer	DIRECTEUR SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Pierre Cullen	DIRECTEUR GESTION DE L'EAU	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Sophie De Nobile	DIRECTRICE COMMUNICATIONS ET MARKETING	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Sylvain Gouin	DIRECTEUR BUREAU DES TRANSACTIONS ET INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS	VILLE DE LAVAL	195 798 \$
Sylvain Pagé	ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, STRATÉGIE	VILLE DE SAINT-JÉRÔME	195 648 \$
Véronique Belpaire	DIRECTRICE - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	195 631 \$
Jean-Philippe Day	VICE-PRÉSIDENT GÉN. DES RESSOURCES HUMAINES	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	195 601 \$
Martin Savard	DIRECTEUR DE SERVICE - CONCERTATION AVEC LES ARRONDISSEMENTS	VILLE DE MONTRÉAL	195 526 \$
Charles de la Chevrotière	DIR. PRINCIPAL, STRATÉGIES D'AFFAIRES ET DE MOBILITÉ	AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE	195 498 \$
Marc-André Dowd	PROTECTEUR DU CITOYEN	PROTECTEUR DU CITOYEN	195 443 \$
Annick Paquette	SECÉTAIRE GÉNÉRAL	ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL	195 427 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Geneviève Goudreault	DIR. DE SERVICE - PLAN. STRAT. ET PERFO. ORGANISATIONNELLE	MONTRÉAL	195 075 \$
Éric Tremblay	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT PROGRAMME SANTÉ PHYSIQUE	CISSS DE LA MONTRÉGIE-EST	195 006 \$
Christine Gauvreau	DIRECTEUR EXÉCUTIF, EXPÉRIENCE CLIENTS	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	195 000 \$
Dominique Deschênes	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE	194 967 \$
Monique Richer	SECÉTAIRE GÉNÉRALE	UNIVERSITÉ LAVAL	194 837 \$
Marie-Claude Beauchemin	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CISSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	194 607 \$
Patrick Brassard	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CISSS DES LAURENTIDES	194 607 \$
Martin Dampousse	MARE	VILLE DE VARENNES	194 500 \$
Valérie Plante	MARESSE	VILLE DE MONTRÉAL	194 372 \$
Cédric Couture	DIRECTEUR ADJOINT POLICE	VILLE DE MONTRÉAL	194 162 \$
Marc Charbonneau	DIRECTEUR ADJOINT POLICE	VILLE DE MONTRÉAL	194 162 \$
Vincent Richer	DIRECTEUR ADJOINT POLICE	VILLE DE MONTRÉAL	194 162 \$
Marjolaine Dupuis	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CISS DE LA POINTE-DE-ÈLE	194 081 \$
Connie Jacques	POG ADJOINTE	CISSS DE LA GASPÉSIE	193 918 \$
Alain Desgagné	DIRECTEUR - RH	VILLE DE LONGUEUIL	193 614 \$
Audrey-Anne Gagnon	DIRECTRICE - GÉNIE	VILLE DE LONGUEUIL	193 614 \$
Guillaume Lamothe	DIRECTEUR - TRAVAUX PUBLICS ET GEM	VILLE DE LONGUEUIL	193 614 \$
Jean Melançon	DIRECTEUR - SÉCURITÉ INCENDIE	VILLE DE LONGUEUIL	193 614 \$
Nathalie Vézina	DIRECTRICE - SERVICES JURIDIQUES	VILLE DE LONGUEUIL	193 614 \$
Sylvie Toupin	DIRECTRICE - FINANCES ET TRÉSORIER	VILLE DE LONGUEUIL	193 614 \$
Valérie Maltais	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	193 334 \$
Daniel Lemieux	DG ADJOINT, INFRASTRUCTURES, PLANIFICATION ET DÉV.	VILLE DE SAINT-JÉRÔME	193 305 \$
Audrey Bouchard	DIRECTRICE DES SOINS INFIRMIERS	INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINEL	193 142 \$
Martin Villeneuve	DIRECTEUR RESSOURCES INFORMATIQUES	CISSS DU SAGUENAY-LAC-SAINTE-JEAN	193 112 \$
Dominique Marquis	V.-RECT. À LA FORMATION ET À LA RECHERCHE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	192 836 \$
Cindy Gendron	DIRECTRICE DE SERVICE	VILLE DE QUÉBEC	192 760 \$
Marie-Josée Corriveau	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE ET PRÉSIDENTE EN CHEF	BUREAU DE S.PRESIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE	192 670 \$
David Brulotte	DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU QUÉBEC À LOS ANGELES	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	192 645 \$
Kathy Plante	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE DES SERVICES À L'ORG.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	192 604 \$
Alexandre Mizoguchi	DIRECTEUR ADJOINT SÉCURITÉ INCENDIE	VILLE DE MONTRÉAL	192 466 \$
Philippe Gauthier	DIRECTEUR ADJOINT SÉCURITÉ INCENDIE	VILLE DE MONTRÉAL	192 466 \$
Serge Villeneuve	DIRECTEUR ADJOINT SÉCURITÉ INCENDIE	VILLE DE MONTRÉAL	192 466 \$
Frank Pons	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	192 350 \$
Jeanne-Evelyne Turmel	POG ADJOINTE	CISSS DE LAVAL	191 948 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Aurélie Campana	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	191 845 \$
Adel Omard Dahmane	V.-RECT. AUX ÉTUDES ET À LA FORMATION (SUPPLÉANT)	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	191 769 \$
Komlan T. Sedzro	DOYEN	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	191 694 \$
Diane Gauvin	DIRECTRICE GÉNÉRALE	COLLÈGE DAWSON	191 389 \$
Hélène Bailleu	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE	191 389 \$
Malika Habel	DIRECTRICE GÉNÉRALE	COLLÈGE DE MAISONNEUVE	191 389 \$
Carole Gagnon	VP GÉN. DU TRAITEMENT ET DES TECHNOLOGIES	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	191 340 \$
Serge Bouchard	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE	191 333 \$
Christine Mimeault	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	191 311 \$
Daniel Rancourt	DIRECTEUR DE SERVICE	VILLE DE QUÉBEC	191 296 \$
Francyne Gervais	DIR. DE SERVICE - EXPÉRIENCE CITOYENNE ET COMMUNICATION	VILLE DE MONTRÉAL	191 252 \$
Caroline Sénécal	V.-RECT. ADJOINTE AUX ÉTUDES ET AUX AFFAIRES ÉTUDIANTES	UNIVERSITÉ LAVAL	191 050 \$
Jean Lemay	V.-RECT. ADJ. AUX AFFAIRES PROFESSORALES ET ACAD.	UNIVERSITÉ LAVAL	191 050 \$
Jean-François Forgues	V.-RECT. ADJ. À L'EXEC. ET À L'ADMINISTRATION	UNIVERSITÉ LAVAL	191 050 \$
Martin Fortier	V.-RECT. ADJOINT	UNIVERSITÉ LAVAL	191 050 \$
Michel J. Tremblay	V.-RECT. ADJOINT	UNIVERSITÉ LAVAL	191 050 \$
Noémie Moisan	V.-RECT. ADJOINT AUX RH.	UNIVERSITÉ LAVAL	191 050 \$
Sehi Mellouli	V.-RECT. ADJOINT	UNIVERSITÉ LAVAL	191 050 \$
Yan Cimon	V.-RECT. ADJ. AUX AFFAIRES INTER. ET À LA FRANCOPHONIE	UNIVERSITÉ LAVAL	191 050 \$
Pierre Savage	DIRECTEUR EXÉCUTIF, EXPLOITATION	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	191 000 \$
Anabelle Viau-Guay	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	190 928 \$
Renée Berger	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	190 747 \$
Christopher Buddle	V.-RECT. EXÉCUTIF ADJOINT ENSEIGNEMENT ET PROGRAMMES D'ÉTUDES	UNIVERSITÉ MCGILL	190 644 \$
Jean-François Bernier	DIRECTEUR ADJOINT POLICE	VILLE DE QUÉBEC	190 644 \$
André G. Turcotte	DIRECTEUR ADJOINT POLICE	VILLE DE QUÉBEC	190 644 \$
Anne-Marie Laflamme	DOYENNE	UNIVERSITÉ LAVAL	190 446 \$
Francine Fortin	DIRECTRICE DE SERVICE - STRATÉGIE IMMOBILIÈRE	VILLE DE MONTRÉAL	190 292 \$
Denis Roy	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	190 079 \$
Dominique Jacob	DIRECTEUR - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	190 072 \$
Serge Geoffrion	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE L'ASSOMPTION	190 008 \$
Carlo Fleury	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE SORÈL-TRACY	190 000 \$
Geneviève Giroux	VICE-PRÉSIDENTE APPROV. GESTION DE L'OFFRE ET REL. AVEC LES FOURNISSEURS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS	190 000 \$
Roch-André Malo	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DES MILLE-ÎLES	189 925 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Valérie Gagnon	DIRECTRICE - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	189 711 \$
Marco Desbiens	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE RIMOUSKI	189 625 \$
Odile Darbouze	VICE-PRÉSIDENTE GÉN. DES PARTICULIERS	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	189 512 \$
Fatiha Chandad	DOYENNE	UNIVERSITÉ LAVAL	189 508 \$
François Charpentier	MEMBRE ET PRÉSIDENT DU CA ET DG	CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ	189 236 \$
Sylvain Villeneuve	DIRECTEUR - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	189 166 \$
Annie Pilote	DOYENNE	UNIVERSITÉ LAVAL	189 084 \$
Alain Perron	DIRECTEUR D'ARRONDISSEMENT	VILLE DE QUÉBEC	188 980 \$
Sophie Grégoire	DIR. RÉMUNÉRATION GLOBALE ET SYSTÈMES INFORMATIQUES	VILLE DE MONTRÉAL	188 920 \$
Karine Dumont	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION	188 745 \$
Mélissa Paquin	DIR. - RELATIONS DE TRAVAIL ET NÉGOCIATRICE EN CHEF	VILLE DE MONTRÉAL	188 700 \$
Miles Turnbull	V.-RECT. ACAD. ET RECHERCHE	UNIVERSITÉ BISHOP'S	188 643 \$
Isabelle Bemeur	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	188 639 \$
Diane Martel	DIRECTRICE - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	188 389 \$
Adel El Zaïm	V.-RECT. À LA RECHERCHE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS	188 377 \$
Alain Godmaire	V.-RECT. À L'ADMINISTRATION ET AUX RESSOURCES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS	188 377 \$
Vincent Beauséjour	V.-RECT. À L'ENSEIGNEMENT ET À LA RÉUSSITE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS	188 377 \$
Jean Bélanger	DOYEN	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	188 369 \$
Joanne Lalonde	DOYENNE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	188 369 \$
Josée S. Lafond	DOYENNE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	188 369 \$
Normand Séguin	DOYEN	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	188 369 \$
Nadine Mailloux	OMBUDSMAN	VILLE DE MONTRÉAL	188 294 \$
Steve Beaudoin	DIRECTEUR - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	188 294 \$
Josée Soucy	DIR. DES RH, DES COMMUNICATIONS ET AFFAIRES JURIDIQUES	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	188 288 \$
Mireille Lavoie	DOYENNE	UNIVERSITÉ LAVAL	188 197 \$
Brigitte Aucoin	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CSS DES ÎLES	187 963 \$
André Hamel	DIRECTEUR - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	187 931 \$
Sylvain Pomerleau	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CISSS DES LAURENTIDES	187 907 \$
Sylvain Baillargeon	COMMISSAIRE ASSOCIÉ AUX ENQUÊTES	UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION	187 862 \$
Aisha Issa	MEMBRE DU CA ET DIRECTRICE GÉNÉRALE	INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE DU QUÉBEC	187 806 \$
Kathleen Munger	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE	187 657 \$
Fernand Gervais	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	187 636 \$
Alain Coulombe	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES	187 527 \$
Abdou Aziz Niang	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION	187 521 \$
André Houle	VP AUX ASSURANCES ET À LA PROTECTION DU REVENU	FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC	187 521 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
André Picard	VP AU FINANCEMENT	FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC	187 521 \$
Anne Boucher	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION	187 521 \$
Anne-Marie Forget	MEMBRE ET VP	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT	187 521 \$
Anne-Marie Jean	MEMBRE DU CA ET PDG	CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC	187 521 \$
Annie Beaudin	MEMBRE ET VICE-PRÉSIDENTE	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL	187 521 \$
Anouk Gagné	VICE-PRÉSIDENT À L'ÉQUITÉ SALARIALE	CNESST	187 521 \$
Carole Jabet	DIRECTRICE SCIENTIFIQUE ET MEMBRE DU CA	FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ	187 521 \$
Catherine Ferembach	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE CHARGÉE DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	187 521 \$
Claire Deronzier	DÉLÉGUÉE AUX AFFAIRES FRANCOPHONES ET MULTILATÉRALES À LA DÉLÉGATION DU QUÉBEC À PARIS	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	187 521 \$
Claude Dussault	VP - SERVICES AUX CITOYENS ET AUX USAGERS	PROTECTEUR DU CITOYEN	187 521 \$
Daniel Jean	MEMBRE DU CA ET DIRECTEUR GÉNÉRAL	OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	187 521 \$
Dominique Benoit	MEMBRE ET VICE-PRÉSIDENTE	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL	187 521 \$
Dominique Derome	MEMBRE ET PRÉSIDENTE	OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	187 521 \$
Dominique-Valérie Malack	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE	187 521 \$
Éric Dequenne	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	187 521 \$
Éric Marquis	SECÉTAIRE ADJOINT	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	187 521 \$
Éric René	COMMISSAIRE ASSOCIÉ AUX VÉRIFICATIONS	COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	187 521 \$
Francine Mercure	MEMBRE ET VICE-PRÉSIDENTE	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL	187 521 \$
Gaétan Morency	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC	187 521 \$
Geneviève Lajoie	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE	187 521 \$
Ginette Bureau	RÉGISSEUSE ET PRÉSIDENTE	RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC	187 521 \$
Hélène Drainville	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	187 521 \$
Hélène Vallières	VICE-PROTECTRICE DU CITOYEN - AFFAIRES INSTITUTIONNELLES ET PRÉVENTION	PROTECTEUR DU CITOYEN	187 521 \$
Isabelle Mignault	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE	187 521 \$
Iya Touré	DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU QUÉBEC À DAKAR	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	187 521 \$
Jacob Martin-Malus	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	187 521 \$
Jacques Boulanger	MEMBRE ET VP	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	187 521 \$
Janice L. Bailey	MEMBRE DU CA ET DIRECTRICE SCIENTIFIQUE	FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES	187 521 \$
Jean-François Paquet	VICE-PRÉSIDENT RESPONSABLE DES ENQUÊTES	RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC	187 521 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Jean-Luc Malouin	CORONER PERMANENT ET CORONER EN CHEF ADJ	CORONER	187 521 \$
Jean-Pascal Bernier	VP À L'AMÉLIORATION ET AU DÉV. DE L'HABITATION	SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC	187 521 \$
Joanne Castonguay	COMMISSAIRE	COMMISSAIRE À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE	187 521 \$
Lambert Didier Toni	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	187 521 \$
Louise Chamberland	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS	187 521 \$
Louise Cordeau	MEMBRE ET PRÉSIDENTE	CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME	187 521 \$
Louise Poissant	DIRECTRICE SCIENTIFIQUE ET MEMBRE DU CA	FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE	187 521 \$
Manon Lecours	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	187 521 \$
Marie-Claude Francoeur	DÉLÉGUÉE DU QUÉBEC À BOSTON	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	187 521 \$
Marie-Josée Blais	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	187 521 \$
Mario Lavoie	CHEF DE POSTE DU BUREAU DU QUÉBEC À OTTAWA	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	187 521 \$
Mario Wilfrid Limoges	DÉLÉGUÉ DU QUÉBEC À CHICAGO	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	187 521 \$
Monique Brodeur	MEMBRE ET PRÉSIDENTE	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION	187 521 \$
Nathalie Marcoux	VP À LA SURVEILLANCE DES MARCHÉS PUBLICS	AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS	187 521 \$
Owen-John Peate	ADJOINT AU CURATEUR PUBLIC	CURATEUR PUBLIC	187 521 \$
Richard Masse	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE	187 521 \$
Sébastien Caron	MEMBRE ET VICE-PRÉSIDENT	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	187 521 \$
Silvia Cristina Garcia	VP À LA RÉGLEMENTATION ET À L'INNOVATION	RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC	187 521 \$
Sonia Gagné	MEMBRE DU CA ET PDG	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE	187 521 \$
Stéphane Bouchard	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	187 521 \$
Stéphane Lanctôt	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION	187 521 \$
Stéphanie Allard	DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU QUÉBEC À MEXICO	MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	187 521 \$
Suzanne Levesque	SECRÉTAIRE ADJOINTE AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	187 521 \$
Thierry Audin	SEC. ADJ. AUX COMM. STRATÉGIQUES GOUVERNEMENTALES	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	187 521 \$
Vicky Lizotte	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	187 521 \$
William Floch	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DES FINANCES	187 521 \$
Youri Rousseau	SECRÉTAIRE ASSOCIÉ CHARGÉ DU SECRÉTARIAT À LA CAPITALE-NATIONALE	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	187 521 \$
Stéphane Plante	DIRECTEUR - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	187 411 \$
Carl Bond	DIRECTEUR DE LA GESTION IMMOBILIÈRE	SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DÉVELOPPEMENT MONTRÉAL	187 309 \$
Louise-Helene Lefebvre	DIRECTRICE DE SERVICE - GRANDS PARCS, VERDISSEMENT ET MONT-ROYAL	VILLE DE MONTRÉAL	187 303 \$
Roger Lachance	DIRECTEUR DE SERVICE - ENVIRONNEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	187 232 \$
Daniel Lafond	DIRECTEUR - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	187 186 \$
Annie Robitaille	DIRECTRICE DES SERVICES MULTIDISCIPLINAIRES	CRUSSS DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU QUÉBEC	187 148 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Brigitte Brabant	DIRECTRICE DES PROGRAMMES SOCIAUX ET DE RÉADAPTATION	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	187148 \$
Carla Maria Vandoni	DIRECTRICE DES PROGRAMMES SOCIAUX ET DE RÉADAPTATION	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	187148 \$
Caroline Dubé	DIRECTRICE RH, COMM. ET AFFAIRES JURIDIQUES	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	187148 \$
Chantal Boucher	DIRECTRICE DES SOINS INFIRMIERS	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	187148 \$
Élise Leclair	DIRECTRICE DES SOINS INFIRMIERS	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	187148 \$
Isabelle Matte	DIRECTRICE DES PROGRAMMES SOCIAUX ET DE RÉADAPTATION	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	187148 \$
Marc Beaudet	DIRECTEUR DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	CISSS DE L'ANAUDIÈRE	187148 \$
Marie-Ève Lemieux	DIRECTRICE RH, COMM. ET AFFAIRES JURIDIQUES	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	187148 \$
Marie-Michèle Fontaine	DIRECTRICE RH, COMM. ET AFFAIRES JURIDIQUES	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	187148 \$
Martin Delage	DIRECTEUR DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	CISSS DE L'ANAUDIÈRE	187148 \$
Nathalie Bibeau	DIRECTRICE DES PROGRAMMES SOCIAUX ET DE RÉADAPTATION	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	187148 \$
Ngo Thanh Tung Tran	DIRECTEUR DES PROGRAMMES SOCIAUX ET DE RÉADAPTATION	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	187148 \$
Philippe Lottin	DIRECTEUR	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	187148 \$
Pierre-André Tremblay	DIRECTEUR DES RESSOURCES TECHNIQUES ET MATÉRIELLES	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	187148 \$
Renée Descôteaux	DIRECTRICE DES SOINS INFIRMIERS	CHUM	187148 \$
Sandrine Billeau	DIRECTEUR DES PROGRAMMES SOCIAUX ET DE RÉADAPTATION	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	187148 \$
Sylvia Provost	DIRECTRICE RH, COMM. ET AFFAIRES JURIDIQUES	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	187148 \$
Yann Belzile	DIR. DES RH ET/OU COMM. ET/OU AFFAIRES JURIDIQUES	CISSS DE L'ESTRIE - CHUS	187148 \$
Chantal Normandeau	DIRECTRICE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	187147 \$
Martyne Charland	DIRECTRICE RH, COMM. ET AFFAIRES JURIDIQUES	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	187147 \$
Stéphanie Vachon	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	187061 \$
Charles Noël de Tilly	VICE-PRÉSIDENT GÉN. DES ENTREPRISES	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC	187008 \$
Catherine Beaudry	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	186808 \$
Anne-Lise Gravel	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE COMMUNICATIONS ET RH	CSS DE MONTRÉAL	186721 \$
Chantale Cyr	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CSS DES RIVES-DU-SAGUENAY	186721 \$
Christian Pleau	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DES DÉCOUVREURS	186721 \$
Eric Racine	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DU VAL-DES-CERFS	186721 \$
Fabien Giguère	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DE LA BEAUCE-ÉTCHEMIN	186721 \$
Frédéric Greschner	DIRECTEUR GÉNÉRAL PAR INTÉRIM	C.S. SIR-WILFRID-LAURIER	186721 \$
Jean Ouimet	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ORG. SCOLAIRE ET DES TI	CSS DE MONTRÉAL	186721 \$
Jean-Pierre Bédard	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DE SAINT-HYACINTHE	186721 \$
Luc Galvani	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DU CHEMIN-DU-ROY	186721 \$
Lucien Maltais	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DES CHÊNES	186721 \$
Manon Dufour	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CSS DES DRIVEURS	186721 \$
Marc Girard	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CSS DE MONTRÉAL	186721 \$
Marie-Claude Huberdeau	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DES HAUTES-RIVIÈRES	186721 \$
Nadine Peterson	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CSS DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS	186721 \$
Olivier Simard	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CÉGEP MONTMORENCY	186721 \$
Pascale Gingras	DIR. ADJ. DES SERVICES ÉDUCATIFS ET DES DIRECTIONS D'UNITÉ	CSS DE MONTRÉAL	186721 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Stéphane Chaput	DG ADJOINT DES RESSOURCES MATÉRIELLES	CSS DE MONTRÉAL	186 721 \$
Sylvain Lambert	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CÉGEP ÉDOUARD-MONTPETIT	186 721 \$
Denis Lemaire	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DE L'ÉNERGIE	186 704 \$
Nancy Gélinas	DOYENNE	UNIVERSITÉ LAVAL	186 695 \$
Pierre Côté	DIRECTEUR PRINCIPAL	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	186 621 \$
Chantal Bibeau	DIRECTRICE ADJOINTE SÉCURITÉ INCENDIE	VILLE DE MONTRÉAL	186 592 \$
Julie Baillargeon-Lavergne	CURATRICE PUBLIQUE	CURATEUR PUBLIC	186 533 \$
Stéphane Lance	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT	CISSS DE L'OUTAOUAIS	186 445 \$
Josée Lepage	SOUS-MINISTRE ADJOINTE	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	186 428 \$
Pierre Marchand	DIRECTEUR POLICE	VILLE DE SHERBROOKE	186 174 \$
Brigitte Grandmaison	DIRECTRICE - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	186 010 \$
Nathalie Reniers	DG ADJOINTE - SERVICES CORPORATIFS ET SÉCURITÉ URBAINE	VILLE DE TERREBONNE	185 867 \$
Robert Chicoine	DG ADJOINT - DÉV. ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	VILLE DE TERREBONNE	185 867 \$
Sergio Fernandes	DIRECTEUR DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	CISSS DU CENTRE-SUD-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	185 835 \$
Annie Bouthillette	DIRECTRICE DES RELATIONS INSTITUTIONNELLES	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	185 817 \$
Anne Chamandy	DIRECTRICE - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	185 801 \$
Éric Larivière	DIRECTEUR GÉNÉRAL	CSS DU LAC-TÉMISCAMINGUE	185 771 \$
Yves Arcand	DIRECTEUR GÉNÉRAL	VILLE DE VICTORIAVILLE	185 763 \$
André Arsenault	VICE-PRÉSIDENT À L'EXPLOITATION DES IMMEUBLES	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	185 737 \$
Marie-Claude Fontaine	SECRÉTAIRE ADJOINTE	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	185 616 \$
Houda Slaoui	DIRECTRICE EXÉCUTIVE PLANIFICATION STRATÉGIQUE, TARIFICATION ET FINANCEMENT	AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN	185 507 \$
Gaétan Marcotte	DIRECTEUR ADJOINT POLICE	VILLE DE QUÉBEC	185 454 \$
Alexandre Ramacieri	DIRECTEUR DE CABINET	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	185 250 \$
Francis Côté	DIRECTEUR DE CABINET	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	185 250 \$
Julie Lussier	DIRECTRICE DE CABINET	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	185 250 \$
Robert Dupras	DIRECTEUR DE CABINET	ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	185 250 \$
Annie Plante	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CISSS DE LA NAUJOLIÈRE	185 202 \$
Alain Larrivee	DIRECTEUR - PRODUCTION DE L'EAU POTABLE	VILLE DE MONTRÉAL	185 189 \$
Isabelle Bastien	DIRECTRICE - ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	185 143 \$
Martin Pelletier	PDG	CISSS DE LA GASPÉSIE	185 118 \$
Gaby Hsab	DOYEN	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	185 044 \$
Ali Reda Diouri	SECRÉTAIRE ADJOINT ET NÉGOCIATEUR EN CHEF ADJOINT	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	184 967 \$
Chantal Careau	DIRECTRICE DES SOINS INFIRMIERS	CISSS DU CENTRE-SUD-DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	184 805 \$
Jonathan Tabarah	CONSEILLER	VILLE DE LONGUEUIL	184 767 \$

NOM	POSTE	ORGANISME	SALAIRE
Josée Prud'Homme	DIRECTRICE PRINCIPALE	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	184 600 \$
Suzie Lucas	DIRECTRICE GÉNÉRALE	CSS DES NAVIGATEURS	184 594 \$
Patricia Bourgault	DIRECTRICE DES SOINS INFIRMIERS	CISSS DE L'ESTRIE - CHUS	184 540 \$
Anne Dionne	DOYENNE	UNIVERSITÉ LAVAL	184 512 \$
Steeve Vigneault	DIRECTEUR DES PROGRAMMES SOCIAUX ET DE RÉADAPTATION	CISSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	184 316 \$
Daniel Garneau	CONSEILLER-CADRE À LA DIRECTION GÉNÉRALE	CISSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	184 091 \$
Nathalie Charbonneau	DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE	CISSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	184 091 \$
Sylvain Langlois	DIRECTEUR DE SERVICE	VILLE DE QUÉBEC	184 048 \$
Sonia Potvin	VICE-PRÉSIDENTE AUX POLITIQUES ET AUX PROGRAMMES	RETRAITE QUÉBEC	183 863 \$
Marc-André Thivierge	SOUS-MINISTRE ADJOINT	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	183 659 \$
Martin Breault	SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS	183 659 \$
Pierre St-Antoine	MEMBRE DU CA ET DIRECTEUR GÉNÉRAL	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC	183 637 \$
Guillaume Pinson	DOYEN	UNIVERSITÉ LAVAL	183 385 \$
Pierre Boutin	DIRECTEUR - TRAVAUX PUBLICS EN ARRONDISSEMENT	VILLE DE MONTRÉAL	183 381 \$
Guillaume Saint-Onge	DIRECTEUR DE L'ISMER	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	183 368 \$
Debbie Gendron	DIRECTRICE DES SERVICES ADMINISTRATIFS	UNIVERSITÉ TÉLUQ	183 293 \$
Harriet Keleutak	DIRECTRICE GÉNÉRALE	C.S. KATVIK	183 093 \$

Communiqué (s)

Mise en œuvre du programme Culture et citoyenneté québécoise - Plus ça change, plus c'est pareil!



NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) →

13 mai, 2024, 06:00 ET

Faute de formation adéquate et de matériel approuvé, 81 % des enseignants ne sont pas prêts pour la prochaine rentrée, dénonce la FSE-CSQ

QUÉBEC, le 13 mai 2024 /CNW/ - Constatant les nombreuses lacunes dans la formation, de même que l'absence de matériel approuvé pour l'implantation obligatoire du programme *Culture et citoyenneté québécoise* (CCQ), prévue pour la rentrée 2024, la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) demande au ministère de l'Éducation du Québec la prolongation de son implantation facultative pour une année supplémentaire afin de pouvoir en faire une réussite. La FSE-CSQ fait cette demande après avoir consulté les profs du primaire et du secondaire concernés quant à la formation qu'ils ont pu suivre, et quant à l'accès au matériel du nouveau programme.

« Les centres de services scolaires (CSS) n'ont pas été au rendez-vous et les formations du Ministère, quand les profs y ont eu accès, sont demeurées beaucoup trop théoriques. C'est très décevant, car nous voulons avancer avec ce programme qui comporte de nombreux enjeux délicats, dont l'éducation à la sexualité. Nous souhaitons cependant que l'implantation se fasse correctement, avec de la formation plus pratique qui répond

davantage aux besoins, avec le matériel nécessaire et avec des réponses à nos questions. Une fois de plus, le Ministère n'apprend pas de ses erreurs, et ce sont les enseignants qui en paieront le prix si on impose le programme mur à mur et sans discernement en septembre prochain », a fait savoir Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ.

Plus de 2 675 personnes qui enseignent le programme ECR ou CCQ ont participé à la consultation menée du 30 avril au 6 mai 2024. Les résultats de la consultation sont éloquentes. En voici quelques extraits :

- Seulement 45 % des enseignants qui l'enseigneront ont reçu une formation;
- 68 % des répondants jugent qu'ils n'ont pas les ressources matérielles ou techniques nécessaires pour l'enseignement du programme;
- 81 % des enseignants considèrent qu'ils ne sont pas suffisamment formés et outillés pour enseigner le programme dans quelques mois seulement.

« Comprendons-nous bien ici : ce n'est ni faute de volonté ni en raison de leur grève de huit jours que les enseignants ne sont pas suffisamment formés. C'est plutôt parce que les CSS n'ont pas pris les moyens nécessaires pour assurer leur formation, malgré le financement dégagé par le Ministère qui, lui, n'en a pas assuré le suivi. Aucun bilan n'a été fait, aucun état des lieux n'a été constaté. Nous avons reçu des dizaines et des dizaines de pages de commentaires explicatifs, qui illustrent essentiellement la succession de portes qui ont été fermées pour les enseignants », a ajouté M^{me} Scalabrini. En voici un résumé :

- Les formations sur le programme CCQ ne sont pas offertes par certains CSS;
- Des formations sont annulées faute de personnes suppléantes;
- Une formation en mai est prévue dans des CSS, mais c'est déjà beaucoup trop tard;
- Des formations dans des CSS sont réservées aux seules écoles qui ont implanté le programme CCQ cette année;
- Aucun matériel didactique n'a été approuvé par le Ministère, ça devrait se faire à la fin août, indique-t-il, mais c'est vraiment trop tard;
- Les situations d'apprentissage et d'évaluation n'ont pas été élaborées en amont;
- Il y a un besoin de formation en évaluation des compétences du programme;
- Il y a un besoin de ressources conformes à la progression des apprentissages;
- Il n'y a aucune formation destinée au personnel enseignant en adaptation scolaire;
- L'enseignement du programme dans les groupes à plus d'une année d'études est pratiquement impossible, notamment avec les contenus en éducation à la sexualité.

« Croire que des enseignants, déjà surchargés, arriveront à s'approprier un programme, à planifier les apprentissages avec de nouvelles ressources qu'ils devront puiser à la pièce, à évaluer rigoureusement les apprentissages des élèves en mettant simultanément en œuvre le programme, c'est tout simplement irréaliste! Quand le gouvernement clame haut et fort qu'il veut valoriser la profession enseignante et qu'il implante un nouveau programme sans donner les conditions essentielles, il envoie un message inconséquent aux profs. Le respect pour les enseignants doit s'exprimer concrètement dans des situations comme celle-ci », a conclu M^{me} Scalabrini.

On peut prendre connaissance des **résultats de la consultation sur le site Web de la FSE-CSQ**.

Profil

La FSE-CSQ regroupe 34 syndicats représentant plus de 95 000 enseignantes et enseignants de centres de services scolaires et de commissions scolaires de partout au Québec. Elle compte parmi ses membres du personnel enseignant de tous les secteurs : préscolaire, primaire, secondaire, formation professionnelle et formation générale des adultes. Elle négocie en cartel avec l'Association provinciale des enseignants du Québec (APEQ-QPAT). Elle est affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

SOURCE Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ)

Richard Bergevin succèdera à Josée Scalabrini à la présidence de la FSE-CSQ



NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) →

10 mai, 2024, 12:23 ET

QUÉBEC, le 10 mai 2024 /CNW/ - Réunis en conseil fédéral à Québec, les syndicats membres de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) ont chaleureusement élu par acclamation celui qui les présidera à partir du 1^{er} juillet 2024, M. Richard Bergevin, actuellement président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE-CSQ).

Cette élection fait suite à l'annonce du départ à la retraite, le 30 juin prochain, de M^{me} Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ depuis 11 ans. M^{me} Scalabrini avait gracieusement accepté de reporter son départ d'un an afin de pouvoir conclure la négociation nationale pour le renouvellement de la convention collective des enseignantes et enseignants.

« C'est avec beaucoup d'énergie et de détermination que j'entamerai en juillet ces nouvelles fonctions auprès d'une instance solide et mobilisée pour la cause enseignante. Forts de l'important héritage



Richard Bergevin et Josée Scalabrini (Groupe CNW/Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ))

syndical de M^{me} Scalabrini, nous travaillerons notamment à attirer et à retenir les enseignants dans notre profession, en les consultant fréquemment sur les enjeux qui les préoccupent. Nous poursuivrons le travail de valorisation de la profession tout en nous assurant de défendre les droits et l'autonomie professionnelle des enseignantes et enseignants. Pour améliorer la situation, plus que jamais, les décisions qui seront prises en éducation devront tenir compte de nos propositions », a signifié M. Bergevin.

Enseignant de sciences au secondaire depuis 1992, Richard Bergevin est détenteur d'un baccalauréat en physique et d'un certificat en enseignement de l'Université de Sherbrooke. Il a été administrateur à l'Association des professeurs de sciences du Québec et chargé de cours à l'Université de Sherbrooke en didactique des sciences. Cumulant 12 ans à la présidence du SEE-CSQ, il est membre du comité exécutif de la FSE-CSQ depuis 2 ans.

Profil

La FSE-CSQ regroupe 34 syndicats représentant plus de 95 000 enseignantes et enseignants de centres de services scolaires et de commissions scolaires de partout au Québec. Elle compte parmi ses membres du personnel enseignant de tous les secteurs : préscolaire, primaire, secondaire, formation professionnelle et formation générale des adultes. Elle négocie en cartel avec l'Association provinciale des enseignants du Québec (APEQ-QPAT). Elle est affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

SOURCE Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ)

Renseignements: Source : Sylvie Lemieux, attachée de presse de la FSE-CSQ, 418 563-7193, lemieux.sylvie@fse.lacsq.org



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD

L'Escouade Robotique célèbre l'ingéniosité, la créativité et la passion pour la technologie

13 mai 2024

Le jeudi 25 avril dernier, l'Escouade Robotique #8152 de l'école secondaire de Saint-Charles tenait un 5 à 7 festif afin de célébrer l'ingéniosité, la créativité et la passion pour la technologie et de souligner la contribution essentielle de ses commanditaires.



Les élèves, les mentors et les coaches de l'Escouade ont pu remercier sincèrement tous les partenaires impliqués, sans qui le projet et la participation à différentes compétitions ne pourraient pas avoir lieu. Leur contribution a permis à l'équipe d'explorer de nouvelles possibilités et d'atteindre de nouveaux sommets. Ces partenaires sont le Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud, la Fondation de l'école secondaire de Saint-Charles, PMB, Frontmatec, Béton Mercier, Dracon, Beau-Site Excavation, Le Groupe Neurones ainsi que Rousseau métal.

Soulignons que l'Escouade a connu une très belle année notamment en participant à la prestigieuse compétition régionale Festival Robotique FIRST Québec du 2 au 3 mars au Collège Régina Assumpta à Montréal. L'équipe a terminé 12e sur 40 lors des matchs de qualifications et s'est rendue en finale en étant chef de la 7e alliance.

L'équipe est formée de 15 élèves (Ludovick Blais, Charles-Émile Bois, Zachary Bourget, Chloé Breton, Hubert Chaussé-Boulanger, Jérémie Gingras, Louis-Charles Lacasse, Xavier Lacasse, Nicolas Laflamme, Ludovik Mercier, Nathan Ouellette, Hugo Roy, Lucas St-Onge et Stélie Verreault) et s'entraîne sous la supervision et les conseils de précieux coaches (M. Patrick Lacasse et M. Yan Spence) et mentors (M. Samuel Lacasse, M. Olivier Lacasse, M. Bruno Ouellette et M. Guy St-Onge).

L'Escouade remercie tous celles et ceux qui ont participé à l'événement et qui ont soutenu de près ou de loin l'équipe dans son aventure technologique. Merci de soutenir cette passion chez nos jeunes!

Vive les sciences! Vive la robotique!

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud

157, rue Saint-Louis

Montmagny Québec

Canada G5V 4N3

www.cscotesud.qc.ca

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Grands prix de la CNESST 2024
Le Centre de services scolaire de La Jonquière
lauréat de la catégorie Proaction

Jonquière, 9 mai 2024 – Hier, lors de la 18^e cérémonie des Grands prix de de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) qui s'est déroulée à Québec, le Centre de services scolaire De La Jonquière a été nommé Lauréat de la catégorie Proaction pour son projet de prévention des risques psychosociaux et développement d'une structure permettant d'offrir des services éducatifs sécuritaires. Cinq organisations étaient en lice dans cette catégorie.

Le projet gagnant consiste en la mise en place d'une mobilisation et d'une sensibilisation de l'ensemble du personnel scolaire à la prévention, à l'intervention et à la post-intervention en matière de risques psychosociaux, particulièrement lors de crises ou de manifestations de comportements de violence envers les intervenants par des élèves en difficulté.

Bénéfique tant pour les élèves que le personnel éducatif, le projet offre une nouvelle structure complète et diversifiée. Bien plus encore, il constitue une nouvelle manière innovante de promouvoir la prévention et d'instaurer une nouvelle vision de la santé psychologique au travail, tout en venant confirmer la priorité qu'accorde le Centre de services scolaire à la santé et la sécurité au travail.

« Recevoir ce prix est une reconnaissance de notre engagement envers la prévention des risques psychosociaux. Le personnel du milieu scolaire travaille fort auprès de nos élèves mais, grâce à ce projet, notre CSS a voulu mettre de l'avant l'importance de mettre en place des protocoles visant à éviter les situations de violence auprès de notre personnel. Ce projet a voulu démontrer aux gestionnaires scolaires à toujours avoir à cœur la prévention des risques psychosociaux. » - Hélène D'Auteuil, directrice adjointe, École secondaire des Bâtisseurs

« Nous sommes très fiers de cette reconnaissance provinciale qui nous démontre que notre centre de services scolaire a mis en place un projet fort et porteur en santé et sécurité dans les écoles. La mise en place de ces nouveaux protocoles est le fruit de la collaboration entre des gestionnaires et des membres du personnel engagés dans leur milieu de travail et qui ont à cœur la proaction pour leurs collègues et eux-mêmes. » - Sébastien Malenfant, directeur général, Centre de services scolaire De La Jonquière

À propos du Centre de services scolaire De La Jonquière

Le Centre de services scolaire De La Jonquière accueille près de 10 000 élèves et emploie plus de 1 400 employés dans 22 écoles et centres de formation. Celui-ci comprend l'arrondissement de Jonquière de la ville de Saguenay et les municipalités de Bégin, Larouche, Saint-Ambroise et Saint-Charles-de-Bourget.

– 30 –

Pour information :

Amélie Gourde

Coordonnatrice

Secrétariat général, communications et transport

amelie.gourde@cssdlj.gouv.qc.ca

418 542-7551 p.4405

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP

Un projet entrepreneurial de La Pocatière remporte le titre de lauréat régional

13 mai 2024

Un des lauréats locaux au Défi OSEntreprendre, volet scolaire, vient d'obtenir le titre de lauréat régional!

Le projet « Le garage est ouvert », soumis par l'enseignante Noémie Lévesque de l'école polyvalente La Pocatière, a donc franchi cette nouvelle étape du concours, dans la catégorie secondaire 1er cycle.



L'activité réunit plusieurs jeunes mécanos de l'école sur l'heure du midi. Les élèves intéressés passent plusieurs heures à faire de la mécanique grâce à ce nouvel atelier. Les jeunes ont participé aux différentes étapes pour la mise en place du projet : préparer l'atelier, acquérir du matériel, etc.

Le projet de démarrage d'un atelier de mécanique a eu un effet formidable sur la motivation des élèves.

Pour plus d'information

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL

Un succès pour la 26^e édition du gala du Défi OSEntreprendre Laval

13 mai 2024



C'est le 25 avril dernier qu'avait lieu le 26^e gala du Défi OSEntreprendre Laval, qui a fait rayonner des jeunes et des entrepreneurs inspirants qui sont passés à l'action. Pas de doute que Laval peut en être fier!

Lors de ce gala, 22 prix ont été remis aux lauréats qui se sont démarqués par leur candidature. Des bourses totalisant près de 25 000 \$ ont été décernées à ces jeunes et ces entrepreneurs!

Si le Défi OSEntreprendre est devenu un incontournable pour propulser l'esprit d'entreprendre sur le territoire lavallois, c'est grâce à l'étroite collaboration des milieux pédagogiques et entrepreneuriaux. Pour inspirer le désir d'entreprendre dans la région, il peut compter sur de nombreux collaborateurs et partenaires, dont le Carrefour Jeunesse-Emploi de Laval, qui s'occupe du volet Scolaire et Formation Korpus, le Service aux entreprises et de formation continue du Centre de services scolaire de Laval, qui s'occupe des trois volets entreprise, soit le volet Création d'entreprise, le volet Réussite inc. et le volet Faire affaire ensemble.

Plusieurs de nos écoles primaires, secondaires, centres d'éducation des adultes et centres de formation professionnelle se sont démarqués grâce aux projets uniques et passionnants des élèves participant au Défi OSEntreprendre. Cinq d'entre eux ont été lauréats de prix et douze autres ont été nommés comme finalistes.

[Lire le communiqué complet](#)

Pour plus d'information

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
L'école D sera construite sur le terrain de l'école internationale du Phare

13 mai 2024

En considérant les nouveaux engagements pris dans la Déclaration de réciprocité concernant le nouveau partenariat entre le gouvernement du Québec et les gouvernements de proximité de décembre 2023, et devant les coûts occasionnés pour le raccordement de la nouvelle école aux services d'aqueducs, d'égouts et d'électricité occasionnés par le terrain pressenti pour la future école D, le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS), de concert avec le ministère de l'Éducation et en collaboration avec la Ville de Sherbrooke, a décidé de revenir au projet initial de construire la nouvelle école primaire près du boisé et de la rue Sara, sur le terrain de l'école internationale du Phare.

Cette relocalisation sur le terrain de l'école internationale du Phare présente plusieurs avantages, tant pour les élèves de la nouvelle école primaire que pour les élèves de l'école secondaire et la communauté.

En effet, dans le nouveau contexte de réciprocité où le gouvernement s'engage auprès des gouvernements de proximité à privilégier la mutualisation des infrastructures, les projets communs et leur réalisation, le Ministère a autorisé, dans le cadre de ce projet, les travaux de réaménagement d'une surface synthétique et d'une piste d'athlétisme, afin de pouvoir dégager l'espace nécessaire à la construction de l'école D. Idéalement, les travaux se feraient avant ou en même temps que la construction de la nouvelle école.

« Construire une école primaire sur le terrain de l'école secondaire serait un atout intéressant pour les élèves de ce secteur, afin d'offrir un milieu d'apprentissage et de vie stimulant pour les élèves ainsi que les citoyens », déclare Sylvain Racette, directeur général du CSSRS.

La future école primaire D conservera la même orientation en harmonie avec la nature, puisqu'elle continuera d'être située près du boisé Ascot.

« Considérant le besoin criant d'une école dans Ascot et les enjeux reliés à l'implantation sur la rue Hallée, je suis très heureuse que nous ayons retroussé nos manches et identifié ensemble la meilleure solution pour que le projet voie le jour le plus rapidement possible. Cet emplacement comporte plusieurs avantages pour les citoyens et citoyennes du quartier. Il nous permettra notamment de bonifier les infrastructures de transport actif pour améliorer la sécurité routière dans le secteur résidentiel », indique Geneviève La Roche, conseillère du district d'Ascot.

« Pour notre gouvernement, c'est une priorité d'offrir de belles écoles, adaptées aux besoins des jeunes et du personnel scolaire. Aujourd'hui, on franchit une étape importante pour livrer la nouvelle école primaire de Sherbrooke. J'en suis très content, puisque c'est un excellent exemple de la bonne foi de notre gouvernement, dans le respect de l'entente de réciprocité que nous avons avec les municipalités. On a réussi à trouver un terrain appartenant déjà au centre de services scolaire pour ce qui est de l'emplacement. Merci à tous les partenaires impliqués pour la belle collaboration! », mentionne Bernard Drainville, ministre de l'Éducation.

L'école D comprendra une vingtaine de classes. Le CSSRS a obtenu une somme de plus de 26 millions de dollars de la part du ministère de l'Éducation pour sa construction.

Cette collaboration témoigne de la volonté du CSSRS et de la Ville de Sherbrooke d'être des acteurs principaux dans le développement équitable de leur collectivité. Le projet vient appuyer les efforts de vitalisation du quartier en servant de levier, notamment pour la dynamisation des activités locales.

Une nouvelle activité de participation publique sera organisée dans les prochains mois; la date sera communiquée ultérieurement aux citoyennes et citoyens par la Ville de Sherbrooke.

Pour plus d'information

UNE INITIATIVE DE :



EN PARTENARIAT :



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

10^e édition de *Prends le Volant sur ta Vie*

Une initiative clé pour sensibiliser les finissants du secondaire à la conduite responsable

Québec, le 8 mai 2024 – Du 8 au 10 mai 2024, l'Aréna Marcel-Bédard transformé pour l'occasion, accueille la 10^e édition de *Prends le Volant sur ta Vie*, célébrant l'engagement renouvelé de la Polyvalente de Charlesbourg et de ses partenaires envers la sécurité routière. À l'aube du bal de finissants des élèves de cinquième secondaire, cette expérience immersive est conçue pour stimuler la prise de conscience et favoriser le renforcement d'une réflexion approfondie quant à la conduite responsable.

Né d'un désir de promouvoir une gouvernance scolaire active, dans le contexte du Parlement des Jeunes de la Polyvalente de Charlesbourg, ce projet a été initié en 2006, en collaboration avec Mario Harvey, ancien enseignant d'univers social de la Polyvalente de Charlesbourg, des membres de la Société d'assurance automobile du Québec et Jean-Marie De Koninck, fondateur d'Opération Nez Rouge. Ce qui a commencé comme une simple journée de sensibilisation à la Polyvalente de Charlesbourg est rapidement devenue une expérience immersive de grande envergure rayonnant dans toute la Capitale-Nationale. De 2013 jusqu'à la fin de la présente édition, ce sont plus de 19 000 élèves qui auront assisté aux représentations de *Prends le Volant sur ta Vie*.

Expérience choc et prise de conscience

Au cours des cinq représentations de la 10^e édition, 2 647 élèves finissants de la Capitale-Nationale seront plongés au cœur d'un dramatique accident de la route avec vidéos, témoignages, musique et mise en scène théâtrale, illustrant l'impact potentiel d'un incident semblable sur leur vie. La reconstitution émouvante suit le parcours d'un jeune conducteur aux facultés affaiblies, de l'instant tragique de l'accident jusqu'à son processus de réhabilitation sociale afin d'exposer les répercussions physiques, émotionnelles, légales et sociales sur la victime, sa famille et le conducteur.

« En tant qu'urgentologue, je suis trop souvent témoin des tragédies résultant d'accidents de la route. Participer à cette activité de simulation, c'est une occasion de sensibiliser les jeunes à l'importance de la conduite responsable et de la prise de décisions éclairées. Avec nos partenaires, nous espérons leur montrer que chaque choix compte sur la route, et que derrière chaque statistique se cache une vie, une famille et un avenir », explique Dr Christian Malo, directeur médical du Programme de traumatologie au CHU de Québec-Université Laval.

« Le programme des traumatismes craniocérébraux accueille des personnes accidentées de la route. Lorsqu'on entend dans les médias après un grave accident de la route qu'on ne craint plus pour la vie de la personne, on ne dit pas que sa vie sera changée, qu'elle vivra avec les séquelles de cet accident, et ce, malgré la réadaptation. On espère que cette activité de sensibilisation aura un impact chez les jeunes et qu'elle évite que leurs projets de vie soient bouleversés à jamais », soutient Paule Terreau, coordonnatrice clinique du Programme des traumatismes craniocérébraux au CIUSSS de la Capitale-Nationale.

La sensibilisation pour la sécurité routière, un engagement régional

Des partenaires comme le Centre de formation en transport de Charlesbourg, le Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries, la Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec, le CHU de Québec-Université Laval, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, la Polyvalente de Charlesbourg, la Société de l'assurance automobile du Québec, la Ville de Québec et le Service de police de la Ville de Québec, ont collaboré au projet pour éveiller les élèves de 16 et 17 ans sur les conséquences d'une conduite automobile imprudente.

-30-

Source :

Affaires publiques, communications et secrétariat général

Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries

medias@cssps.gouv.qc.ca